

GRM 3^{ème} année – Séminaire « Mouvements étudiants et luttes sociales »
Section I Révolution Culturelle – Séance du samedi 07 novembre 2009
 (2nde version - mise en ligne : 26/11/2009)

« Révoltes étudiantes et Révolution culturelle chez Althusser (II) »

Julien Girval-Pallotta

Je poursuis donc aujourd'hui l'intervention de Guillaume Sibertin-Blanc consacrée à la réception par Louis Althusser des révoltes étudiantes et de la RCC. Comme nous l'avons vu à la dernière séance, il a été finalement peu question des luttes étudiantes dans la première partie de notre exposé à deux voix. Il en sera question principalement dans la première partie de la séance d'aujourd'hui. Avant de rentrer dans le détail, je préfère indiquer les différences d'objet de mon intervention d'avec la précédente : d'abord, je ne me contenterai pas de parler d'Althusser, j'élargis le champ des auteurs étudiés à l'« althussérisme » en général, c'est-à-dire à ces théoriciens qui sont soit des élèves-disciples (comme Baudelot-Establet ou Balibar), soit des proches compagnons d'armes théoriques (comme Nicos Poulantzas)¹. Par ailleurs, je ne vais pas reprendre l'analyse althussérienne de la RCC, je vais m'intéresser à son analyse de Mai 68, tout en cherchant à articuler les deux.

De l'appropriation théorique de la RCC par Althusser, je commencerai par retenir deux choses que nous allons retrouver aujourd'hui : le Parti, pour contrecarrer sa tendance à la bureaucratisation consécutive à sa fusion partielle avec l'Etat, doit rendre l'initiative politique aux masses en les laissant s'organiser dans des organisations autonomes, ou du moins partiellement autonomes. Guillaume Sibertin-Blanc a immédiatement souligné la contradiction de cet appel aux masses avec la nécessité d'inscrire leurs actions sous la direction du Parti, signe peut-être de la tension insurmontable dans un Etat socialiste entre le parti-d'avant-garde-en-voie-d'étatisation et le parti de masse. Retenons néanmoins l'amorce d'une fin du monopole de la politique par le parti dans l'idée d'une « révolution idéologique de masse » opérée par les masses elles-mêmes. Et retenons aussi l'idée que, dans cette révolution, la jeunesse scolarisée a pu prendre une posture d'avant-garde.

Il est clair que, pour les althussériens, la RCC représente un événement inespéré : la première critique, dans un Etat socialiste, du stalinisme et de la régression contre-révolutionnaire. Le maoïsme avance une idée simple et fondamentale : la lutte de classes se poursuit sous la Dictature du prolétariat. La révolution ne prend pas fin avec la socialisation/étatisation des moyens de production, la période de « transition » est un processus long et contradictoire. Nous allons devoir nous demander quelles leçons théoriques et pratiques les althussériens peuvent tirer de cet enseignement alors qu'ils ne sont pas eux-mêmes dans un pays qui a entamé « la construction du socialisme ». Des enseignements précis de la RCC, j'en retiendrai deux : premièrement, la nécessité, pour le triomphe d'une ligne révolutionnaire, d'une révolution culturelle, et notamment d'une transformation de l'éducation qui dépasse la division entre le travail manuel et le travail intellectuel, et deuxièmement, la nécessité pour le parti de se « désincorporer » de l'Etat en pratiquant un rapport vivant aux masses. Mais pour cela, je vais d'abord commencer par analyser l'événement français qui a touché lui aussi au système éducatif, en ébranlant par là l'Etat capitaliste bourgeois, et qui, surtout, a pris le parti au dépourvu : Mai 68.

¹ Une différence éditoriale distingue ces deux camps : les « althussériens » au sens strict sont publiés par Althusser dans sa collection « Théorie » chez Maspero, alors que Poulantzas, proche sans être considéré comme « althussérien » au sens strict, est publié dans une autre collection.

1. Mai 68 : une révolte idéologique de masse ou le primat des mouvements de masse sur l'appareil du parti

Il serait inexact de dire que l'intérêt d'Althusser pour les questions de l'éducation, du caractère politique de l'éducation et du système éducatif, et même pour les luttes étudiantes européennes date de Mai 68. En 1964, il s'est déjà prononcé sur l'action des communistes à l'Université dans un article intitulé « Problèmes étudiants »², article sur lequel il aura d'ailleurs l'occasion de faire une autocritique en 1969 dans le manuscrit *Sur la reproduction*³. En 1967, dans le cours qu'il prononce face aux scientifiques, il fait du front de l'éducation un des fronts essentiels de la lutte des classes, et insiste sur le but poursuivi par le système éducatif dans un Etat bourgeois : obtenir la soumission des masses à l'idéologie dominante. Et à ce propos, il mentionne la réforme de l'enseignement de la RCC :

« l'enseignement est directement en rapport avec l'idéologie dominante, et [...] sa conception, son orientation et son contrôle sont un enjeu important de la lutte des classes. Exemple : la réforme de l'enseignement de la Convention, la réforme de l'enseignement de Jules Ferry, la réforme de l'enseignement qui préoccupait tant Lénine et Kroupskaïa, la réforme de l'enseignement sous la Révolution culturelle, etc. »⁴

Il sera alors d'autant plus intéressant d'interroger le lien entre la réception de la RCC et celle de Mai 68 si ces deux événements mettent en cause le système éducatif, et on verra que c'est loin d'être toujours facile de le faire dans les textes des althussériens. Et, pour ce qui est des luttes étudiantes en Europe, il faut savoir qu'Althusser les évoque déjà dans une lettre à Maria Antonietta Macciocchi datée du 15 avril 1968, et je crois que le cadre théorique dans lequel il les pense est exactement celui à travers lequel il va recevoir le mouvement étudiant de Mai en France :

« C'est une question politique et théorique de premier ordre de distinguer entre la *force dirigeante* et la *force dominante* dans une *conjoncture* donnée. Il peut y avoir, d'une manière ou d'une autre, des forces engagées dans la lutte qui sont dominantes sans être la *force dirigeante*. [...] Et regarde ce qui se passe aujourd'hui avec les étudiants dans plusieurs endroits, en Allemagne de l'Ouest par exemple. Ils sont engagés dans des formes très avancées de luttes. Ils peuvent même, en ce moment, donner l'impression d'être l'"avant-garde". Si l'on considère leur origine de classe (petite-bourgeoise), ils sont une avant-garde. Mais c'est précisément leur condition de classe qui les empêche de jamais devenir "force dirigeante" – même si un moment ils occupent, seuls ou presque seuls, le devant de la scène politique. Seul le prolétariat (urbain et rural) peut devenir la "force dirigeante", la "force d'avant-garde". »⁵

En produisant cette citation, je préviens une tentation qui serait de croire que l'appropriation de l'événement produit sur le champ un bouleversement radical de la théorie d'Althusser. Au contraire, il me semble qu'il faudra attendre les véritables effets de 68, à

² L. ALTHUSSER, « Problèmes étudiants », in *La Nouvelle critique*, n°152, janvier 1964, p.80-111.

³ Ce qui explique sans doute pourquoi il ne l'a pas repris dans *Pour Marx*.

⁴ Louis ALTHUSSER, *Philosophie et philosophie spontanée des savants (1967)*, Paris, Maspero, collection « Théorie », 1974, p.42-43.

⁵ Louis ALTHUSSER, Lettre à Maria Antonietta Macciocchi datée du 15 avril 1968, in Maria Antonietta Macciocchi, *Letters from inside the Italian Communist Party to Louis Althusser*, London, NLB, 1973, translated by Stephen M. Hellman, p.52-53, traduit en français par Julien Girval-Pallotta.

savoir la décennie de luttes des années 1970, pour qu'Althusser tire des enseignements radicaux de ce qui s'est passé. Mais, cet extrait a déjà l'intérêt de nous indiquer, à mon avis, la gêne d'Althusser par rapport aux luttes étudiantes. Ici, il mentionne le cas de l'Allemagne de l'Ouest, pays où effectivement les étudiants, en marge des partis, commencent peut-être à expérimenter de nouvelles façons de faire de la politique, et surtout, sont, semble-t-il, à l'avant-garde de l'anti-impérialisme. Ce qui met Althusser dans l'embarras est peut-être que ces jeunes étudiants ne soient pas liés à un parti de masse révolutionnaire, mais aussi qu'ils occupent l'espace de la visibilité publique, devant la classe ouvrière. Le passage au premier plan « médiatique » de la jeunesse étudiante doit être relativisé : il masque le caractère déterminant en dernière instance de la lutte de classes économique, et donc de la centralité de la classe ouvrière dans le processus révolutionnaire. Sans doute la ligne idéologico-politique de ces nouvelles générations est-elle potentiellement dangereuse pour Althusser : elle commence à s'écarter du marxisme. Ce n'est pas sans raison qu'on voit Macciocchi, dans sa correspondance avec Althusser, remarquer en Italie le développement prometteur des luttes étudiantes qui s'attaquent au système éducatif « autoritaire et paternaliste » avant de s'inquiéter des lectures des étudiants, et de constater avec dépit qu'en Italie, le livre de Marcuse, *L'Homme unidimensionnel*, se vend bien mieux que *Pour Marx*⁶.

Néanmoins, malgré les apparences d'avant-garde que peut engendrer la visibilité des luttes étudiantes, Althusser doit bien reconnaître un mérite à ces jeunes militants : par rapport à leur classe d'origine, ils sont une avant-garde politique dans un combat (le combat anti-impérialiste) qui, de surcroît, est juste. S'ils font effectivement de la politique, c'est qu'il est possible, et même nécessaire, de s'adresser à eux. Cet embarras, qui consiste à reconnaître un mérite tout en le relativisant, se retrouve dans la longue lettre du 15 mars 1969 à Maria Antonietta Macciocchi⁷, ainsi que dans l'autre texte d'Althusser consacré à Mai, l'article en réponse à Michel Verret paru dans *La Pensée*⁸. Les deux textes, bien que proches, sont néanmoins légèrement différents. L'article publié en français a l'inconvénient pour nous aujourd'hui de perdre du temps dans une polémique inutile avec la réception particulièrement malveillante (et politiquement aveugle) du Mai étudiant par un ancien élève d'Althusser, le sociologue communiste Michel Verret. Le seul intérêt de cet article par rapport à la lettre à Macciocchi est justement de signaler, en creux, la relative bienveillance d'Althusser pour les luttes étudiantes, étonnante pour un membre du PCF de l'époque (si on le compare à l'épouvantail qu'est Verret). Et, par contraste, la lettre à Macciocchi est plus sereine, et surtout plus développée. Ceci dit, je passerai naturellement de l'un à l'autre texte.

Je commence par livrer la définition générale de Mai 68 par Althusser :

« Qu'a été Mai 68 en France ?

Une rencontre entre, d'une part, une grève générale à ma connaissance sans précédent dans l'histoire occidentale par le nombre de ses participants et sa durée, et, d'autre part, des actions non

⁶ Maria Antonietta Macciocchi, Lettre à Louis Althusser datée du 28 mars 1968, in *Letters from inside the Italian Communist Party to Louis Althusser*, London, NLB, 1973, translated by Stephen M. Hellman, p.19, retraduit en français par Julien Girval-Pallotta : « Le vrai danger, en ce moment, me semble se trouver dans la « marcusisation » de Marx, Lénine et Mao. En Italie, 30 000 exemplaires de *L'Homme unidimensionnel* ont été vendus, et seulement 4 000 de *Pour Marx* ».

⁷ Ma traduction, précédée d'une courte présentation, d'un extrait conséquent de cette lettre se trouve en ligne sur le site du GRM à l'adresse suivante :

http://www.europhilosophie.eu/recherche/IMG/pdf/ALTHU_a_Macciocchi.pdf

⁸ « A propos de l'article de Michel Verret sur le 'Mai étudiant' » recueilli dans le volume *PenseR – Louis Althusser, Le Temps des cerises*, coll. « Les dossiers de *La Pensée* », Paris, 2006, p. 63-84.

seulement étudiantes, mais aussi lycéennes et “intellectuelles” (affectant des jeunes “travailleurs intellectuels”, médecins, architectes, artistes, journalistes, juristes, ingénieurs, employés, petits et moyens cadres, etc.).

Dans cette rencontre, la grève générale ouvrière a été de façon écrasante l'événement absolument déterminant, alors que les actions étudiantes, lycéennes et “intellectuelles”, qui l'ont chronologiquement précédée, ont été un événement nouveau et de grande importance, mais subordonné. »⁹

On retrouve dans cette approche l'idée que les luttes étudiantes, bien que grandement importantes, premières dans l'ordre chronologique, ne sont pas l'événement absolument déterminant, c'est-à-dire que les étudiants, s'ils croient être une « avant-garde » révolutionnaire, s'illusionnent ; dans ces lignes, et avec l'écho de la lettre datée du 15 avril déjà citée, on peut déjà lire le problème pratique à résoudre pour Althusser : comment les étudiants vont-ils fusionner avec le Mouvement Ouvrier ? Autrement dit, comment vont-ils accepter la direction du processus révolutionnaire par le Mouvement ouvrier ? Et si l'on ajoute que la classe ouvrière, selon la ligne léniniste d'Althusser, doit être elle-même dirigée par le parti d'avant-garde qui est un pas en avant d'elle, mais un pas seulement, alors c'est tout simplement le problème de la liaison de la masse de la jeunesse scolarisée avec le parti qui se pose. Je préfère laisser cette question de côté pour le moment.

Remarquez bien ce que j'ai dit : les étudiants, selon Althusser, s'illusionnent s'ils s'imaginent être l'avant-garde du mouvement de Mai. Bien sûr, en disant cela, je veux dire que le but d'Althusser est de rectifier une tendance peut-être répandue chez les étudiants de s'être pris pour le centre des événements, tendance peut-être fondée sur la tendance générale de tout sujet de se croire cause absolument libre et indéterminée de tous ses mouvements, et d'ignorer spontanément les causes qui le déterminent. Althusser peut faire fond sur un certain spinozisme pour rectifier les erreurs spontanées de la conscience immédiate, lieu privilégié d'illusions. Je crois également qu'Althusser réagit, comme d'autres, à la présentation médiatique des événements centrée uniquement sur la jeunesse et l'Université. C'est une interprétation bourgeoise et psychologisante courante des événements de Mai : le printemps 1968 aurait été en France une explosion juvénile, bref une simple poussée d'acné. Mais, au-delà de la relativisation du rôle d'avant-garde révolutionnaire des luttes étudiantes, il faut surtout remarquer dans les textes d'Althusser consacrés à Mai une sincère intention de s'adresser aux étudiants et de rectifier leurs erreurs politiques et idéologiques, ce que, par opposition, on ne trouve pas chez Verret.

J'ai parlé des luttes étudiantes, mais en réalité, comme vous l'avez entendu, Althusser élargit les actions non-ouvrières de Mai aux autres couches du système scolaire (les lycéens, et même les élèves des Collèges d'Enseignement Technique, CET), et à toutes les couches de « travailleurs intellectuels ». Sur ce point, on peut marquer une différence avec le repérage récent de Badiou qui distingue un « troisième Mai » là où Althusser n'en distingue que deux : en plus du Mai étudiant et du Mai ouvrier, il y aurait le Mai libertaire qui serait essentiellement culturel (qui porte sur la transformation des rapports amoureux, des mœurs, etc.), un Mai dont l'unité est difficilement perceptible à vrai dire¹⁰. Je crois que si Althusser

⁹ L. ALTHUSSER, « A propos de l'article de Michel Verret sur le 'Mai étudiant' », in *PenseR – Louis Althusser*, Le Temps des cerises, coll. « Les dossiers de *La Pensée* », Paris, 2006, p. 75-76.

¹⁰ Alain BADIOU, « Nous sommes encore contemporains de Mai 68 », in *L'Hypothèse communiste*, Paris, Editions Lignes, 2009, p.44 : « Il y a un troisième Mai 68, également hétérogène, que j'appellerais le Mai libertaire. Il concerne la question de la transformation des mœurs, des nouveaux rapports amoureux, de la liberté individuelle, la question qui va donner le mouvement des femmes puis des droits et de l'émancipation des homosexuels. Cela va aussi affecter la sphère culturelle, avec l'idée d'un nouveau théâtre, d'une nouvelle forme de parole publique, d'un nouveau style de l'action

n'éprouve pas le besoin de distinguer le Mai étudiant du Mai culturel libertaire, c'est qu'il a une approche classiste des acteurs de l'événement : ce qui unifie toutes les actions des étudiants, lycéens et des « travailleurs intellectuels »¹¹, c'est leur origine petite-bourgeoise. Althusser éprouve une réticence à parler de « Mouvement étudiant » pour désigner cet ensemble d'actions précisément à cause du statut problématique de la petite-bourgeoisie, véritable point aveugle de la théorie marxiste. La petite-bourgeoisie est-elle une classe ? A ce propos, il faut citer une note en bas de page de l'ouvrage de Baudelot et Establet portant sur la situation de classe de l'instituteur, note qui d'ailleurs pourrait faire vaciller leur édifice théorique, mais qui, au moins, traduit un certain trouble :

« On s'étonnera peut-être que nous ne caractérisions pas dans une terminologie plus marxiste la situation de classe de l'instituteur. Nul doute en effet que l'instituteur fasse partie de la petite bourgeoisie. Mais ce concept, s'il est éclairant, est loin d'être actuellement tiré au clair. C'est pourquoi nous n'utilisons pas sans précaution cette caractérisation. Pour nous, dire « l'instituteur est un petit-bourgeois », c'est poser une question dont la solution exige travail théorique et enquête empirique : « Alors, qu'est-ce qu'un petit-bourgeois, en France aujourd'hui ? », et non se débarrasser d'un problème par une étiquette, avec toutes les conséquences théoriques et pratiques que cela comporte. »¹²

Effectivement, on ne sait pas très bien ce qu'est la petite-bourgeoisie, mais il va falloir se contenter de ce concept imparfait pour avancer. Ce qui a dominé idéologiquement le prétendu « Mouvement étudiant » est l'idéologie petite-bourgeoise, dans ses différentes variantes :

« Une source idéologique commune dominait cette masse, aux origines petites-bourgeoises : *l'idéologie petite-bourgeoise était dominante*. Mais cette même diversité aide à comprendre les différentes variantes de l'idéologie petite-bourgeoise qui ont été exprimées en Mai : l'anarchisme libertaire *dominant*, mais aussi le trotskisme, l'anarcho-syndicalisme, le guévarisme, et l'idéologie de la RCC. Il faut dire que l'influence directe de Marcuse, qui a été si importante pour la jeunesse étudiante d'Allemagne et d'Italie, fut *pratiquement nulle* en France. »¹³

On peut résumer d'une manière générale l'orientation idéologique de cette jeunesse étudiante : *gauchiste*, c'est-à-dire toutes les tendances politiques qui se trouvent « à gauche » du PC, dans leur plus grande disparité. On remarque même dans cette liste d'orientations idéologiques le maoïsme inspiré de la toute récente RCC. En parlant du maoïsme à ce moment-là, Althusser veut parler de celui qu'il connaît personnellement (pour en être malgré

collective, la promotion du happening, de l'improvisation, les états généraux du cinéma...Cela constitue aussi une composante particulière de Mai 68, qu'on peut dire idéologique, et qui, si elle tourne parfois à l'anarchisme snob et festif, n'en participe pas moins à la tonalité générale de l'événement. Il n'est que de voir la force graphique des affiches de Mai, telles que les inventa l'atelier de l'École des beaux-arts ».

¹¹ Remarquons au passage que cela ne vaudrait pas pour les élèves des CET, majoritairement enfants de prolétaires et futurs ouvriers eux-mêmes. La singularité de Mai dans sa composante scolaire-étudiante aura été d'avoir associé les résistances prolétariennes et les résistances petites-bourgeoises à l'appareil scolaire.

¹² Christian Baudelot et Roger Establet, *L'école capitaliste en France*, Paris, Maspero, 1971, p.248, note 4.

¹³ Louis ALTHUSSER, Lettre à Maria Antonietta Macciocchi datée du 15 mars 1969, in Maria Antonietta Macciocchi, *Letters from inside the Italian Communist Party to Louis Althusser*, London, NLB, 1973, translated by Stephen M. Hellman, p.311, retraduit en français par Julien Girval-Pallotta. L'absence de la pénétration des thèses de Marcuse dans le milieu étudiant français a sans doute dû rassurer Macciocchi...C'est même sans doute la raison pour laquelle Althusser en fait mention dans ce passage.

lui l'instigateur ?)¹⁴ : celui des normaliens qui, derrière Robert Linhart, ont fait scission d'avec l'Union des Etudiants Communistes, et qui ont fondé l'Union des Jeunes Communistes marxistes-léninistes (UJCM-1). On se souvient que c'est dans leur revue, les *Cahiers marxistes-léninistes*, qu'Althusser a publié, de manière anonyme, son article sur la RCC. Avant de revenir plus tard sur l'appréciation de l'action des maoïstes en Mai, je voudrais déjà repérer un des effets à distance de la RCC qu'on peut considérer de ce point de vue comme un « événement mondial ». Guillaume Sibertin-Blanc a suggéré il y a quinze jours que, dans son article anonyme, Althusser s'est engagé dans un jeu compliqué d'interpellations multiples : « vers l'UJCM-1, vers l'UEC « reprise en main » par le PCF depuis 1965 et dont l'UJC s'est créée par scission, mais aussi vers le PCF lui-même »¹⁵. Et on se souvient qu'Althusser demande finalement à tous les communistes de faire de la RCC leur bien, de se l'approprier. La création de l'UJCM-1, c'est-à-dire la création d'un maoïsme étudiant français, est l'une des réponses à cette interpellation althussérienne : la création d'un groupuscule maoïste, en marge du Parti, est une certaine appropriation de la RCC. Justement, Althusser, à la fin de sa lettre, en se demandant pour quelles raisons le Parti a perdu le contact avec la jeunesse étudiante, mentionne au passage le possible effet « scissionniste » de la RCC. Le maoïsme transposé en Europe manifeste d'abord ce que Balibar a appelé la « tendance schismatique » du Mouvement Communiste international :

« Pour Althusser le présent était caractérisé par une tension “ impossible ” : d'un côté l'imminence (qualitative, non mesurable) de la révolution était contenue dans le phénomène “ irréversible ” de l'union ou de la “ fusion ” entre la théorie marxiste et le mouvement ouvrier (toutes expressions qu'il écrivait avec des majuscules) ; de l'autre la scission tragique du communisme international, en quelque sorte éloigné de lui-même par ses divisions théoriques aussi bien que politiques, avait pour effet de différer indéfiniment la révolution, sans clôture prévisible de ce “ temps qui reste ”, pour parler comme Agamben. »¹⁶

Il n'est pas inapproprié, à mon avis, de parler d'imminence de la révolution à propos de Mai car Althusser, à la fin du manuscrit de 1969 *Sur la reproduction*, en parle comme d'une « répétition générale », et par ailleurs, le maoïsme, à distance, aura eu pour effet de scinder davantage le mouvement communiste international, le rendant impuissant d'une certaine manière. Mais, on le verra, cette situation est ou était inévitable si l'on prend en compte la surdité du Parti à tous les mouvements qui naissent en dehors de lui. Althusser se trouve dans une situation pour le moins délicate, voire intenable : dans le parti, et s'adressant à ceux qui, hors du parti, ne peuvent rien entendre venant de là. Mais s'il fallait répartir des torts selon Althusser entre les gauchistes et le parti, il me semble qu'en dernière instance, c'est bien le parti qui serait le plus à mettre en cause ; je reconnais que c'est peut-être encore difficile à lire dans les textes de 1969 sur Mai 68, mais, entre les critiques qu'il adresse aux étudiants, et celles qu'il adresse au parti, les plus importantes sont les dernières : la suite le montrera .

Pour ce qui est de l'action de R. Linhart et des siens en Mai, on verra plus tard qu'elle est en décalage avec les autres types d'actions des autres courants gauchistes (elle déserte assez sublimement le front de l'éducation, et se détourne totalement des étudiants petits-bourgeois).

¹⁴ C'est en tous les cas ce que le Parti lui a reproché et ce que suggère Jean-Claude Milner dans son dernier ouvrage, *L'Arrogance du présent*, Paris, Grasset, 2009.

¹⁵ Guillaume Sibertin-Blanc : GRM 3^{ème} année – Séance du samedi 24 octobre 2009 : « Révoltes étudiantes et Révolution culturelle chez Althusser : la théorie à l'épreuve de la conjoncture », accessible sur le site du GRM à l'adresse suivante : http://www.europhilosophie.eu/recherche/IMG/pdf/GRM_3-Section_I-2bis.pdf

¹⁶ Etienne BALIBAR, « Eschatologie/téléologie », in *Lignes*, n°23-24, Paris, Editions Lignes, novembre 2007, p. 194-195.

Revenons aux autres tendances, plus importantes en Mai : trotskisme, guévarisme, et surtout anarchisme dominant. Le guévarisme est l'un des échos des luttes anti-impérialistes de la conjoncture, le trotskisme est l'une des anciennes scissions du mouvement communiste, mais en réalité, ces courants marxistes ne sont presque rien à côté de l'anarchisme dominant, et de l'anarcho-syndicalisme. Ce qui est nouveau dans l'événement de Mai, plus que la prolifération des groupuscules, des micro-PC plus radicaux que l'original sclérosé, c'est finalement la défaite des organisations existantes : Althusser le dit plus loin à propos de la Manifestation historique du 13 mai et du mouvement de mai en général, les groupuscules ont été littéralement écrasés par le mouvement étudiant. Pour un léniniste comme Althusser, Mai pose un sérieux problème : celui de la défaite de *toutes* les organisations. Althusser rappelle par ailleurs que l'UNEF, dont le leader Sauvageot était un des « leaders » du mouvement étudiant, était en mai une organisation fantôme. La leçon de Mai se trouve bien ici : l'initiative politique n'y est pas revenue du tout au parti, et même pas à des organisations préexistantes. Dans un entretien récent, Rancière diagnostique ainsi la nouveauté politique de Mai :

« Les mots d'ordre de 68 ont été fabriqués par trois organisations: le Mouvement du 22 mars, le syndicat étudiant Unef et le syndicat des enseignants du supérieur Snesup ; soit un collectif né d'un événement et deux syndicats qui avaient très peu d'adhérents. Aucune organisation classique n'a lancé le mouvement, et la CGT a dû suivre des troupes qui obéissaient à l'appel du moment ainsi créé. C'est un déplacement du militantisme : le groupe organisé qui lance ses troupes dans la bataille cède la place à des organisations fonctionnant comme la cristallisation du mouvement et dont la force réside dans la capacité d'initiative. »¹⁷

Les mots d'ordre de « Pouvoir étudiant », de « Pouvoir ouvrier », de « Pouvoir paysan », et la dynamique du mouvement suivant des leaders inventifs mais sans réelle organisation, font dire à Althusser que le mouvement étudiant est dominé idéologiquement par l'anarchisme. Il faudra se demander comment l'anarchisme a pu devenir à ce point dominant dans la jeunesse étudiante. Mais, avant cela, il nous faut caractériser la singularité de la portée de ce mouvement ; quel a été son effet n°1 et radicalement nouveau ? Sa nouveauté a consisté en ceci : il a attaqué frontalement l'un des piliers de la domination de la classe dominante, l'un des points forts, mais *secrètement* forts, de l'idéologie dominante et de l'Etat capitaliste : l'appareil du système scolaire. Althusser considère que ce mouvement de fond n'est pas simplement français, et le réinscrit dans un contexte international (qui dépasse d'ailleurs le clivage Est/Ouest). Citons ce passage essentiel où il qualifie la singularité du mouvement étudiant de Mai :

« Mon hypothèse, par conséquent, est que le « Mouvement » des jeunes étudiants et intellectuels au niveau aussi bien national qu'international, doit être considéré comme une *révolte idéologique* (NB : une révolte idéologique n'est pas, en et par elle-même, comme le croient trop facilement les étudiants, une révolution politique) *qui attaque d'abord l'appareil des systèmes scolaires des pays capitalistes.* »¹⁸

Bien sûr, on retrouve, au détour d'une parenthèse, la mise en garde d'Althusser contre les illusions spontanées de certains étudiants gauchistes : leur révolte n'est pas à elle seule une

¹⁷ Jacques RANCIÈRE, « Le plaisir de la métamorphose politique » (Entretien réalisé par Eric Aeschmann, paru le 24 mai 2008 dans le quotidien *Libération*), in *Moments politiques. Interventions 1977-2009*, Paris, La Fabrique, 2009, p.200.

¹⁸ L. ALTHUSSER, Lettre à M.A. Macciocchi datée du 15 mars 1969, *op.cit.*, p.314.

révolution politique¹⁹. C'est ici qu'il faut opérer une distinction entre révolte et révolution dans la tradition marxiste. Je procéderai en deux temps : d'abord, de manière générale, et ensuite, en comparant la RCC et le Mai français. D'abord, pour ce qui est du concept de révolte dans la tradition marxiste, le moins qu'on puisse dire est qu'il n'y a pas très bonne presse, à peine est-il thématiqué. Selon une expression de Guillaume Sibertin-Blanc²⁰ que je crois pertinente, il semble que l'on puisse avancer qu'une « révolte constitue un *mouvement de masse* mais SANS organisation, et SANS direction. La révolte, ce serait le moment insurrectionnel d'un processus révolutionnaire mais *sans* unité stratégique et politique, et donc interprétable à la fois comme signe précurseur d'une révolution et comme signe profondément ambigu (puisqu'elle peut être renversée en force réactionnaire – voire conduire à des formes extrêmes de bonapartisme ou de plébiscite fasciste). » Précisément, à propos de l'insurrection pouvant être exploitée en mouvement de masse réactionnaire, Althusser mentionne la perversion du désir de révolte de la jeunesse italienne et allemande dans les années 1920 et 1930 en Europe : le fascisme. Celui-ci est excessivement inquiétant en ce que, par sa rhétorique et sa mobilisation de masse, il mime les mouvements révolutionnaires. Mais, en 1968, la menace fasciste est nulle au sens où elle ne peut pas tenter la jeunesse, au contraire animée par des idéologies gauchistes, c'est-à-dire, faut-il le rappeler, *progressistes*. Donc, la révolte serait le point naissant de la politique de masse, mais qui n'aurait, de par sa défaillance organisationnelle, aucune réalité absolument positive. Guillaume Sibertin-Blanc parle à bon droit dans le marxisme d'une tendance dominante à en donner une « interprétation "privative" (révolte = un soulèvement de masse *MOINS* une direction politique, un mouvement de masse *MOINS* une organisation et une conscience politiques, une insurrection de masse *MOINS* une stratégie politique portant sur la forme-Etat et sur la lutte de classe à l'intérieur de l'Etat, etc.) ». On peut comprendre l'oscillation des réactions marxistes face à la révolte : si l'on est méfiant, si les affects de crainte l'emportent, on la fustigera et on en fera l'*autre* négatif de la révolution, c'est-à-dire du bon processus politique ; en revanche, si l'on est confiant, si les affects d'espoir prennent le dessus, on verra en elle un simple moment nécessaire dans la politisation des masses, le moment naissant qui ne préjuge pas de la suite du mouvement, et de sa possible organisation stratégique.

Nous touchons là à l'un des points cruciaux des textes de 1969 sur Mai : quel versant Althusser privilégie-t-il ? Le positif ou le négatif ? Il me semble qu'il privilégie le versant positif et se montre reconnaissant envers les étudiants d'avoir ébranlé l'Etat dans son appareil de domination idéologique qu'est l'appareil scolaire. La révolte idéologique de masse est le début d'une crise profonde de l'hégémonie bourgeoise, et le signe de la perte de contrôle idéologique de la jeunesse par la bourgeoisie. Se détourner de la jeunesse en la ridiculisant comme semble le faire Verret est politiquement suicidaire : c'est avec elle qu'il faut faire de la politique révolutionnaire, c'est elle qu'il faut gagner aux positions de classe prolétariennes, en lui montrant notamment le lien entre l'appareil scolaire et la reproduction différenciée de la force de travail qui sert l'exploitation capitaliste. Bref, il faut tenter de penser ce que la tradition marxiste appelle « alliance de classes », expression qui n'apparaît jamais sous la plume d'Althusser dans ses différents textes sur Mai.

Qu'en est-il du rapport entre la « révolte idéologique de masse » de Mai et la « révolution idéologique de masse » de la RCC ? La différence est facile à percevoir. La Chine est un Etat socialiste : elle a déjà connu une révolution politique et une révolution économique.

¹⁹ Néanmoins, je me demande quels étudiants ont pu croire que Mai a été une révolution politique, car après l'épisode attristant, voire franchement déprimant, des législatives, et du retour à la normale, qui pouvait bien croire à une révolution politique ? Et même pendant le mouvement, le pouvoir a été vacant, mais personne ne s'en est saisi. La rectification d'Althusser me semble étrange de ce point de vue.

²⁰ Communication personnelle.

Néanmoins, ce n'est pas suffisant : la « transition » socialiste se confond avec la poursuite de la lutte des classes, et sous peine d'une radicale transformation des mœurs, et notamment de l'éducation, la régression capitaliste est assurée ; le socialisme sera le nom derrière lequel sera masquée la domination des experts bureaucrates du Parti sur les masses. La révolution idéologique est nécessaire parce que la Chine est en train de vivre, à travers notamment l'éducation, l'appareil scolaire, une restauration de l'idéologie bourgeoise. Ce n'est pas le cas bien sûr en Europe, où la bourgeoisie domine, mais justement c'est l'inverse : elle est en train de connaître une crise hégémonique. Si en Chine la restauration de l'idéologie bourgeoise nécessite une révolution culturelle de masse, en Europe, c'est la crise de l'idéologie bourgeoise qui permet une révolte idéologique de masse. S'il ne s'agit que d'une révolte, c'est que le mouvement insurrectionnel n'a, comme on l'a vu, aucune direction stratégique, et n'est pas sous le contrôle du parti. Il est temps de se demander ce qui, pour Althusser, a rendu possible cette crise et cette révolte.

A ce sujet, Althusser suggère, comme Guillaume Sibertin-Blanc l'avait d'ailleurs dit dans la séance introductive de cette année, que la crise de l'hégémonie bourgeoise provient de « la conjugaison des répercussions de la victoire du fascisme des années 1930-1940 et de la crise de l'impérialisme dès années 1950-1960 »²¹, c'est-à-dire de la crise de l'impérialisme. La bourgeoisie est en train de perdre le contrôle idéologique de sa jeunesse : un « vide » idéologique est apparu. Nous avons déjà rencontré cette notion de « vide », et nous avons dit qu'elle indique une prise stratégique pour une lutte. C'est précisément dans ce vide, ce vacillement de l'idéologie bourgeoise, que s'engouffre l'idéologie gauchiste. Pourquoi la jeunesse a-t-elle été prioritairement tentée par l'idéologie gauchiste ? Althusser suggère que la perte de contact du parti avec la jeunesse est l'une des causes déterminantes de cette « gauchisation » de la jeunesse étudiante. Nous retrouvons l'idée que la révolte, comme moment premier de politisation, doit être dépassée dans un processus organisé ; or, c'est au parti qu'il revenait d'organiser la lutte, mais cela lui était impossible puisque, depuis au moins la guerre d'Algérie, il a perdu le contact avec la masse de la jeunesse étudiante. L'heure pour les marxistes est donc au combat idéologique : reconquérir au sein des forces progressistes une hégémonie. Je dis : pour les marxistes. Mais justement, les marxistes eux-mêmes sont divisés. Nous sommes au rouet.

Qu'allons-nous retenir de l'interprétation althussérienne de Mai ? Je dirais que deux éléments méritent d'être identifiés. Premièrement, Mai est un événement d'une importance considérable que seuls les plus bornés des communistes (c'est-à-dire notamment la direction du parti) ont pu ne pas voir : la lutte idéologique s'est déchaînée dans un des points de la domination étatique les plus *secrets*, c'est-à-dire les plus ordinairement *invisibles et silencieux* : l'appareil scolaire. La révolte de Mai prouve rétrospectivement qu'une sourde lutte de classes s'y menait déjà, mais c'est la bourgeoisie qui en avait principalement l'initiative. Depuis Mai, l'initiative a, au moins momentanément, changé de camp. Comme j'ai commencé par le dire, que l'éducation soit un moyen d'action idéologique sur les masses, et par conséquent un enjeu de la lutte des classes, n'est en réalité pas une thèse nouvelle chez Althusser ; il serait faux de dire que Mai a constitué la découverte pour Althusser de cette réalité. J'irais même jusqu'à dire, mais ce serait sans doute s'emporter, mais pourquoi pas après tout ? Bref, j'irais presque jusqu'à dire qu'Althusser espérait secrètement une contestation de masse dans l'Université. N'était-il pas allé jusqu'à provoquer les

²¹ Guillaume Sibertin-Blanc, GRM 3ème année - Séance introductive – 26 septembre 2009 «Eléments de problématisation pour une analyse des processus de politisation étudiante (reproduction, politisation, subjectivation) », accessible en ligne à l'adresse suivante :

http://www.europhilosophie.eu/recherche/IMG/pdf/GRM_3_Seance_introductiv2.pdf

universitaires bourgeois de la Société française de philosophie en citant des propos inquiétants de Lénine selon lesquels les professeurs de philosophie (mais cela vaut pour tous les autres) ne sont que des larbins diplômés de la bourgeoisie ? Ce genre de déclaration n'a-t-il pas aussi une fonction d'interpellation idéologique envers les masses étudiantes ? Bon, fin de la parenthèse.

Donc, si le front de l'éducation avait déjà été repéré comme vital pour la lutte des classes, néanmoins, la nouveauté politique que constitue le début d'une contestation de l'appareil scolaire va inciter Althusser et les althussériens à fournir aux combattants de la lutte des classes des armes théoriques marxistes, bref à produire une théorie de l'Ecole comme Appareil Idéologique d'Etat. Nous nous proposons de l'étudier dans une deuxième partie de notre intervention.

Pour ce qui est du deuxième élément, je dirais qu'il a déjà été envisagé, mais peut-être pas suffisamment mis en lumière : il s'agit du rapport entre le parti et le mouvement de masse. Que le mouvement de masse ait été étudiant ne change rien à l'affaire, et même en ce qui concerne la mobilisation ouvrière, il n'est pas sûr qu'Althusser ne reconnaisse pas déjà à demi-mots en 1968-1969 que l'appareil syndical et politique communiste ait pu être davantage un frein qu'une incitation à la lutte. Ce que nous pouvons lire dans ces textes de 1968-1969 est simple : il y a un primat du mouvement de masse sur l'appareil du parti. Là encore, et ne croyez pas que je joue à un jeu de déception de mon auditoire, je soutiendrais que cette thèse était déjà présente dans les écrits d'Althusser antérieurs à Mai. Althusser défend cette thèse notamment dans la lettre à Macciocchi datée du 03 février 1968 :

« Les masses sont potentiellement (potentiellement : en fait – mais personne ne leur en donne les moyens) bien *en avance* sur nous »²²

Ici, Althusser parle d'une avance des masses sur les militants, c'est-à-dire aussi bien évidemment sur le parti. Mai a prouvé à l'envi cette thèse, et dans des proportions inquiétantes : le parti a été submergé, et il a même freiné la lutte en restreignant l'étendue des revendications ouvrières ; il les a notamment cantonnées dans le domaine économique, dans le domaine de la lutte de classe économique. Althusser sera très clair sur l'attitude du parti en 1978 dans son pamphlet justement intitulé *Ce qui ne peut plus durer dans le parti communiste*²³. Mais déjà dans les textes de 1969, Althusser laisse entendre à demi-mots des critiques graves, même s'il ne peut pas encore les développer, qui vont dans le sens de la thèse du primat du mouvement de masse sur les appareils. Comme Guillaume Sibertin-Blanc me l'a fait remarquer, Althusser est embarrassé, voire empêtré dans des contradictions, quand il fait des reproches aux étudiants sur leur attitude à l'égard de la classe ouvrière. D'ailleurs, c'est un aspect que je n'ai pas encore soulevé : il est difficile de ne pas reconnaître que des passages de la lettre à Macciocchi sont pénibles à lire par leur côté « vieux-militant-de-la-lutte-des-classes-qui-donne-des-leçons » à une jeunesse inexpérimentée en la matière²⁴. Bref, Althusser répond aux étudiants qui incriminent les responsables syndicaux, c'est-à-dire en fait l'appareil *et* du syndicat *et* du parti, d'avoir empêché leur réunion avec les ouvriers en leur disant en substance que, non seulement cela ne les regarde pas, mais qu'en plus, les mouvements de masse ne s'expliquent pas des consignes de leaders syndicaux. Pour défendre l'apparente attitude de méfiance du mouvement ouvrier à l'égard des étudiants, taxés d'aventuristes, Althusser en vient à soutenir que la classe ouvrière mène ses luttes en se fondant sur sa propre expérience, et qu'un mouvement de masse de cette ampleur ne se

²² L. ALTHUSSER, Lettre à M.A. Macciocchi datée du 03 février 1968, *op. cit.*, traduit en français par Julien Girval-Pallotta, p. 4.

²³ L. ALTHUSSER, *Ce qui ne peut plus durer dans le parti communiste*, Paris, Maspero, 1978.

²⁴ C'est peut-être son inexpérience qui a permis son audace...

décète pas par des consignes de leaders. Il semble que la visée première dans ce passage malveillant à l'égard des étudiants (accusés d'être animés par des rêves) est de justifier la méfiance de la classe ouvrière à leur égard, et, pour cela, Althusser, en répondant aux critiques des appareils par le mouvement spontanéiste, soutient lui-même, à propos de la grève générale ouvrière, une thèse finalement spontanéiste, pas si éloignée de l'idéologie anarcho-syndicaliste fustigée par ailleurs. Pour le dire simplement, Althusser n'est pas à l'aise en 1969 dans une critique frontale du parti et du syndicat ; néanmoins, si l'on pousse plus loin la thèse du primat du mouvement de masse, on peut aller jusqu'à suggérer que c'est dans la mesure où le parti n'avait plus aucune emprise sur la jeunesse étudiante que celle-ci a pu se lancer dans un mouvement de masse, forcément spontanéiste. Si le parti n'a montré aucun enthousiasme à l'égard du déclenchement de la grève ouvrière, il n'y a vraiment aucune raison pour qu'il en ait montré plus à propos d'un mouvement étudiant !

Si l'on se souvient des réactions marxistes face à la révolte, positive ou négative, on peut dire que le parti et le syndicat, en tant qu'appareils, ont eu une réaction négative : tous deux ont été animés par la peur. Le parti et le syndicat sont animés en leur fond par la crainte des masses. C'est ici que résonne l'écho de la RCC : faire confiance aux masses, et leur rendre l'initiative. C'est cela qu'aurait signifié pour les communistes français tirer les leçons de la RCC à distance : de la révolution idéologique à la révolte idéologique, une même attitude est exigée par rapport aux masses. Pourquoi le parti a-t-il eu peur des masses ? Pourquoi a-t-il eu peur de leurs formes d'action et de lutte ? On peut déjà proposer l'hypothèse que la troisième partie devra approfondir : le parti, en devenant une pièce de l'Appareil idéologique politique bourgeois, en jouant le jeu de la politique encadrée étatique par les règles bourgeoises de fonctionnement de la politique, se laisse peu à peu englober dans la politique bourgeoise, et devient lui-même un frein à l'expression d'une politique autonome des masses : il préfère arrêter la grève pour aller voter²⁵. L'appropriation de la RCC appelée de ses vœux par Althusser signifie cela : révolutionnariser un parti qui a tendance à s'incorporer à l'Etat (socialiste en Chine, capitaliste en France).

Avant de passer à la deuxième partie de l'intervention consacrée, je le rappelle, à la théorie de l'Appareil idéologique d'Etat scolaire qui a été contrainte par la conjoncture entrecroisée de la RCC et de Mai 68, je voudrais revenir sur deux points : 1/ sur l'attitude des maoïstes dissidents de l'UEC ; 2/ sur l'attitude de la jeunesse, non plus étudiante, mais ouvrière.

D'abord, les maoïstes : j'avais annoncé que j'en parlerais. Ils occupent, il faut bien le dire, une position étrange dans la petite famille des gauchistes de Mai 68. R. Linhart a donné des consignes claires : interdiction absolue de se mêler aux manifestations et actions étudiantes. Le maoïsme dont parle Althusser ne peut pas réellement être compté parmi les composantes de la révolte contre le système scolaire. Les maoïstes fuient au contraire la Sorbonne, lieu institutionnel universitaire d'occupation étudiante : il ne s'agit pas de rester entre étudiants ; il s'agit au contraire de se porter à l'aide des ouvriers, et d'opérer une jonction avec eux. Althusser les mentionne dans la lettre du 15 mars 1969 lorsqu'il parle de ceux qui veulent « servir le peuple » et qui se sont rendus aux portes des usines pour soutenir et encourager les luttes ouvrières. Et c'est là que, selon Althusser, ils ont plutôt rencontré la méfiance aux portes des usines. D'où vient cette méfiance ? D'où vient ce refus de la jonction des étudiants et des ouvriers ? C'est la question que nous avons déjà rencontrée, et nous connaissons la réponse alambiquée d'Althusser qui cherche à ménager le parti. Justement, à ce propos, je me permets une démarche qui paraîtra critiquable à certains d'entre vous, car elle est rejetée généralement par les grands althussériens « historiques » (Macherey, Balibar) : je voudrais

²⁵ Et de ce point de vue, on ne peut que se souvenir du célèbre texte de Sartre « Elections, piège à cons » qui soutient que le vote a servi à évacuer le mouvement de Mai.

recourir à un extrait de l'autobiographie. Je sais que ce texte a été grandement exploité par divers psychologues, psychanalystes, voire criminologues, que sais-je encore ! Néanmoins, au-delà des passages auto-analytiques en effet dépourvus d'intérêt théorique pour nous, on en trouve d'autres plus utiles sur le parcours intellectuel et politique d'Althusser. Dans un passage où il tente de répondre aux vives critiques de son ancien élève Rancière publiées dans un pamphlet qui est lui aussi un effet direct de Mai 68²⁶, Althusser revient sur son rapport au parti et sur l'attitude des maoïstes dirigés par R. Linhart. Je cite le passage qui nous intéresse :

« Le Parti était littéralement débordé chez les étudiants, au point, le sait-on, qu'en Mai 68 il n'y eut qu'une poignée, je dis bien une simple poignée [...], d'étudiants communistes dans l'immense émeute de la Sorbonne.

Les garçons de l'UJCM-1 n'y étaient pas non plus. Pourquoi ? Ils avaient adopté une « ligne » d'apparence rigoureuse qui fit alors leur perte : aller aux portes des usines pour tenter de faire l'unité des étudiants-travailleurs avec les ouvriers. Or ce n'était pas à des étudiants gauchistes, mais à des militants du Parti d'aller demander aux ouvriers d'usine de venir se joindre au Quartier Latin à l'insurrection étudiante. Là résidait l'erreur fondamentale de Linhart et ses camarades. Les ouvriers, sauf de rares exceptions, ne vinrent pas à la Sorbonne parce que le Parti, qui seul en avait l'autorité, n'était pas venu le leur demander. »²⁷

On retrouve tous les éléments de la contradiction dans laquelle s'est empêtré Althusser : même si le mouvement de masse au départ échappe au Parti, par la suite, il faut qu'il soit dirigé par celui-ci. Or, l'erreur de Linhart et des siens est d'avoir sauté par-dessus des médiations nécessaires, celles du Parti. Althusser dit bien : « le Parti qui seul en a l'autorité... » ; le Parti est posé comme l'organe nécessaire de réalisation de la volonté des masses. Sans le parti, aucune initiative aussi extrême que la jonction avec les étudiants n'est *légitime* ; les maoïstes auraient donc dû aller demander au Parti de demander aux ouvriers de les rejoindre. Précisément, le Parti a peur des mouvements de masse spontanés et a particulièrement peur de cette jeunesse qu'il ne maîtrise pas. Donc la boucle vicieuse est bouclée. La seule solution eût été que le Parti de lui-même prenne l'initiative d'unir étudiants et ouvriers. C'est toujours et encore au Parti absent à lui-même qu'Althusser s'adresse : le Parti en Mai 68 a été absent, il s'est dérobé à sa tâche historique, être un pas en avant des masses, et un pas seulement, et surtout, ne pas laisser passer l'occasion, la fortune... En d'autres termes, il ne semble pas que la défaillance empirique grave du Parti en 1968 puisse modifier sa fonction et son existence nécessaires. En fin de compte, Althusser, à propos de Mai 68, n'a pas abandonné cet axiome léniniste :

« Pas de lutte sans organisation, et pas d'organisation sans centralisation ou totalisation dirigeante et stratégique par le Parti. »

Pour ce qui est de mon deuxième point avant la deuxième partie, la question des jeunes ouvriers, on peut dire qu'il n'est pas sans lien avec le précédent : Linhart et ses compagnons avaient décidé de s'adresser directement aux ouvriers pour court-circuiter l'appareil du Parti. Ils ne pouvaient savoir comment allait réagir la classe ouvrière, mais, à ce propos, Althusser dans une lettre à Macciocchi datée du 21 août 1968 semble dire que la réaction la plus

²⁶ Oui, nous ne l'avons pas indiqué, mais 68 entraîne aussi de nombreuses scissions de l'althussérisme : encore la fameuse tendance « schismatique » du mouvement communiste... D'où ma proposition de cogito : je scissionne, donc je suis (en latin moderne : *scisiono, ergo sum*). Comme cela est bien connu par ailleurs, cette tendance est également à l'œuvre dans le mouvement « analytique ».

²⁷ L. ALTHUSSER, *L'Avenir dure longtemps*, suivi de *Les Faits*, Paris, Le Livre de Poche, Editions Stock/IMEC, 1994, pour la nouvelle édition augmentée, p.255.

radicale politiquement, c'est-à-dire la moins encline à se limiter à des augmentations de salaire, était celle de la jeunesse ouvrière. Althusser dit que les grandes questions à poser à propos de Mai concernent la classe ouvrière, qui doit, rappelons-le, diriger le processus révolutionnaire : quelles parties de la classe ouvrière voulaient réellement, politiquement, aller au-delà des avantages matériels acquis ? Dans le déroulement des événements de Mai, il y avait, poursuit Althusser, bien sûr des choses qui étaient le simple effet d'une réaction de classe instinctive (par exemple, un contagieux esprit de défense et de solidarité contre la répression, etc.). Mais au-delà de ce genre de réactions courantes dans la classe ouvrière, Althusser croit repérer quelque chose de nouveau : la radicalité de la jeunesse. Les jeunes ouvriers étaient certainement prêts à aller très loin politiquement parlant ; pour quelles raisons ? Althusser avance deux types de raisons : premièrement, ils sont moins pris dans les vieilles habitudes de la discipline et de la loyauté, et deuxièmement, ils sont moins chargés par le poids d'une famille et plus « libres » économiquement. Bref, des subjectivités moins disciplinées, moins respectueuses des hiérarchies et moins assujetties à l'appareil idéologique familial sont peut-être plus aptes à s'engager dans un processus de lutte radical. C'est ici peut-être qu'il faudrait parler à propos de Mai d'une dimension générationnelle, pas dans le sens d'une psychologisation infantiliste des événements, mais dans le sens d'émergence de nouvelles subjectivités mettant en cause de manière systématique toutes les hiérarchies (scolaires, universitaires, syndicales, etc.). La moindre docilité disciplinaire des nouvelles générations ne livrerait pas le sens politique des événements, mais constituerait simplement leur condition, sinon de possibilité, du moins de facilitation. Il ne s'agit que d'une hypothèse, et encore élaborée à partir d'un passage finalement fort court et non développé d'Althusser. Pour pasticher un ancien élève d'Althusser, il y aurait là, vraiment, tout un travail à faire²⁸.

Bon. Résumons-nous. Les textes de 1969 sur Mai nous ont enseigné deux choses, qui ont un lien direct avec la RCC, à tel point que le manuscrit de 1969 *Sur la reproduction* est écrit sous la condition simultanée des deux événements : 1/ l'importance politique de Mai vient de ce que la révolte idéologique de masse a ébranlé une pièce centrale de l'Appareil d'Etat : l'Appareil scolaire. 2/ Mai a mis en évidence la thèse du primat du mouvement de masse sur l'appareil du parti, et au-delà, la réticence d'un parti « étatisé » à ne serait-ce que suivre un mouvement de masse pourtant progressiste. Ces deux points forment le contenu de nos deux parties suivantes. Allons-y.

2. De la révolte idéologique de masse à l'analyse de l'AIE scolaire

Comme nous l'avons dit, si l'événement de Mai 68 n'a pas représenté la découverte pour Althusser de l'importance politique du front de l'éducation, en revanche il l'a contraint à théoriser à chaud l'appareil scolaire et son lien à la domination générale du capital sur la société. Cette théorisation, il ne devait pas la mener seul : conformément à l'entreprise du séminaire sur *Le Capital*, l'althussérisme se conçoit comme recherche collective. Ainsi, dans le manuscrit *Sur la reproduction* de 1969, Althusser entame ce travail, et en ce qui concerne la question précise de l'appareil scolaire, il renvoie souvent en notes à un ouvrage collectif à paraître à l'automne 1969 chez Maspero intitulé *Ecoles*. Cet ouvrage ne verra jamais le jour. Néanmoins, on peut dire que le livre de Baudelot et Establet publié en 1971, *L'Ecole capitaliste en France*, constitue d'une certaine manière l'aboutissement des recherches du groupe althussérien, et c'est ainsi que je le considérerai. Deux raisons peuvent être avancées

²⁸ Cette dernière formule est aussi un clin d'œil à un regretté membre du GRM qui n'a pas hésité à la placer à la toute fin de son livre consacré audit ancien camarade d'Althusser.

pour justifier ce choix : d'abord, l'avertissement de l'ouvrage précise la contribution à la préparation de ce volume de membres éminents de l'althussérisme : Etienne Balibar, Renée Balibar, Pierre Macherey et Michel Tort. Ensuite, et c'est plus important encore, Baudelot et Establet font référence à l'article d'Althusser «Idéologie et appareils idéologiques d'Etat (Notes pour une recherche)»²⁹ publié en juin 1970 dans *La Pensée*, et surtout sont de scrupuleux althussériens en ceci qu'ils soutiennent une des thèses centrales d'Althusser, souvent passée sous silence : la thèse du primat de la lutte des classes sur les appareils. Je procéderai en deux temps : j'examinerai d'abord la théorisation générale d'Althusser lui-même, avant de passer aux analyses plus empiriques de Baudelot et Establet.

Il me semble qu'il est délicat de présenter la théorie althussérienne de l'appareil scolaire pour elle-même tant elle est impossible à extraire de l'ensemble de l'ouvrage dans lequel elle s'inscrit : le manuscrit *Sur la reproduction* de 1969³⁰ contient une tentative, inachevée, de théorie de reproduction de la formation sociale capitaliste. C'est dans ce cadre précis qu'Althusser réenvisage la célèbre métaphore de la topique. L'originalité de sa démarche consiste à faire de la superstructure une condition de possibilité immanente à l'infrastructure économique. Nous avons vu, dans les séances précédentes d'Andrea Cavazzini et de Guillaume Sibertin-Blanc, que l'idéologie ne peut plus être considérée comme localisée dans un point de l'édifice social : si elle est « ciment », elle se glisse partout entre les individus et leurs conditions d'existence. Mieux encore, elle n'est pas seulement idéelle comme le voudrait une conception idéaliste de l'idéologie : elle est matérielle. Tous ces éléments nouveaux n'ont de sens qu'à être réinscrits dans une théorie générale des formes de reproduction des rapports de production. La thèse originale d'Althusser s'énonce en deux temps : 1/ la reproduction des rapports de production est assurée par la superstructure (c'est pourquoi la métaphore de la topique ne vaut plus) ; 2/ toute la superstructure est regroupée autour de l'Etat. Le deuxième point est incontestablement un coup de force théorique d'Althusser : la conception de l'Etat comme machine de domination prend une tournure inédite dans le marxisme. Tous les effets réglés producteurs d'obéissance aux rapports de production capitalistes sont qualifiés parties prenantes du système des appareils d'Etat. C'est dans ce cadre d'une théorie de l'Etat absolument non juridique qu'Althusser repense le concept d'idéologie. C'est devenu une tradition depuis Judith Butler de sauver Althusser en tant que philosophe encore digne d'intérêt aujourd'hui en relisant sa théorie de l'assujettissement idéologique en la coupant de la théorie de l'Etat dans laquelle elle s'inscrit. Même si cela m'ôte toute chance d'entrer un jour dans l'Université américaine, je ne peux pas accepter ce postulat de lecture : je lirai, autant que possible, Althusser en tant que théoricien marxiste.

Pour produire des effets réglés d'obéissance aux rapports de production, la classe dominante dispose de deux moyens : user de la force physique répressive, et user de l'idéologisation. Celle-ci doit s'entendre comme ritualisation de la pratique (matérielle) des sujets dans des appareils. Les appareils d'Etat fonctionnent tous à la violence répressive et à l'idéologisation ; d'une manière générale, pour que l'appareil fonctionne, il faut que ses agents soient correctement idéologisés, sinon ils ne remplissent pas leur fonction ; et lorsque c'est le cas, la violence répressive devient nécessaire. En bref, ce n'est que lorsque l'idéologisation échoue que la violence répressive doit s'exercer : c'est le cas exemplairement en Mai 68. Si l'Etat a dû mobiliser ses agents spécialisés dans la répression, c'est que l'idéologie dominante était en crise, et que les sujets censés marcher droit, c'est-à-dire tenir leur place dans la division sociale des tâches, se conduisaient fort mal. Notons bien que si

²⁹ Même si, étrangement, le titre qu'ils donnent en note à l'article est inexact.

³⁰ L. ALTHUSSER, *Sur la reproduction*, Paris, PUF, collection « Actuel Marx confrontation », 1995.

l'exercice de la force brute est un échec du point de vue de la rationalité gouvernementale, la force physique brute matérialisée par la police et l'armée reste le fondement ultime de la machine étatique³¹. Les lecteurs contemporains des thèses althussériennes sur l'interpellation idéologique ne le mentionnent pour ainsi dire jamais.

Nous avons dit : tous les Appareils d'Etat fonctionnent à la violence et à l'idéologie ; selon qu'ils fonctionnent de façon prévalente à la répression ou à l'idéologie, on dira qu'il s'agit soit de l'appareil répressif d'Etat, soit des appareils idéologiques d'Etat. L'Ecole, ou le système scolaire, qui nous intéresse, est un appareil idéologique mais qui peut fonctionner à la répression avec toutes ses gammes de sanctions pour ses sujets (tant les enseignants liés, c'est-à-dire assujettis à leur devoir, autrement dit à leur fonction, que les élèves qui ne marcheraient pas droit, et c'est souvent le cas). Plus l'idéologisation fonctionne, plus les sujets adoptent des pratiques réglées qui les font marcher droit tout seuls, sans besoin d'une menace permanente de répression dans le dos ou au-dessus de la tête. Mais précisément, cela ne fonctionne jamais comme le voudrait la classe dominante : partout où s'exerce une idéologisation s'exerce en retour une contre-idéologisation, une tendance à refuser cette idéologisation de la part des dominés. Il nous faut préciser : l'appareil idéologique d'Etat est appelé appareil idéologique d'*Etat* car l'idéologie qu'il impose, et inculque, est l'idéologie dominante. Que devient l'Etat ? L'ensemble constitué par l'Appareil répressif et les Appareils idéologiques. L'Etat peut être conçu comme une machine à intégrer des formes idéologiques et à les synthétiser dans une idéologie dominante (dont Althusser donne des éléments : économisme, moralisme, nationalisme, etc). Tout ce par quoi des sujets s'identifient à la place qui leur revient dans la division sociale des tâches peut être appelé assujettissement idéologique. On comprend pourquoi la relative plus grande indocilité des jeunes a pu faciliter leur entrée dans la lutte politique : une moindre identification idéologique à son rôle social (bon employé, bon étudiant, bon ouvrier consciencieux, bon père de famille, etc) possibilise la subjectivation politique. Althusser ajouterait, on l'a compris, qu'elle ne doit pas prendre n'importe quelle forme : elle doit être orientée par des principes *justes* d'action. C'est précisément pourquoi Althusser dit que l'idéologie prolétarienne n'est pas « spontanée », mais qu'elle est conjonction d'une expérience concrète et de connaissances objectives. La révolte doit être correctement orientée.

Donc, nous pouvons revenir au système des AIE ; si chacun est un système d'institutions et de pratiques correspondantes qui réalisent certains éléments de l'idéologie dominante, pourquoi s'intéresser tout particulièrement à l'Ecole ? Le privilège de l'appareil scolaire dans la superstructure étatique tient à une spécificité de la formation sociale capitaliste : dans celle-ci, la formation de la force de travail ne se fait pas sur le tas, elle se fait dans des lieux séparés de la production. Ces lieux sont les institutions scolaires et leurs pratiques ritualisées : hors de la production, délivrant apparemment des pures connaissances et des savoir-faire neutres. En réalité, Althusser ne pense pas l'Ecole seule : il la pense dans un couple fonctionnel Ecole-Famille qui devient dominant dans la formation sociale capitaliste. On peut dire qu'en France, jusqu'à Mai, l'appareil scolaire jouait son rôle d'inculcation idéologique dans le plus parfait silence. Pourquoi cette absence d'attention à l'Ecole dans le système général des AIE ? Précisément à cause de sa puissance idéologique ! C'est d'abord l'idéologie de la laïcité qui la présente comme neutre : l'enseignement qui y est délivré est coupé de toutes les querelles partisans (en clair : il se présente comme coupé des luttes de classes, c'est-à-dire qu'il les

³¹ Sur cette question, je me permets de renvoyer à mon texte « La violence dans la théorie de l'Etat de Louis Althusser », à paraître prochainement dans la Bibliothèque de Philosophie sociale et politique sur la plateforme Europhilosophie in Guillaume Sibertin-Blanc (dir.), *Violences : anthropologie, philosophie, politique*.

refoule), et ménage les consciences « sacrées » des élèves (selon le terme de J. Ferry) . De ce point de vue, le grand refoulé de l'Ecole est la politique³². Mais l'idéologie de la neutralité n'est pas le seul élément de l'idéologie scolaire. La liste est longue : on le verra.

Le caractère obligatoire de l'Ecole rappelle son caractère étatique : aller à l'école est une injonction étatique, et une injonction universelle. Tous les individus de toutes les classes sociales sont recrutés comme futurs sujets scolaires. A partir de là, on comprend que si l'école assujettit ses usagers à l'idéologie dominante, ce n'est pas en leur inculquant à tous les mêmes contenus idéologiques : l'idéologie dominante doit se différencier en fonction de la classe de ceux à qui elle s'adresse. Néanmoins, dans la liste des éléments idéologiques de l'école, on en trouve un qui doit être à peu près homogène chez tous les sujets recrutés : l'idéologie nationale. La scolarisation des sujets est indissociablement leur « nationalisation ». En quoi est-ce essentiel ? L'idéologie nationale doit relativiser, secondariser les potentielles idéologies de classe antagonistes, c'est-à-dire les refouler : elle fonctionne comme un « réducteur de complexité » qui délivre idéalement chez tous ses sujets le sentiment de coappartenance à la même société. La conscience nationale qui lie le sujet à ses devoirs nationaux est censée être elle aussi « apolitique » et « neutre » comme la laïcité républicaine. Le but de l'école est de produire les futurs sujets de la formation sociale capitaliste ; Althusser privilégie leur future intégration à l'appareil productif du pays, mais il ne faut pas perdre de vue non plus qu'il s'agit de préparer les futurs « citoyens » (qui peuvent être, entre autres choses, appelés à partir à la guerre, etc.). L'école est un appareil productif à sa manière : elle produit des sujets, à longueur de journée... Elle ne produit pas directement des producteurs ; au sens strict, les élèves ne produisent pas, ne travaillent pas ; ils sont dans un processus d'acquisition de dispositions à utiliser des compétences et des savoir-faire (ceux-là mêmes dispensés par l'école) et à les utiliser en étant assujettis aux rapports de production capitalistes. On ne peut pas se contenter de dire que l'Ecole produit chez les individus les « compétences » techniques qui pourront être mises en œuvre dans la production ou dans l'encadrement de la production ; il faut préciser que chacun doit, en plus de sa qualification, être assujetti à la division sociale-technique des tâches, c'est-à-dire assujetti à la domination des rapports de production capitalistes.

C'est une thèse très importante ; je cite un extrait d'Althusser qui la résume :

« la reproduction de la force de travail exige non seulement une reproduction de sa *qualification*, mais, en même temps, une reproduction de sa *soumission* à ces règles du respect de l'ordre établi, c'est-à-dire une reproduction de sa *soumission à l'idéologie dominante* pour les ouvriers, et une reproduction de sa *capacité à bien manier l'idéologie dominante* pour les agents de l'exploitation et de la répression, afin qu'ils assurent « par la parole » la domination de la classe dominante »³³

En d'autres termes, l'Ecole ne produit pas une force de travail qui serait un ensemble de compétences ou de qualifications (ou de non-qualification) portées par l'individu ; cette force de travail ne peut réellement être mise en œuvre, cette virtualité productrice ne peut s'actualiser correctement que si l'individu qui la porte est assujetti aux rapports de production. C'est une thèse d'une grande profondeur marxiste : la distinction entre force productive et rapports de production est une distinction de raison. Il n'existe rien de tel qu'une force de travail abstraite, simple somme de facultés physiques et intellectuelles : pour être effective, la

³² Balibar le rappelle encore récemment dans un article à propos de l'affaire du voile (« Dissonances dans la laïcité », in (dir.) Charlotte Nordmann, *Le Foulard islamique en questions*, Paris, Ed. Amsterdam, 2004, p.15-27), grand moment de crise de l'idéologie républicaine qui va jusqu'à exiger de tous les usagers de l'école un refoulement d'opinions religieuses et-ou politiques, et plus simplement des enseignants, c'est-à-dire des agents spécialisés de l'idéologisation.

³³ L. ALTHUSSER, *Sur la reproduction*, op.cit., p.78.

force de travail doit être la force de travail du capital, c'est-à-dire soumise aux rapports de production capitalistes. Dans *Surveiller et punir*, Foucault à travers son analyse des technologies politiques du corps retrouvera cette thèse, en gommant assez soigneusement un lexique trop marxiste :

« Le corps est aussi directement plongé dans un champ politique ; les rapports de pouvoir opèrent sur lui une prise immédiate ; ils l'investissent, le marquent, le dressent, le supplicient, l'astreignent à des travaux, l'obligent à des cérémonies, exigent de lui des signes. Cet investissement politique du corps est lié, selon des relations complexes et réciproques, à son utilisation économique ; c'est, pour une bonne part, comme force de production que le corps est investi de rapports de pouvoir et de domination ; mais en retour sa constitution comme force de travail n'est possible que s'il est pris dans un système d'assujettissement (où le besoin est aussi un instrument politique soigneusement aménagé, calculé et utilisé) ; le corps ne devient force utile que s'il est à la fois corps productif et corps assujetti. »³⁴

L'analyse de la discipline scolaire n'a de sens que par rapport à la production du corps productif et assujetti du futur producteur ; chez Foucault, l'école n'est qu'une pièce des institutions disciplinaires chargées de produire chez les sujets les dispositions à obéir aux rapports de pouvoir et de domination de la division sociale-technique du travail. Malgré les différences de conceptualité, et de lexique, il me semble que, jusqu'à un certain point, les analyses de Foucault et d'Althusser sont compatibles à partir d'une même conception matérialiste de l'idéologie : l'idéologisation est l'assujettissement du corps à certaines normes de pensée et de conduite, et ne s'opère jamais sans résistance. Bien sûr, en parlant de la sorte, on s'écarte dangereusement de l'orthodoxie foucauldienne, mais de toute manière, ce débat devra être poursuivi³⁵.

A l'école, on n'apprend pas seulement des savoirs, on apprend aussi à tenir sa place dans l'ordre social. La division sociale-technique du travail vient se réfléchir dans l'enseignement : chacun doit apprendre, c'est-à-dire intégrer matériellement sa place dans la division socio-professionnelle des postes et des tâches. L'important est qu'à chaque sortie possible du système scolaire, corresponde un profil idéologique :

« Chaque masse qui tombe en route est *grosso modo* pratiquement pourvue, à plus ou moins d'erreurs ou de ratés près, de l'idéologie qui convient au rôle qu'elle doit remplir dans la société de classe : rôle d'exploité (à « conscience professionnelle », « morale », « civique », « nationale » et a-politique hautement « développée ») ; rôle d'agent de l'exploitation (savoir commander et parler aux ouvriers) ; d'agents de la répression (savoir commander et se faire obéir « sans discuter » ou savoir manier la démagogie de la rhétorique des dirigeants politiques), ou de professionnels de l'idéologie (sachant traiter les consciences avec le respect, c'est-à-dire le mépris, le chantage et la démagogie qui conviennent, accommodés aux accents de la Morale, de la Vertu, de la « Transcendance », de la Nation, du rôle de la France dans le Monde, etc.) »³⁶

La pyramide scolaire reproduit ainsi la différenciation socio-technique de la structure économique de la société. Althusser dit sommairement : vers quatorze ans, des enfants tombent dans la production ; à dix-huit ans, une partie de la jeunesse a continué jusque-là pour aller pourvoir les postes de petits et moyens cadres, de fonctionnaires, et d'employés ; et puis au-delà, poursuivent jusqu'au supérieur ceux qui vont devenir agents de l'exploitation, agents

³⁴ Michel FOUCAULT, *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard, TEL, 1975, p.34-35.

³⁵ Il le sera au mois d'avril lors d'une journée « Foucault et le marxisme » que je co-organise à l' ENS de la rue d'Ulm avec Guillaume Sibertin-Blanc.

³⁶ L. ALTHUSSER, *Sur la reproduction*, *op.cit.*, p. 175.

de la répression, professionnels de l'idéologie et les agents de la pratique scientifique. A ce propos, Althusser ne remarque pas ce qu'il fera remarquer dans « Marx dans ses limites » en 1978 : les agents de la répression se recrutent parmi les classes populaires, c'est-à-dire qu'ils quittent tôt le système scolaire. Ce sont des prolétaires dont il faut refouler l'origine de classe par une prodigieuse idéologisation. A ce propos, on peut rappeler que les classiques du marxisme ont toujours attendu des soldats qu'ils reviennent à leur origine de classe.

Au point où nous en sommes, il faut faire une remarque, et même une remarque critique. Présentée ainsi, la théorie de l'appareil scolaire n'est pas suffisamment marxiste ; tout cela ne grince pas assez, tout cela marche trop bien comme une machine trop bien huilée. Et, la faute en revient à Althusser qui n'est pas toujours à la hauteur de ses propres thèses : notre présentation s'est appuyée sur le manuscrit de 1969 qui a des tendances fonctionnalistes. Althusser lui-même le reconnaît implicitement dans le post-scriptum de l'article de 1970 : il ne faut surtout pas perdre de vue le primat de la lutte des classes sur l'appareil. L'idéologisation doit s'opérer sur des sujets qui résistent et notamment à partir d'une autre position de classe. L'appareil est la résultante de la contradiction entre des classes en lutte. Le système ne parvient jamais à parfaitement assujettir les individus car il n'a pas affaire à des individus socialement indifférenciés : l'appareil accueille des sujets potentiellement antagonistes. On comprend qu'il s'agit prioritairement de ceux qui quittent l'école au plus tôt pour tomber dans la production : les enfants d'ouvriers. Néanmoins, nous savons qu'il est impossible de s'en tenir là. Reprenons les acquis de notre première partie : Mai a révélé au grand jour que l'école est un champ de lutte idéologique, et pour la première fois peut-être, la classe dominante n'y a plus l'initiative de la lutte. La contestation est partie des étudiants, c'est-à-dire de la partie supérieure du système scolaire, celle où les enfants d'ouvriers sont les moins nombreux. Conclusion : la résistance idéologique n'est pas venue des prolétaires scolarisés (même si les élèves des CET se sont joints à la révolte), elle est venue des petits-bourgeois chargés de devenir cadres de la répression ou professionnels de l'idéologie, des sujets sans doute dégoûtés, comme dirait Deleuze, par les possibilités de vie qui leur étaient offertes. Devenir cadre de l'exploitation peut répugner certains, et les conduire à la révolte. Bien sûr, en disant cela, je pense au texte de Sartre sur les étudiants piégés que Guillaume Sibertin-Blanc nous a lu pendant la séance introductive ; texte que je reproduis de nouveau :

« Les étudiants, à peine se mettent-ils au travail, constatent, d'une part, que l'enseignement octroyé a pour but exclusif de former des cadres en fonction des exigences de l'industrie privée et, d'autre part, que, sous sa forme actuelle, il n'est même pas capable de remplir cette fonction.

C'est dans les études littéraires, évidemment — philosophie, sociologie, psychologie, histoire, littérature —, que cette contradiction est le plus éclatante. Un futur ingénieur agronome, un futur mathématicien pourront peut-être, dans la société dite « de consommation », détenir un certain pouvoir au prix de leur totale aliénation. Mais un « littéraire » ? Il a été sans doute attiré par cette mystification « humaniste » qui remonte au début du siècle dernier et d'après laquelle l'Université dispense, sous le nom de culture, un savoir désintéressé. Que fera-t-on de lui ? Un professeur ? Peut-être : ainsi le corps enseignant se renouvelle sans se changer.

Mais pourquoi donc enseigner ces matières ? Et que seront les élèves qui ne deviendront pas professeurs ? Au mieux, des psychologues-testeurs, des public-relations, des rédacteurs publicitaires. Les étudiants en lettres découvrent le mensonge : s'il faut tester, disent-ils, apprenons les tests. Mais, en même temps, la plupart refusent la vie qui leur est préfabriquée : aliénés, complices du patronat, on exige d'eux qu'ils se fassent, jusqu'à la retraite, les flics de l'entreprise privée ; leurs tests et leurs rapports décideront, entre autres facteurs, de l'avancement ou de l'élimination des cadres. Cadres, flics, flics de cadres : ça non ! Ils n'en veulent pas, de ce beau destin. »³⁷

³⁷ Jean-Paul SARTRE, « La jeunesse piégée », in *Situations*, VIII, Paris, Gallimard, 1972, p. 244-245.

Je me propose, par rapport à ce texte, une entreprise périlleuse : l'althussériser ! Si on comprend bien, il nous parle de ces étudiants de lettres et sciences humaines qui en Mai 68 ont lancé le mouvement. Dans le dispositif althussérien, la psycho-sociologie des *public relations* fait partie des fonctions de répression dans l'entreprise : en tant qu'il assure le fonctionnement des rapports de production, c'est-à-dire d'exploitation, le psychologue est un agent de la répression interne à l'unité productive. Cette position du psychologue est liée chez Althusser au statut général des sciences humaines qui est d'être des techniques d'adaptation aux conditions existantes, et non pas de véritables sciences. Elles doivent être jugées en fonction de la fin qui les commande :

« Que dire alors des disciplines qui sont très clairement des Techniques d'Adaptation collectives, comme certaines branches de la sociologie et particulièrement de la psychosociologie ? Si la « psychologie » et la « sociologie » sont présentement l'objet d'une telle demande dans le monde de l'industrie, du commerce, de la politique, de l'armée³⁸, etc., c'est, très évidemment, comme les moyens d'une certaine orientation, d'une certaine fin, donc de certains intérêts définis. Prises dans le champ de ces demandes précises, soumises à leurs objectifs impératifs, certaines disciplines des « Sciences Humaines » subissent l'emprise de ces « conditions » au point de se consacrer presque exclusivement à la « mise au point » des Techniques, et des Méthodes requises, pour satisfaire à cette demande (ou de cette commande) n'ont en général pas la ressource, la possibilité, voire tout simplement l'envie (ou l'idée) de mettre en question cette demande elle-même, et de l'interroger sur ses titres. On ne peut généralement, au moins dans l'état social et économique des choses, mettre en cause une demande dont on vit pratiquement et « théoriquement », c'est-à-dire entreprendre l'étude scientifique de la nature et des conditions de cette demande. »³⁹

On trouve dans l'althussérisme une critique méconnue des sciences humaines comme disciplines soumises à des demandes sociales qui servent en dernière instance les institutions de pouvoir de la société capitaliste, donc la reproduction des rapports de production et d'exploitation. Cette critique, si elle est partagée par des étudiants en sciences humaines, peut conduire au rejet de la fonction à laquelle le système veut les faire servir, c'est-à-dire à une désidentification à l'assujettissement idéologique que le système leur impose. Cette imposition ne va pas sans résistances : la contradiction de classe entre la bourgeoisie et le prolétariat peut se répercuter au niveau de l'Université chez tous ceux qui, pour diverses raisons, refusent leur assujettissement idéologique. Et là nous retrouvons les analyses de la séance introductive : il est impossible de voir l'Université simplement comme une pièce de l'AIE scolaire ; par les subjectivations politiques des étudiants qui refusent de n'être que des élèves sages, soumis, venus suivre un enseignement prétendument neutre, etc., l'Université

³⁸ [Dans l'industrie :] Etudes de marché, organisation des « relations humaines » dans l'entreprise, psychodrames de défoulement pour cadres, techniques de relations avec les organisations ouvrières, sélection des cadres et du personnel, etc., etc. [Dans le commerce :] Etudes de motivation, publicité, formation psychosociologique des cadres commerciaux, personnalisation du produit, etc. [Dans la politique :] sondages d'opinion, utilisation des « mass media » (radio, télévision, presse, cinéma, édition, etc.), « personnalisation » du pouvoir politique, thèmes et techniques de la propagande électorale et autre, etc. [Dans l'armée :] certains services psychologiques de sinistre mémoire peuvent bien y disparaître : la psychologie et la sociologie intéressent toujours l'armée pour résoudre ses problèmes de recrutement et surtout d'adaptation interne à ses objectifs, qu'ils soient largement politiques (adaptation de son idéologie à ce qu'elle appelle les nouvelles formes de guerre révolutionnaire) ou plus techniques (la technique du « combat moderne »).

³⁹ Louis ALTHUSSER, « Philosophie et sciences humaines » (1963), in *Solitude de Machiavel*, Paris, PUF, collection « Actuel Marx Confrontation », édition préparée et commentée par Yves Sintomer, 1998, p.54.

accueille des échos de la lutte des classes, et devient une pièce de l'AIE politique en 1968. Comme base de production et de diffusion de mots d'ordre, elle remplace même le parti et le syndicat, complètement englués dans les formes bourgeoises et électorales de la politique.

Ce que nous redécouvrons et que nous avons abandonné, c'est la question des alliances de classe ; il est entendu que les étudiants ne forment pas une classe sociale ; la petite-bourgeoisie en est-elle une ? Ce n'est pas sûr, mais faisons comme si c'était le cas : la révolte idéologique de Mai, même d'orientation anarchiste, peut donner lieu, peut-être, à une alliance de classes entre le prolétariat et certaines fractions de la petite-bourgeoisie. Nous avons mentionné les étudiants en sciences humaines, pour évoquer ceux de Nanterre bien sûr, mais le texte d'Althusser qui mentionne les professionnels de l'idéologie fait référence aux enseignants : eux aussi peuvent vouloir refuser de servir la reproduction de la soumission des élèves à l'idéologie dominante. On peut dire que le livre de Baudelot et Establet leur est en partie destiné. Mais, de manière plus générale, il s'agit toujours du passage des intellectuels petits-bourgeois à la position de classe du prolétariat ; c'est la question posée par Marx et Engels dans le *Manifeste* : on sait qu'ils y répondent en invoquant la connaissance du procès historique en cours ; la mutation subjective est réduite à une saisie de l'objectivité.

NB : Choix/ Subjectivation politique/B. Aspe : Il faut reconnaître que la question est difficile, et je remarque sans étonnement qu'un ex-disciple d'Althusser qui a rompu avec le marxisme comme Rancière retrouve aujourd'hui cette question et y répond de manière entièrement dés-objectiviste : la connaissance des mécanismes de l'exploitation, ou des mécanismes disciplinaires ne conduit pas à la révolte plus qu'à son contraire :

« L'archéologie des rapports de pouvoir et des fonctionnements de la pensée ne fonde donc pas plus la révolte que la soumission. »⁴⁰

Devant la faillite contemporaine de l'idée d'un agent objectif de l'émancipation, inscrit objectivement à une position des rapports sociaux, le disciple de J. Rancière Bernard Aspe fait appel à la philosophie existentielle de Kierkegaard pour rendre compte du choix militant : le choix qui décide de l'orientation d'une vie n'est jamais déductible d'un savoir objectif, et le marxisme, en voulant en donner un fondement objectif, est une imposture :

« Kierkegaard fait remarquer que le savoir ne permet pas d'aboutir au choix dans l'exacte mesure où il est fondamentalement le dépli des « possibilités opposées » et où, par là, il installe dans « l'équivoque perpétuelle⁴¹ ». C'est pour cette raison qu'il se prête si bien à devenir l'irremplaçable combustible de l'aboulie obsessionnelle, autant que de l'insatisfaction hystérique. Mais c'est aussi la raison pour laquelle le choix qui engage une vie n'est pas déductible d'un savoir, quel qu'il soit. C'est ce qu'explicitent les premières pages du *Post-scriptum aux Miettes philosophiques*, lorsqu'il est question du « christianisme objectif ». S'agissant de l'Écriture sainte, il est toujours possible d'enquêter sur l'authenticité des textes qui la composent, sur leur datation, etc. Mais cette enquête, cette recherche objective est comme telle destinée à demeurer sans rapport avec la croyance de celui qui a choisi la vérité chrétienne. Si d'une quelconque manière l'inauthenticité de la Bible dans son intégralité pouvait être démontrée, cela ne pourrait affecter en rien l'existence même du croyant. Si le savoir objectif, quels que puissent être par ailleurs ses mérites, est sans rapport avec l'existence, c'est dans la mesure où il est par essence révisable ; si sophistiqué qu'il soit, il est

⁴⁰ Jacques Rancière, « L'héritage difficile de Michel Foucault », in *Chroniques des temps consensuels*, Paris, Seuil, collection « La Librairie du XXI^e siècle », 2005, p.185.

⁴¹ Sören KIERKEGAARD, *Œuvres complètes*, t.XIV : *Œuvres de l'amour*, trad. Paul-Henri Tisseau et Else-Marie Jacquet-Tisseau, Paris, Editions de l'Orante, 1980.

dans sa nature de demeurer une approximation. Si le marxisme s'est voulu « scientifique », c'est qu'il a voulu exorciser sa nature approximative – mais on n'exorcise pas le savoir objectif par lui-même. De l'approximatif ne saurait s'originer ce qui est à même de conduire une vie, si elle a « un intérêt passionné infini pour sa béatitude éternelle », selon l'expression que Climacus-Kierkegaard se plaît à reprendre et à varier dans ces pages.

« La subjectivité modeste, immédiate, tout à fait irréfléchie, se tient naïvement pour persuadée que, si seulement la vérité objective est solide, le sujet est tout prêt à entrer dedans. » En ce cas, une « somme de propositions doctrinales » suffirait à convaincre, et il ne s'agirait que d'être convaincu par des arguments. Or, la vérité « est intériorisation », c'est-à-dire qu'elle est « la transformation du sujet en lui-même ». C'est en ce sens qu'il faut entendre la maxime dont la résonance est cartésienne : « La subjectivité est la vérité, la subjectivité est la réalité⁴². » Et Climacus ne cesse de revenir sur cette dimension que la pensée objective esquive, dimension de l'ascèse, de l'incorporation, qui indique à la fois comment cette habitation recèle en même temps l'écart entre ce qui est pensable et ce qu'il revient de décider concernant l'existence. Cet écart, et la construction même de l'ouvrage en témoigne, se joue pour lui avant tout dans ce qui rapporte le « dialectique » au « pathétique ». La vérité n'est pas tout entière livrée à l'ordre du connaître, et son existence dans cet ordre a même nécessairement la forme du *paradoxe*. Elle est dicible dans l'exacte mesure où elle est choisie, et où ce choix ne s'explique pas dans les formes du savoir objectif.

D'où le renversement : l'objectivisme, qui veut contraindre, est au contraire ce qui ouvre, du point de l'existence, le « manque de nécessité ». Le choix, qui suppose une contingence, est seul à être existentiellement contraignant. La sentence énoncée dans le film *Sans soleil* de Chris Marker (« ils ne pourront rien contre le privilège d'avoir choisi ») est alors elle-même renversée : avoir choisi, c'est être parvenu à quitter la contingence donnée comme un privilège. Choisir, c'est à la fois se lier et renoncer à quelque chose qui jusque-là faisait l'élément de la vie. On distinguera peut-être le choix, qui fait lien, de la décision, qui sépare d'avec une vie désormais passée. La distinction est au risque de demeurer abstraite et peu repérable dans ce qui se présente presque toujours comme deux faces d'un même geste – mais sans doute n'est-ce pas tout à fait la même chose, décider et choisir.

Si, comme le dit ailleurs Kierkegaard, la liberté est ce qui élargit, l'objectivisme est au contraire ce qui étroitise, en ce qu'il légitime la disposition à contourner ce qui par ailleurs est désigné comme essentiel. Pour un homme de foi, la savoir est inessentiel, mais il peut arriver qu'il s'occupe de réfuter une objection, de débrouiller une contradiction, et qu'il se trouve ainsi passer son temps (le temps de sa vie) dans ce qu'il désigne lui-même pourtant comme secondaire. Ce problème ne concerne pas que les hommes de foi : de même que chez quelques-uns, une velléité révolutionnaire attend l'argument ultime, la preuve définitive, qui viendront garantir le bien-fondé de la décision ; de même, pour d'autres, ou les mêmes, assurés de leur décision, une vie pourra passer dans la griserie que suscite la participation aux polémiques secondaires. « N'est-il pas arrivé à plus d'une vie d'homme tout entière de se mouvoir ainsi dans des parenthèses depuis sa première jeunesse⁴³? » C'est sans doute la meilleure description de la forme de vie des universitaires marxistes, anarchistes, révolutionnaires – et plus généralement : la parenthèse n'est-elle pas exactement la forme de vie de tout universitaire ?

[...] Qu'il s'agisse de marquer l'irréductible du choix⁴⁴ une analyse éthique suffit à le montrer. C'est depuis une forme de vie, ou plutôt depuis le passage d'une forme de vie à une

⁴² Sören KIERKEGAARD, *Post-scriptum aux Miettes philosophiques*, trad. Paul Petit, Paris, Gallimard, 1949, rééd. « Tel ». Les allusions et citations renvoient ici aux pages 17, 24 et 230.

⁴³ KIERKEGAARD, *Post-scriptum aux Miettes philosophiques, op.cit.*, p.18.

⁴⁴ Alain BADIOU, *L'Être et l'événement*, Paris, Seuil, 1988, p.251-252.

autre, que peut se concevoir ce qu'est un choix. Kierkegaard s'adressait aux chrétiens, et il importait pour lui de n'être pas audible pour ceux qui n'étaient pas chrétiens. Les fulgurances de *L'Instant*, où se révèle que la forme de vie de ceux qui se disent chrétiens ne correspond en aucune manière aux exigences de vie censées accompagner leur choix, ne font que confirmer cette adresse exclusive – et peut-être le *désespoir* qui y est rencontré. Il importe pour quiconque s'adresse depuis un choix de ne pas être essentiellement entendu par ceux qui ne sont pas habités, au moins négativement, ou sur le mode d'une hantise refoulée, par ce choix.

Quant à ceux qui, aujourd'hui, sont soucieux d'exhiber les signes de leur « engagement », qu'ils tiennent ou non à distance la roubillardise militante ; ceux qui « pensent » la politique au point de faire que la politique ne soit rien d'autre que leur pensée – le seul espace de « résistance » – ce sont les mêmes que les chrétiens repus dont l'image faisait horreur à Kierkegaard. Ils disent vouloir le « retour » de la politique, porter l'exigence de ce retour, mais leur vie tout entière en est le démenti »⁴⁵.

Fin du NB.

Chez Althusser lui-même, le seul élément de réponse à cette question se trouve dans la pluralité des interpellations idéologiques à laquelle est soumis le sujet :

« L'interpellation de l'individu en sujet qui fait de lui un sujet idéologique ne se réalise pas à partir d'une idéologie *unique*, mais de *plusieurs idéologies* à la fois, sous lesquelles le sujet *vit* et *agit* sa pratique, idéologies soit très « locales », tel un sujet dans sa *famille* et dans son *travail*, dans ses rapports immédiats avec ses proches ou semblables, idéologies plus larges, « locales » au sens large, ou « régionales » ou « nationales », en grande partie et à l'origine toujours héritées du passé – la tradition. Il en résulte *un jeu et un espace* de multiplicité d'interpellations dans lequel le sujet est pris, mais qui (comme jeu contradictoire et espace) constitue la « liberté » du sujet individuel, interpellé par plusieurs idéologies *à la fois*, qui ne sont pas de même nature ni de même niveau, et qui explique *l'évolution « libre » des prises de position de l'individu-sujet*. L'individu dispose ainsi d'un « jeu de manœuvre » entre plusieurs positions, entre lesquelles il peut « évoluer », voire, si on y tient, « choisir », se déterminer, bien que cette détermination soit elle-même déterminée, mais dans le jeu de la pluralité des interpellations. Cela explique la persistance de tendances dans la classe ouvrière et les autres classes et aussi, ce que Marx avait noté, le passage d'individus-sujets d'une position politique-idéologique à une autre (ex., hélas le seul que donne Marx : les intellectuels qui « passent » sur les positions idéologiques de la classe ouvrière, *bien que bourgeois à l'origine* – comme Marx et Engels eux-mêmes).»⁴⁶

Il faudrait pouvoir déterminer précisément à partir de quel jeu contradictoire d'interpellations idéologiques certains individus-sujets étudiants ont pu en venir à remettre en cause l'idéologie professionnelle qui les attendait ; il faudrait voir notamment comment l'idéologie anti-impérialiste a pu se mêler à d'autres idéologies dans la détermination des sujets insurgés . Remarquons simplement qu'Althusser précise que cette nouvelle prise de position idéologico-politique est elle-même déterminée. J'ai mené cette analyse de manière un peu libre en connectant l'emportement pamphlétaire de Sartre et la théorie althussérienne de l'idéologisation et de la division socio-technique des tâches, mais il faut savoir qu'Althusser dans la lettre du 15 mars 1969 mentionne comme causes possibles de la politisation des

⁴⁵ Bernard ASPE, *L'Instant d'après. Projectiles pour une politique à l'état naissant* , Paris, La Fabrique, 2006, p.137-140.

⁴⁶ Louis ALTHUSSER, « Lettre à Fernanda Navarro datée du 8 avril 1986 », in *Sur la philosophie* , Paris, Gallimard, « L'infini », 1994, p.127-128.

étudiants petits-bourgeois la peur du chômage, ce qui est une perspective bien différente de celle que j'ai tenté d'adopter, et qui est plus proche des analyses sociologiques de la peur du déclassement.

Il est temps de poursuivre l'analyse de l'AIE scolaire avec celle, plus empirique, de Baudelot et Establet. On peut dire que, d'une manière générale, Baudelot et Establet s'inscrivent bien dans les grandes lignes de l'argument d'Althusser, sans néanmoins exposer toute la théorie des AIE. Néanmoins, il me semble qu'on peut relever une légère différence dans leur approche de la conjoncture ; si l'on peut avancer sans risque qu'Althusser, reconnaissant envers les étudiants d'avoir attaqué l'Etat bourgeois dans un de ses points forts, a été contraint par la conjoncture française immédiate, c'est-à-dire Mai 68, de produire sa théorie des AIE et de la centralité du couple Ecole-Famille dans le système général des appareils idéologiques, en revanche, Baudelot et Establet semblent faire un pas de côté par rapport à la brûlante actualité française : ils soutiennent que les événements de Mai 68, par la focalisation qu'ils ont produite sur l'Université⁴⁷, constituent un obstacle épistémologique à la saisie des mécanismes réels du système scolaire. Centrer son attention sur l'Université, adopter un point de vue universitaro-centré, c'est en fait adopter un point de vue bourgeois sur l'école. Pourquoi cela ? Eh bien parce que c'est considérer le système depuis sa fin idéale, l'accomplissement du long cycle d'études et l'assimilation de la « culture », et c'est ne considérer les autres étapes antérieures que comme des préparatifs à ce stade suprême. Cela revient à considérer que tous les élèves doivent viser la même fin, mais que certains, à cause d'inaptitudes individuelles ou de leurs ressources familiales, échouent à y parvenir.

Ce discours, même s'il prétend dénoncer les insuffisances empiriques de l'école à réaliser son idéal, reste pris dans la représentation idéologique bourgeoise de l'école : l'idée que l'école se caractérise par son unité et sa continuité, qu'elle vise à transmettre la même culture à des degrés différents. Politiquement, ce discours conduit tout droit au réformisme interminable : plus l'école échoue à réaliser sa fin idéale, la même pour tous, plus il faut tenter de la démocratiser. Le mot d'ordre de la démocratisation est un leurre car il laisse en place le fonctionnement réel de l'école ; le but de l'école ne peut être compris en intériorité en fonction de ses discours ; il faut donc décentrer l'école vers ce qui attend en aval la majorité des élèves⁴⁸ :

« Il ne faut pas voir l'école du point de vue de sa fin idéale, qui lui est *intérieure*, il faut la voir du point de vue de ses différents termes réels, qui lui sont *extérieurs*, et pourtant commandent dès le début son fonctionnement. Du même coup, il faut la voir du point de vue de ceux pour qui ce terme réel (la production, et l'exploitation des travailleurs) ne peut absolument pas se confondre avec les images pieuses de l'idéologie de l'école. »⁴⁹

Baudelot et Establet se situent bien sur la continuité d'Althusser lorsqu'ils analysent le système scolaire par rapport à la sphère productive ; fondamentalement, ils lui fixent comme but de participer à la reproduction des rapports de production, c'est-à-dire des rapports d'exploitation capitalistes. Ils ajoutent, par leurs analyses empiriques, que l'école fonctionne en produisant deux réseaux de scolarisation, le réseau Primaire-Professionnel (PP.), et le réseau Secondaire-Supérieur (SS.) ; le premier d'entre eux doit produire la masse des futurs

⁴⁷ Il s'agit aussi pour eux de se démarquer de Bourdieu et Passeron, ce qu'ils ont du mal à faire parfois dans le détail de certaines analyses.

⁴⁸ Rappelons qu'au moment où écrivent Baudelot et Establet 75 % des élèves arrêtent leurs études après la scolarité obligatoire.

⁴⁹ Christian Baudelot et Roger Establet, *L'école capitaliste en France*, Paris, Maspero, 1971, p.20.

producteurs exploités, tandis que le second produit la masse de ceux qui se partagent le pouvoir bourgeois (les agents de l'exploitation et les professionnels de l'idéologie). Indiquons immédiatement l'originalité de leur approche : ce réseau se constitue dès l'école primaire, et c'est à ce niveau que l'instituteur est aux prises avec une fonction contradictoire : et alphabétiser les « mauvais élèves » qui deviendront les élèves du réseau PP., et sélectionner les « bons » élèves qui deviendront les élèves du réseau SS. Donc, ils nous demandent de détourner notre regard du Supérieur et donc de ne pas faire comme si c'était l'accomplissement idéal de la scolarité de tous les élèves, c'est-à-dire de bien voir que l'école est divisée : il faut désormais porter son regard vers les plus petites classes où s'opère l'orientation scolaire décisive qui fonctionne comme un partage des classes sociales. Je viens de résumer à grands traits les résultats de leur démarche.

Néanmoins, si leur théorie est soumise aux tâches pratiques de la conjoncture, ce n'est pas à la révolte étudiante française qu'ils se réfèrent : ils court-circuitent la référence obligée à Mai 68 par un hommage appuyé à la RCC en conclusion de l'ouvrage :

« Il est clair, d'un autre côté, que les analyses que nous avons développées sur l'appareil scolaire capitaliste ne nous sont pas venues toutes seules ; nous ne les avons pas inventées *ex nihilo*.

Disons-le très clairement : nous n'aurions jamais soupçonné l'importance vitale du front de l'éducation dans la lutte de classes sans l'expérience de la révolution culturelle chinoise. »⁵⁰

On peut lire l'ouvrage de la sorte : en commençant par la fin, car la fin indique bien qu'il est une intervention dans la conjoncture et qu'il compte bien apporter sa contribution au traitement marxiste d'un problème essentiel, celui du front de l'éducation. Lire ainsi l'ouvrage le distingue de toute recherche sociologique bourgeoise, même critique comme celle de Bourdieu et Passeron : les analyses qui y sont menées le sont du point de vue du prolétariat, et en vue de la lutte pour la dictature du prolétariat. Baudelot et Establet prétendent donner des armes théoriques à ceux qui veulent lutter contre la dictature de la bourgeoisie dans l'éducation, et, bien sûr, pour la dictature du prolétariat :

« Car la théorie marxiste-léniniste donne à chacun, quelle que soit la place qu'il occupe dans l'appareil scolaire, de quoi trouver des pratiques de lutte justes, non seulement demain dans la dictature du prolétariat, mais aujourd'hui même dans la lutte quotidienne, dans l'appareil scolaire, contre la dictature de la bourgeoisie. »⁵¹

On remarque ici un subtil jeu entre « demain » et « aujourd'hui » ; « demain » serait la dictature du prolétariat consécutive à la prise du pouvoir d'Etat, c'est-à-dire à la révolution politique et économique, et « aujourd'hui » est la situation des militants communistes dans la lutte des classes dans l'Etat capitaliste français. C'est bien le problème de la traduction de l'événement chinois dans la conjoncture française : quelles leçons théoriques et pratiques les communistes français peuvent-ils tirer de la lutte des classes chinoise sous la dictature du prolétariat ? On peut avancer cette hypothèse : il s'agit, dès aujourd'hui, d'anticiper les luttes nécessaires au triomphe d'une ligne révolutionnaire sous la future dictature du prolétariat. Les contre-tendances à la restauration d'une bourgeoisie (d'experts) dans la Chine socialiste peuvent se rencontrer dans tous les Etats socialistes : même si nous ne sommes pas les masses chinoises, nous aurons à affronter leurs problèmes, et autant le faire dès à présent.

Ceci me permet de dire que ce qui distingue radicalement l'ouvrage de Baudelot et Establet de ceux de Bourdieu et Passeron, c'est sa finalité politique. La sociologie critique bourgeoise, déçue par la réalité empirique de l'école en comparaison de son idéal, dénonce les

⁵⁰ *op.cit.*, p.316.

⁵¹ *op.cit.*, p.320.

aveuglements de l'école sur les causes de l'échec scolaire : elle met en lumière des inégalités culturelles héritées du milieu familial, et s'efforce, on ne sait trop comment, de proposer des techniques pédagogiques rationnelles pour aider les enfants des classes populaires à mieux maîtriser les codes culturels de l'école. Si l'on juge la solution illusoire, et si l'on veut s'amuser à être radical dans cette perspective républicaine, on pointera le regard là où Bourdieu et Passeron nous invitent à le faire : en amont de l'école, vers la famille. La solution qui prendrait le problème à sa racine (la solution radicale au sens strict) consisterait à transformer, ou plutôt à abolir la famille : les seules différences qui subsisteraient alors entre les élèves seraient les différences d'aptitudes individuelles, et les récompenses scolaires seraient justes et méritées (ce que réclame avec la dernière ardeur l'idéologie méritocratique républicaine qui ne rêve que d'un ordre social fondé sur la raison scolaire).

La perspective de Baudelot et Establet nous invite à détourner le regard, non pas vers la famille, mais vers la production, c'est-à-dire vers l'exploitation. Quelle serait leur solution radicale ? Je l'ai dit plus haut : la dictature du prolétariat, c'est-à-dire la socialisation des moyens de production, et la transformation culturelle nécessaire pour produire une nouvelle figure du producteur. Ce que visent Baudelot et Establet ne peut pas être obtenu par de nouvelles pratiques pédagogiques, même si elles ont leur nécessité : la lutte sur le front de l'éducation n'est qu'une composante limitée de la lutte des classes. Il ne s'agit pas de rendre plus équitable la répartition des élèves provenant des différentes classes sociales aux différents postes de travail ; il s'agit d'en finir avec la division en classes de la société qui produit nécessairement une école divisée. D'ailleurs, la réussite parfaite de l'école républicaine selon son idéal proclamé serait un drame : tous les élèves seraient surdiplômés et plus personne ne pourrait s'abaisser à devenir ouvrier. Une telle réussite nécessiterait une importation massive de main-d'œuvre !

Donc, Baudelot et Establet écrivent bien leur ouvrage sous le coup de la RCC ; d'ailleurs, en annexe, ils reproduisent un document de la RCC, dont je reproduis ici un extrait du début :

« Qui rééduque qui ?
A propos du traité de N.A. Kairov : *Pédagogie*

Par le Groupe rédactionnel de critique révolutionnaire de Chang-hai

La « décision du Comité central du Parti communiste chinois sur la grande révolution culturelle prolétarienne », élaborée sous la direction personnelle du président Mao, dit : « *Réformer l'ancien système d'éducation ainsi que les anciens principes et méthodes d'enseignement est une tâche extrêmement importante pour la grande révolution culturelle prolétarienne en cours.* » A l'heure actuelle, nous devons poursuivre cette « *tâche extrêmement importante* » formulée par le président Mao.

Une expérience majeure de la révolution prolétarienne dans l'enseignement est qu'il faut persister dans la critique révolutionnaire de masse au moyen de la pensée-maotsétoung, pour liquider l'influence pernicieuse de la ligne révisionniste contre-révolutionnaire introduite dans l'enseignement par Liou Chao-chi, ce renégat, agent de l'ennemi et traître à la classe ouvrière.

Cette ligne a des fondements « théoriques » qui ne sont autres que le traité *Pédagogie* dû à N.A. Kairov, une « sommité » de l'enseignement révisionniste en Union soviétique. [...]

Expliquant la loi de la lutte des classes au cours de la période socialiste, le président Mao a indiqué : « *Le prolétariat cherche à transformer le monde selon sa propre conception du monde, et la bourgeoisie, selon la sienne. A cet égard, la question n'est pas encore véritablement résolue.* » Qui rééduque qui ? Transformer les anciennes écoles bourgeoises selon le concept du président Mao sur

l'éducation prolétarienne ou permettre au système pédagogique de Kairov de régner sur nos écoles ? C'est là une lutte acharnée entre le prolétariat et la bourgeoisie sur le front de l'éducation. »⁵²

Ce texte est un produit typique de la RCC : sur une question idéologique, offrir le choix entre deux voies antagonistes qui reviennent l'une à restaurer l'idéologie bourgeoise, et l'autre à poursuivre la révolution idéologique de masse nécessaire au socialisme. On comprend que la pédagogie traditionnelle de Kairov adaptée en Chine va conduire à séparer dans le système scolaire ceux qui sont destinés à produire et ceux qui sont destinés à commander ceux qui produisent (c'est d'ailleurs *grosso modo* le but de la division en deux réseaux de scolarisation dans l'analyse de Baudelot et Establet). Ce qui me semble intéressant à retenir de la suite du document est l'opposition entre l'école de Kairov, close, hermétique, coupée de la production, et l'école conforme à la réforme des méthodes et des principes de l'enseignement de la RCC. L'exemple qui est donné en modèle est la fameuse Usine de Machines-Outils de Chang-hai où se produisent les « hommes socialistes », c'est-à-dire des producteurs non atrophiés dans leurs fonctions intellectuelles et non hypertrophiés dans leurs facultés physiques, c'est-à-dire soustraits à la mutilation psycho-physique du taylorisme. On ne souligne pas assez combien les expérimentations de la RCC s'inscrivent dans le cadre d'une critique du taylorisme et de sa division de l'humanité en hommes accomplis (dotés d'un esprit et d'un corps) et en hommes-bœufs (dotés d'un corps surexploité dans certaines de ses parties et atrophié dans d'autres). L'éducation visée par la RCC se propose de dépasser cette scission de l'humanité, qui est finalement la division entre ceux qui conçoivent et commandent et ceux qui exécutent et obéissent revue dans un contexte industriel : il s'agit de créer des usines dans les facultés des sciences et de la technique, et de ne pas séparer production et études. Pour Baudelot et Establet, la RCC, dans une expérience de ce type, bien que limitée, constitue une première forme de réalisation de l'idéologie prolétarienne. Cette idéologie renvoie aux souhaits de Marx qui, comme le rappelle Lê Thành Khôi⁵³, envisageait pour l'avenir une éducation polytechnique, une éducation à la fois théorique (« transmettre les principes généraux de tous les procès de production ») et pratique (« initier à l'usage pratique et au maniement des instruments élémentaires de toutes les branches de travail »). Cette double formation est censée, en donnant les fondements de la technologie, offrir aux producteurs la capacité d'organiser et de contrôler la production. On se rend bien compte qu'à un niveau élevé de complexité technologique, cette conception ne peut pas être appliquée ; il n'en reste pas moins qu'on en saisit l'idée générale : ne pas abrutir les individus-producteurs, leur permettre de maîtriser un tant soit peu la production. Finalement, la question demeure posée : quelle figure de producteur faut-il pour quel contrôle collectif possible de la production ? Si l'on ne pose pas cette question, on ne pourra concevoir le mode d'éducation conforme au communisme.

Cette conception est celle qu'il s'agira de réaliser sous la période transitoire de la Dictature du prolétariat. En attendant, quelle traduction peut-on envisager ici et maintenant (dans un Etat capitaliste) de la lutte idéologique des révolutionnaires chinois ? Pour répondre à cette question, il faut repartir de certains points qui sont désormais acquis : la lutte de classes existe dans l'appareil scolaire, et elle y prend la forme de l'idéologisation des individus scolarisés, c'est-à-dire de leur soumission à l'idéologie dominante et aux rapports sociaux de production qu'elle veut rendre « naturels et évidents ». Jusqu'à Mai 68, l'initiative de cette lutte revenait tellement à la bourgeoisie qu'on ne soupçonnait même pas son existence ; néanmoins, cette lutte ne se mène pas sans adversaire : si les classes n'existent que dans leur contradiction, il faut pouvoir repérer dans l'appareil les formes, les traces de la lutte de classe prolétarienne

⁵² Groupe rédactionnel de critique révolutionnaire de Chang-hai, cité par Christian Baudelot et Roger Establet, *L'école capitaliste en France*, Paris, Maspero, 1971, p.322-323.

⁵³ Lê Thành Khôi, *Marx, Engels et l'éducation*, Paris, PUF, collection « Philosophie », 1991, p.101, sv.

contre la lutte de classe bourgeoise. Pour pouvoir tirer des leçons théoriques et surtout *pratiques* des luttes de la RCC, il faut déjà commencer par repérer la lutte qui est déjà à l'œuvre ici pour tenter de l'orienter. Nous retrouvons la question de la révolte, point naissant de la politique de masse : la lutte que veulent exacerber Baudelot et Establet ne doit pas être une invention de leur part, sinon ils prêcheraient dans le désert ; les combattants sont déjà engagés dans le combat, mais ils manquent peut-être d'orientation stratégique, aussi une authentique recherche théorique marxiste peut-elle peut-être les aider. C'est le sens *politique* de l'entreprise théorique de Baudelot et Establet : comme ils le disent eux-mêmes très bien, cela consiste à « *pousser plus loin et dans le bon sens les révoltes spontanées, bref à lutter dès aujourd'hui efficacement contre la dictature de la bourgeoisie*⁵⁴ ».

Avant de poursuivre, je voudrais encore insister sur le fait que ceux-ci reprennent scrupuleusement les grandes thèses fondatrices de l'althussérisme : 1/ Il y a antériorité de la contradiction sur les contraires ; les classes ne se constituent pas antécédemment à leur opposition conflictuelle ; 2/ il y a un primat de la lutte de classes sur les appareils ; l'appareil est un moyen de contenir la conflictualité sociale au profit de la classe dominante. Ces grandes thèses se retrouvent précisément dans le chapitre de *L'Ecole capitaliste en France* consacré à « l'appareil scolaire et la lutte idéologique de classes » où à propos de l'AIE scolaire, il est dit :

« si dans les autres appareils d'Etat, la lutte de la bourgeoisie se fait *essentiellement* par la force organisée (police, armée, justice), et si l'idéologie bourgeoise (mépris des bidasses, moralisme des policiers, leçons de morale des juges, etc.) n'y joue que le rôle d'accompagnement, de justification, ou de mise en scène, ici, dans cet appareil, la lutte est avant tout *idéologique* : la force (la claque, la retenue, la privation de libertés, etc.) ne joue qu'un rôle secondaire. C'est pourtant de *lutte* qu'il s'agit : l'appareil sert à imposer à tous et à chacun l'idéologie dominante, bien mieux, l'appareil est un *instrument essentiel* à la domination de l'idéologie bourgeoise.

Qui dit lutte, dit lutte entre *des adversaires également réels*, donc lutte de classes, ici lutte idéologique de classes. La forme que prend la lutte idéologique de la bourgeoisie ne peut s'exprimer sans la référence à un adversaire réel, bien que dominé, le prolétariat : elle s'adresse à *l'idéologie prolétarienne*. Nous avons déjà fait référence à cette idéologie, aussi bien pour marquer qu'elle imposait à l'idéologie dominante des formes distinctes d'inculcation, que pour noter à chaque place les résistances ou révoltes qu'elle suscitait. Il faut considérer cette lutte de classes idéologique comme une lutte où l'un des adversaires, ici la bourgeoisie, a bien *l'initiative*, mais qu'on ne saurait décrire correctement sans mettre en place son adversaire direct⁵⁵ ».

Ce passage est extrêmement important en ceci qu'il pose implicitement la nécessité pour les théoriciens marxistes de l'appareil scolaire d'y trouver des formes de révolte qui soient bien des résistances prolétariennes à l'inculcation idéologique bourgeoise. Or, si le prolétariat n'est pas présent en personne dans l'appareil scolaire, s'il ne l'est qu'indirectement via la présence de ses enfants, il faudra aller voir dans les classes chargées de l'idéologisation des prolétaires comment se manifestent les révoltes spontanées de l'instinct de classe prolétarien. Autrement dit, si l'on veut éviter de simplement faire de la sociologie bourgeoise critique, il faudra voir dans les indisciplines scolaires un élément positif : le refus *positif* de la domination bourgeoise et du destin social de futurs exploités que l'Ecole capitaliste réserve aux élèves qu'elle a catégorisés comme « mauvais », c'est-à-dire aussi « manuels ». La démarche de Baudelot et Establet pose une question politique étonnante : les indisciplines scolaires des jeunes élèves ont-elle une signification *politique*, ou du moins *potentiellement* politiques ? En disant potentiellement, nous soulignons simplement que l'indiscipline est une

⁵⁴ Christian Baudelot et Roger Establet, *L'Ecole capitaliste en France*, op.cit., p. 312.

⁵⁵ Christian Baudelot et Roger Establet, *L'Ecole capitaliste en France*, op.cit., p. 173.

forme de révolte, et que, comme nous l'avons déjà vu, la révolte en tant que telle ne reçoit pas nécessairement une appréciation politique positive dans la tradition marxiste.

Donc, si l'on parle de résistances prolétariennes, il ne faut pas parler dans le vide et aller les chercher là où elles se manifestent : dans les classes. Mais, en disant cela, nous ouvrons la possibilité d'une autre enquête : celle portant sur la résistance des agents de l'idéologisation que sont les enseignants. Il serait surprenant et désespérant que la lutte ne se manifeste pas aussi dans les pratiques pédagogiques. On se rappelle que la contradiction entre la bourgeoisie et le prolétariat peut se répercuter au sein de l'appareil scolaire jusque dans l'Université auprès d'étudiants en rupture d'identification avec l'assujettissement idéologique que le système scolaire veut leur imposer : nous l'avons vu à propos des révoltes de Mai 68. Eh bien, ceci, nous pouvons et nous devons aussi le trouver chez les enseignants, et voir comment se manifeste leur résistance, et éventuellement la répression qu'ils encourent.

Pour saisir en quoi peut consister une possible traduction de la lutte idéologique de la RCC dans une Ecole capitaliste, il faut donc repérer dès maintenant les formes sourdes et moins sourdes de lutte qui s'y mènent pour tenter de les amener sur des positions de classe prolétariennes, c'est-à-dire pour tenter de commencer à faire triompher l'idéologie prolétarienne. Je vais procéder pour cela en deux temps : 1/ je vais commencer par étudier comment Baudelot et Establet parviennent (ou ne parviennent pas) à repérer des formes estudiantines de lutte dans les petites classes ; 2/ puis, je vais analyser une forme de lutte idéologique enseignante qui s'aligne plus ou moins sur la position de classe prolétarienne : la lutte des instituteurs du mouvement Freinet, et la résistance qu'elle rencontre dans l'appareil scolaire.

Je commence donc par le plus périlleux : comment trouver dans l'appareil scolaire, qui est séparé de la production, c'est-à-dire, pour l'ouvrier, de l'exploitation, des formes de résistance à la future exploitation ? La résistance, on s'en doute, ne peut que prendre la forme de l'indiscipline : de l'inattention rêveuse⁵⁶ aux mutineries et insultes, la gamme de ses expressions est vaste. Justement, Baudelot et Establet s'appuient sur l'étude de Claude Grignon sur *Les Collèges d'enseignement technique* pour montrer que c'est dans ces établissements du réseau PP. que les élèves sont les plus indisciplinés, et ajoutent qu'on retrouve ces violences (insultes, mutineries, etc.) dans les classes de transition et de pratique. Le refus de l'idéologie bourgeoise et des valeurs scolaires est si net que, dans ces classes du réseau PP., ce sont les élèves les plus violents qui sont les plus valorisés par leurs pairs⁵⁷. Une question difficile se pose à Baudelot et Establet : ces formes de désobéissance peuvent-elles être mises sur le compte d'un « instinct de classe prolétarien » ou ne sont-elles que des manifestations infantiles, puériles, voire franchement anarchisantes si elles devaient recevoir

⁵⁶ Forme qui, si elle est peut-être la moins gênante du point de vue de l'enseignant, n'en est pas moins déjà une *fugue* hors de l'Ecole : une fuite sur place dont l'absentéisme répété n'est que la réalisation hors des murs. Toute soustraction aux devoirs de l'élève, c'est-à-dire aux rituels idéologiques scolaires, doit déjà être considérée comme une *indiscipline*. Le rêveur, du point de vue de l'idéologie scolaire, est un potentiel anarchiste déserteur de ses devoirs sociaux... Plus prosaïquement, dans la basse réalité empirique scolaire, la rêverie est l'illégalisme le mieux toléré en cours : tant qu'il ne se fait pas entendre, l'élève indiscipliné gagne le droit de dormir... Cet exemple mériterait un prolongement de l'analyse vers une théorie systématique de la gestion différentielle des illégalismes scolaires. Il est temps, en concluant cette note savoureuse bien que trop longue, de poursuivre notre pastiche préféré à propos de cet appel à contribution : il y aurait là, vraiment, tout un travail à faire.

⁵⁷ Les élèves de ces classes opèrent donc une inversion des valeurs scolaires : à la valorisation de l'esprit attentif en cours et de l'intellectualité besogneuse, ils substituent celle de la manifestation la plus brute et brutale du corps.

une qualification politique ? On perçoit le caractère presque comique de la situation : alors qu'ils évacuent toute référence au Mai étudiant, et à ses manifestations incontestablement politiques de désobéissance étudiante, Baudelot et Establet sont quasiment contraints par leurs postulats de recherche de donner une signification politique de classe aux chahuts scolaires des petites classes. Ils sont conscients de la difficulté dans laquelle ils sont pris : comment réellement distinguer un bon chahut prolétarien d'un mauvais chahut anarchisant petit-bourgeois ? Les élèves sont aussi des jeunes individus, et il n'est pas impossible que l'âge ne soit pas un facteur déterminant de la conduite, bref que *tous* les jeunes élèves ne soient pas tentés par diverses formes d'indisciplines. Par ailleurs, la scolarisation et la soumission des individus aux rituels scolaires est peut-être pénible *tendanciellement pour tous les individus-sujets* : se plier à une autorité, et à ses rites, peut éventuellement rencontrer de la résistance chez *tous* les sujets scolaires ; le désir de vengeance (et d'humiliation) de ce qui nous contraint, classe, hiérarchise, blâme, évalue n'est-il pas potentiellement éprouvé par tous ? A cela, on pourrait répondre que les élèves les plus humiliés, les plus méprisés, les plus dévalorisés sont justement les futurs producteurs exploités, les « mauvais » élèves du réseau PP. Même si l'on postule une tendance universelle à la résistance enfantine et-ou adolescente aux brimades de l'Ecole, on peut reconnaître que les dominés sont ceux chez qui la tendance à l'insubordination et au désir de vengeance est la plus développée. La position de classe prolétarienne probabilise la tendance à la révolte.

Néanmoins, un trouble peut être jeté devant l'apparente puérité des élèves indisciplinés : en quoi leurs réactions négatives ne sont-elles pas une pure négativité non dialectisable ?⁵⁸ en quoi peut-on réellement les distinguer de révoltes anarchisantes à tendance petite-bourgeoise ? La difficulté est simple à saisir : l'Ecole s'empresse de recoder ces révoltes en symptômes d'inadaptation sans signification ni sociale ni politique. Baudelot et Establet eux-mêmes sont obligés de reconnaître que

« ce caractère de classe [des résistances violentes des élèves du réseau PP.] n'est pas spontanément ni totalement prolétarien dans la mesure où ces résistances spontanées, ces révoltes sauvages sont à la fois provoquées et marquées, dans leurs formes, par ce contre quoi elles résistent : les formes scolaires de l'inculcation de l'idéologie bourgeoise qui font dévier ces résistances vers des formes sauvages à tendance petites-bourgeoises anarchisantes⁵⁹

On retrouve dans cette concession le statut ambigu de la révolte : début d'un mouvement de politisation potentiellement bien orienté ou simple réaction de colère sauvage et aveugle facilement exploitable par la classe dominante ? La limite des révoltes scolaires provient de leur caractère unilatéralement déterminé : elles sont déterminées par ce contre quoi elles prétendent lutter, et c'est pourquoi elles sont si facilement recodables dans l'idiome de l'idéologie dominante. En effet, en quoi un langage ordurier et une excessive manifestation de sa violence physique ne sont-ils pas l'expression indisciplinée d'une résignation à la place que le système veut faire occuper aux enfants de prolétaires ? L'inversion des valeurs scolaires reste prisonnière du schéma dominant d'imposition des rôles et des identités : ainsi, l'enfant de prolétaire, futur exploité, en valorisant principalement sa puissance corporelle vient

⁵⁸ Précisons que cette question de la violence dialectisable ou non, de la violence porteuse d'une signification politique ou au contraire *infra-politique* a été récemment discutée à propos des émeutes de novembre 2005. On peut par exemple renvoyer à la polémique de B. Aspe avec Rancière, cf. B. ASPE, *L'Instant d'après. Projectiles pour une politique à l'état naissant*, Paris, La Fabrique, 2007, p.97 et 192-195, ou à l'article d'Etienne Balibar « Uprisings in the banlieues », in *Lignes*, n°21, novembre 2006, et accessible en anglais à l'adresse suivante : <http://www.scribd.com/doc/12598213/Balibar-Uprisings-in-the-Banlieues>

⁵⁹ C. Baudelot et R. Establet, *L'Ecole capitaliste en France, op.cit.*, p.183.

confirmer sa place de « manuel » (d'individu avant tout doté d'une paire de bras musclés) dans la grande division matérielle de l'Ecole capitaliste en « intellectuels » et « manuels ». Son impression de « liberté » quand il désobéit, ou plutôt *parce qu'il désobéit*, n'est que le signe de son absence de liberté et de sa soumission à l'ordre idéologique dominant.

On le voit, interpréter les indisciplines scolaires comme des phénomènes politiques de lutte des classes n'est pas une tâche aisée. Néanmoins, le désir de Baudelot et Establet d'accorder, dans un premier temps, une forme de *positivité* aux violences des élèves du réseau PP. se justifie aussi par leur volonté de se distinguer à tout prix de la sociologie bourgeoise critique de Bourdieu et Passeron : ceux-ci, en effet, recodent ces manifestations de « culture populaire » comme des « handicaps socioculturels », c'est-à-dire qu'ils les envisagent uniquement comme des manques de « culture bourgeoise » ; et ceci est bien la preuve pour Baudelot et Establet qu'ils n'adoptent sur l'Ecole qu'un point de vue bourgeois.

Pourtant, on comprend bien que nos théoriciens marxistes ne peuvent pas s'en tenir à ce constat d'une impossible ou, disons, d'une pour le moins problématique distinction entre chahut prolétaire et chahut petit-bourgeois. Ils parlent eux-mêmes d'un « chahut traditionnel, luxe de bourgeois, marquant des moments importants de la scolarité et qui va de pair avec un respect profond des valeurs culturelles SS.⁶⁰ » ; comment distinguer le chahut du « riche » du chahut du « pauvre » ? La réponse est simple : les enfants de prolétaires, lorsqu'ils ne parviennent pas à questionner l'ordre idéologique auquel le système scolaire veut les soumettre, se réfugient dans un refus purement négatif et intensifient le chahut au point de le rendre endémique, c'est-à-dire de parasiter complètement le fonctionnement du système scolaire par leur absentéisme récurrent et leurs nombreuses retenues. Mais ce parasitage n'est pas ce qu'il y a de plus dangereux pour le système qui fonctionne, on le voit, sur le mode du dysfonctionnement permanent. Les enfants de prolétaires ne parviennent pas à venir *sagement* à la place qui leur est réservée ? Qu'à cela ne tienne ! Ils peuvent aussi y venir sur le mode *sauvage* ou *indiscipliné*⁶¹. On peut faire l'hypothèse suivante : si les indisciplines des élèves du réseau PP. ne perturbent pas le fonctionnement normal de l'Ecole capitaliste qui est de produire des sujets destinés à être exploités et des sujets destinés à interpréter l'idéologie dominante et à encadrer l'exploitation, alors on peut dire que l'AIE scolaire fonctionne normalement sur le mode du dysfonctionnement.

Il me semble que, du point de vue marxiste de Baudelot et Establet, on ne peut pas s'en tenir à cette conception « fonctionnaliste-dysfonctionnaliste » car elle reste encore prise dans le point de vue bourgeois. Il faut pouvoir envisager une vraie hétérogénéité à l'ordre scolaire bourgeois : autrement dit, des résistances réellement *positives* parce que porteuses d'une alternative à une Ecole divisante et divisée doivent être repérées, aussi peu développées soient-elles encore. En disant cela, j'insiste sur le fait suivant : il est indéniable en dernière instance que les indisciplines scolaires normales ne sont pas de taille à offrir une alternative sérieuse à l'ordre scolaire qui soit *inquiétante* pour la classe dominante. L'idéologisation qui a lieu dans les établissements du réseau PP. soit parvient à soumettre les élèves à une idéologie petite-bourgeoise, soit échoue et engendre au contraire une résistance à toute idéologie, tant et si bien que, comme le reconnaissent Baudelot et Establet, « elle utilise de la sorte jusqu'aux résistances des prolétaires : ce n'est pas avec un langage ordurier ou scatologique ni avec le chahut que le prolétariat renversera la bourgeoisie⁶² ». Donc, si une authentique résistance prolétarienne doit se trouver dans les classes du réseau PP., ce sera sous la forme d'une quête par les élèves d'une remise en question du type d'éducation qui leur est imposé qui dépasse le

⁶⁰ C. Baudelot et R. Establet, *op.cit.*, p.185.

⁶¹ N'en pâtiront que les enseignants à qui leur est confiée la « garde » de ces mauvais sujets scolaires, pas les capitalistes ni les dirigeants politiques eux-mêmes heureusement !

⁶² C. Baudelot et R. Establet, *op.cit.*, p.191.

stade des actes physiques violents et qui parvienne au stade de la formulation d'*idées*, d'*arguments*, et plus généralement d'une quête de connaissance ou de compréhension du monde dans lequel ils vivent . Ne retrouve-t-on pas ainsi le passage de la révolte comme colère privée de revendications à la révolte articulée à une pensée et à un discours⁶³ ? Disons que c'est ce vers quoi tendent à mon avis les analyses de Baudelot et Establet : la vraie résistance prolétarienne n'est pas simplement désordonnée, ou refus borné de l'ordre existant ; elle doit tendre à comprendre cet ordre pour pouvoir le transformer conformément à une émancipation du prolétariat. On voit où Baudelot et Establet vont devoir aller chercher cette résistance : dans le rapport des élèves des CET au savoir qui leur est enseigné (ou, du moins, qu'on tente de leur enseigner). Justement, en s'appuyant sur l'analyse de Claude Grignon déjà mentionnée, ils parviennent à la conclusion que les élèves opèrent une sélection dans les matières qu'on leur enseigne, et ne retiennent que ce qui est utile pour leur future condition de producteurs exploités. Grignon rapporte les réponses d'élèves interrogés sur l'intérêt qu'ils voient à l'enseignement de l'histoire et de la géographie, c'est-à-dire de disciplines (générales) exemplairement emblématiques du réseau SS. Il faut néanmoins préciser que l'enquête a porté sur deux classes d'un établissement technique d'une ville du centre de la France dont l'enseignant d'histoire-géographie se présente explicitement aux élèves comme marxiste et propose à ses élèves de larges plages de libre discussion autour de problèmes économiques et sociaux de l'actualité. On comprend que la résistance prolétarienne à l'idéologisation bourgeoise trouve ici des conditions particulièrement favorables. Quelles réactions d'élèves ont mérité l'attention de Baudelot et Establet ? Principalement celles qui disent ne retenir de l'histoire et de la géographie les éléments utiles pour comprendre le présent, le monde dans lequel ils vont être amenés à vivre, et même celles qui disent se méfier de l'« histoire » qui ne serait que « plus ou moins une légende arrangée selon la politique du gouvernement »⁶⁴. Baudelot et Establet sont donc à la recherche de tout ce qui peut signaler un esprit critique et qui envisage le savoir comme une arme pour les luttes de demain. Ainsi, à travers ces *indices*, ils pensent trouver les éléments d'une résistance prolétarienne qui prend une forme incontestablement *positive* : le savoir n'est pas rejeté en tant que bourgeois, il faut au contraire reconnaître le besoin que les élèves du réseau PP. en ressentent. Mais, on comprend que cet exemple ne vaut que parce qu'il repose sur l'activité pédagogique minoritaire d'un enseignant qui, en tentant de susciter la curiosité des élèves, tente aussi de leur fournir des rudiments de théorie et des outils pour comprendre leur future situation et y agir adéquatement.

Nous retrouvons en fait le problème de l'idéologie prolétarienne ; il faut distinguer entre la réaction immédiate et spontanée de résistance à l'inculcation idéologique (préparatoire à l'exploitation), et l'idéologie prolétarienne. Nous avons vu avec Althusser qu'elle est une conjonction de l'expérience concrète et de connaissances objectives (c'est-à-dire marxistes). Baudelot et Establet, quant à eux, proposent une définition plus complète :

« Nous définirons l'idéologie prolétarienne comme l'ensemble des idées et des pratiques dans lesquelles elles se réalisent qui permettent au prolétariat de mener une lutte de classe politique pour se constituer en classe dominante. En clair, l'ensemble des idées et des pratiques qui permettent au prolétariat de se libérer définitivement de ses chaînes et d'en débarrasser en même temps toutes les classes opprimées. On sait que la théorie marxiste-léniniste y joue un rôle absolument essentiel⁶⁵ »

⁶³ Il est bien sûr difficile de ne pas penser ici à la distinction entre *phoné* et *logos* que Rancière reprend à Aristote, et qui fonde chez lui la distinction entre l'émeute (infra-politique) et la révolte (proprement politique en ce qu'elle manifeste l'égalité des intelligences et la commune faculté de penser et de se prononcer sur les affaires publiques).

⁶⁴ C. Baudelot et R. Establet, *op.cit.*, p.188.

⁶⁵ C. Baudelot et R. Establet, *op.cit.*, p.187.

Le but de l'idéologisation menée dans les deux réseaux de scolarisation sera alors de refouler la possible venue à l'existence de cette idéologie : l'idéologisation est bien une forme de répression, elle réprime non pas tant finalement un instinct de classe prolétarien (les différentes réactions d'insubordination) que la possible formation d'une idéologie prolétarienne, c'est-à-dire d'un savoir par les dominés des moyens de lutter contre l'oppression qu'ils subissent. Dans le régime général des idéologies, l'idéologie prolétarienne se tient en position d'exception : elle est la seule à détenir des connaissances objectives. Je parle de position d'exception car dans le dispositif althussérien, on sait que la coupure science/idéologie tient une place essentielle : qu'est-ce qu'une idéologie qui comporterait des éléments de connaissance ? Serait-ce que le savoir peut animer des conduites, des comportements et produire ses effets libérateurs ? Il est possible que l'idéologie prolétarienne soit alors la théorie marxiste passée de la position de superstructure dans la topique (production des idées au sens de discours scientifique sur la société) à la position d'infrastructure (formes de pensée qui animent les exploités dans leur lutte). Mais, par ce saut, la théorie ne devient-elle pas son autre ? Comment un discours scientifique peut-il devenir idéologique ? Ces questions n'ont pas réellement été traitées de front dans l'althussérisme. Néanmoins, il faut reconnaître que la définition de Baudelot et Establet a ceci d'intéressant qu'elle envisage l'idéologie comme un ensemble d'idées et de pratiques par lesquelles le prolétariat se libère ; on peut, à partir de là, la penser processuellement : elle s'invente au fil des expériences de lutte, et peut accueillir en son sein un processus de rectification permanente. Et dans ce processus de libération, des éléments de connaissances objectives sont nécessaires : de ce point de vue, tant Althusser que Baudelot et Establet ne renoncent pas à une certaine conception des Lumières selon laquelle le savoir serait émancipateur ; ils ajoutent simplement qu'il faut, dans la théorie, lutter contre les faux savoirs, les « idéologies ». Seule l'idéologie prolétarienne échappe à cette condamnation. La question des rapports entre savoir, idéologie, mouvements de masse n'est pas réglée de manière bien claire dans l'althussérisme.

On peut se demander si l'exemple tiré de l'enquête de Claude Grignon ne vient pas conforter l'idée que l'émancipation des futurs prolétaires repose sur la rencontre d'un sujet marxiste qui dispense le savoir . Deux choses sont postulées : 1/ Les élèves sont désireux d'un savoir ; 2/ ils ont l'intelligence pour le comprendre. Dans l'appareil scolaire, il semble que les résistances effectives dépendent tout de même *in fine* de l'action de l'enseignant : il faut que l'agent de l'idéologisation en vienne à refuser le rôle que le système veut lui faire jouer, et décide d'œuvrer dans les marges de liberté que doit bien permettre le système. Cela peut se comprendre dans les termes althussériens que nous avons déjà mentionnés en première partie à propos de la subjectivation politique des étudiants : l'individu-sujet est interpellé par une pluralité d'idéologies (nationale, professionnelle, sexuelle, etc). Une interpellation, c'est-à-dire une injonction à se comporter d'une certaine manière, peut venir en contredire une autre. En ce qui concerne notre problème, l'enseignant peut être interpellé par une idéologie politique venant s'opposer à son idéologie professionnelle : il peut, en tant que sujet politique, se prononcer sur la machine dont il est un rouage, ce pour quoi la machine grince. Ce serait un fonctionnalisme étroit, et pour tout dire délirant, de n'envisager un individu-sujet que par une seule identification idéologique : il est impossible de n'être *qu'*enseignant, de s'identifier absolument à une identité (elle-même construite historiquement comme le résultat d'un compromis politique). Nous savons que s'il faut porter l'analyse des résistances prolétariennes sur une pièce particulière de l'appareil scolaire tel que Baudelot et Establet l'envisagent, c'est l'école primaire qui devra retenir notre attention: on se souvient que c'est là que s'opère la division des deux réseaux de scolarisation. Il faut donc analyser ces instituteurs qui, en plus de leur interpellation idéologique en « bons fonctionnaires » soumis à la hiérarchie, sont critiques à l'égard de l'appareil qu'ils font marcher, et qui, justement, veulent lui faire prendre une autre direction. Ainsi, l'instituteur n'est-il peut-être pas voué à

être un laquais diplômé de la bourgeoisie (selon la provocation d'Althusser à l'endroit de ces Messieurs de la Société française de philosophie) ; aussi Baudelot et Establet peuvent-ils dire de l'instituteur :

« Il peut aussi, dans certaines conditions, parce qu'il n'est pas qu'un instituteur, parce qu'il continue à exister en dehors de sa classe, parce qu'il peut prendre des positions politiques, et non plus simplement pédagogiques, il peut aussi connaître sa fonction d'instrument, la refuser et mettre en œuvre des moyens, pédagogiques et autres, pour la supprimer⁶⁶ »

Ainsi, ce qu'on va analyser, c'est, d'une certaine manière, les effets en retour d'une interpellation idéologique sur une autre : les effets produits par une idéologie politique (communiste) sur l'idéologie pédagogique. Il s'agit de se demander comment l'enseignant peut agir politiquement dans sa pratique pédagogique, c'est-à-dire voir comment la lutte de classes vient résonner en écho sur l'idéologie pédagogique, ce qui donne tout son sens à l'idée de *lutte idéologique*.

Je vais m'appuyer pour clore cette deuxième partie consacrée à l'analyse de l'AIE scolaire, et plus précisément à l'effet à distance de la RCC sur la théorie marxiste de l'appareil scolaire, sur le passage consacré par Baudelot et Establet au mouvement Freinet. Je partirai de l'idée que l'idéologie Freinet représente un point de vue de classe prolétarien en pédagogie, donc qu'on peut envisager les pratiques des instituteurs Freinet comme une forme de lutte de classe dans l'idéologie pédagogique. Baudelot et Establet en donnent une preuve à la fin de leur chapitre consacré au métier d'instituteur : cette pratique pédagogique peut rencontrer de très vives résistances de la part de la hiérarchie de l'appareil scolaire, c'est-à-dire pour parler plus clairement, subit la répression. Avant de rentrer dans le détail de l'analyse, je voudrais aller chercher dans le texte d'Althusser même ce qui peut fonder théoriquement cette articulation de différentes idéologies.

On trouve dans le manuscrit de 1969 *Sur la reproduction* aux pages 113-116 un passage où Althusser opère une distinction entre idéologie primaire et idéologie secondaire. De quoi s'agit-il ? Nous savons déjà que des éléments d'idéologie dominante (nationalisme, économisme, moralisme, « laïcité », etc) se réalisent dans des appareils, c'est-à-dire que des individus y acquièrent l'habitude de régler leur conduite d'une manière plus ou moins conforme à l'idéologie dominante. Or, dans chaque appareil, les individus-sujets ne sont pas interpellés par une seule idéologie : la pratique idéologique de l'appareil produit elle aussi en son sein une idéologie spécifique. C'est très simple à comprendre : la pratique scolaire peut bien interpellier les sujets scolarisés en différentes composantes de l'idéologie dominante (sujets nationaux, etc), mais elle ne le fait que parce qu'elle produit elle aussi ses propres pratiques, les pratiques pédagogiques. D'une manière générale, les éléments d'idéologie dominante représentent ce qui circule d'un appareil idéologique à l'autre, et résonnent les uns dans les autres, en produisant un « concert » dominant. Ce concert dominant est celui de l'idéologie dominante : il résulte de la plus ou moins bonne harmonisation des différents éléments. Althusser appelle « idéologie primaire » cette idéologie dominante, et « idéologie secondaire » l'idéologie produite au sein d'un appareil et propre à lui. Dans les exemples qu'il donne d'idéologies secondaires, se trouve justement l'idéologie scolaire :

« C'est ainsi que nous dirons que la pratique scolaire produit des formes particulières qu'on peut désigner par *l'idéologie scolaire* (l'idéologie des instituteurs, dont les publications et les initiatives du SNI sont la réalité, des professeurs du Secondaire, du Supérieur, etc.) et bien d'autres formes encore dont nous ne pouvons matériellement parler : nous en parlerons ailleurs⁶⁷ »⁶⁸

⁶⁶ C. Baudelot et R. Establet, *op. cit.*, p.249.

⁶⁷ Cf. *Ecoles*, Maspéro, à paraître en automne 69.

Althusser poursuit en se demandant comment sont produites ces idéologies secondaires ; voici sa réponse :

« ces idéologies secondaires sont produites par une conjonction de causes complexes, où figurent, à côté de la pratique en question, l'effet d'autres idéologies extérieures, d'autres pratiques extérieures – et en dernière instance, aussi dissimulée soient-ils, les effets même lointains, en réalité très proches, de la *lutte des classes*. Personne ne songera à le nier, pour peu qu'on prête quelque attention à ce qui se passe depuis un certain temps dans l'idéologie de certains milieux religieux, dans les milieux « scolaires » (en Mai et depuis), et dans les Familles (depuis Mai)⁶⁹. »

De nouveau, nous retrouvons dans ce passage l'effet contraignant que Mai 68 a produit sur la théorie des AIE, et son effet éclairant sur la réalité de la sourde lutte de classes qui se menait dans l'appareil scolaire avant les révoltes étudiantes. Si l'idéologie secondaire, donc l'idéologie pédagogique, est le résultat d'une conjonction de causes complexes, de l'effet de la rencontre de plusieurs idéologies, en revanche, c'est bien la lutte des classes qui en est la cause déterminante en dernière instance. Précisément, l'idéologie pédagogique dominante est la représentante du point de vue de la classe dominante sur l'éducation : sa pratique aboutit à la production de deux types de sujets scolarisés-pédagogisés, ceux qui sont destinés aux tâches intellectuelles, et ceux qui sont destinés aux tâches manuelles. L'idéologie pédagogique dominante se réalise dans la séparation des deux réseaux. Althusser, dans cet extrait, parle de « l'idéologie des instituteurs dont les publications et les initiatives du SNI⁷⁰ sont la réalité ». Cet exemple est intéressant car il concentre à merveille la pluralité des idéologies qui est productrice d'une idéologie secondaire. L'idéologie scolaire dominante serait recueillie dans les publications et les modèles pédagogiques du principal syndicat instituteur : l'AIE scolaire abrite donc une partie de l'AIE syndical, qui lui-même est un résultat de la lutte des classes institutionnalisé et reconnu par l'État bourgeois. La présence de l'AIE syndical dans l'AIE scolaire suffit à ôter tout crédit à un élément bien connu de l'idéologie scolaire : la « neutralité » ou « a-politicité » de l'institution scolaire. Néanmoins, même interpellé par l'idéologie du SNI, l'instituteur voit sa pratique enseignante avant tout encadrée par les textes réglementaires, produits par le Ministère, c'est-à-dire l'appareil gouvernemental. On peut supposer alors que l'idéologie syndicale dominante vient remplir les « trous » laissés par les réglementations gouvernementales, les fameuses « marges de manœuvre » que les professionnels appellent la « liberté pédagogique » (toujours relative bien sûr).

Ce que l'analyse de l'idéologie Freinet peut ajouter à ces remarques, c'est que le schéma rapidement brossé par Althusser n'est que partiel : l'idéologie des instituteurs du SNI n'est que l'idéologie dominante, l'idéologie Freinet est une idéologie encore dominée (maintenue à la marge) mais dont l'existence divise l'idéologie des instituteurs. La lutte de classes vient produire ses effets jusque dans l'idéologie pédagogique de l'enseignement primaire ; et selon Baudelot et Establet, les instituteurs Freinet viennent faire grincer la machine, ou selon l'autre image d'Althusser, faire entendre des « fausses notes » dans le concert dominant. En quoi consiste cette résistance ?

Baudelot et Establet commencent par rappeler l'enracinement politique explicite de l'idéologie Freinet : Célestin Freinet, fondateur de ce mouvement pédagogique, est membre du PCF et propose une critique politique de l'appareil scolaire. Critique de l'école et critique

⁶⁸ L. ALTHUSSER, *Sur la reproduction*, op.cit., p.114.

⁶⁹ *Ibid.*, p.115.

⁷⁰ Syndicat National des Instituteurs, principal syndicat du primaire de 1920 à 1992. Il donne naissance à l'UNSA en 1992.

de la société bourgeoise sont liées dès les années 1920 chez le fondateur du mouvement. Quelles sont les idées principales de cette idéologie ? Il s'agit pour l'instituteur de partir de l'intérêt des élèves pour certains sujets et de les amener à s'exprimer le plus librement possible (texte libre au lieu de rédaction à sujet imposé, calcul à partir de problèmes réellement posés par les élèves), et aussi de pratiquer un rapport vivant au monde de la production. Baudelot et Establet s'appuient sur un long texte de Georges Gaudin publié dans le numéro de juillet 1970 de la revue du mouvement *L'éducateur* : celui-ci indique à quel point Freinet dénonce dans l'école républicaine une école de dressage et de conformisme, coupée de la vie, et essentiellement tournée vers un impératif de sélection d'élites (de « fausses élites culturelles »). Le projet de Freinet est de retourner contre l'école ses fonctions officielles (éduquer, émanciper) : non pas rejeter l'école en tant que telle⁷¹, mais la détourner de ses fonctions dominantes *réelles* (opérer un triage social sur la base de la division sociale-technique du travail). G. Gaudin reconnaît que certains éléments de l'idéologie Freinet sont discutables (croyance en la spontanéité des enfants, conception plutôt artisanale du travail), il montre que c'est néanmoins une tentative de lutter contre les formes bourgeoises de la scolarisation (culture livresque, etc.). D'ailleurs, l'histoire du mouvement Freinet est jalonnée de procès, c'est-à-dire de la répression des instituteurs par l'Etat bourgeois. Celui-ci peut s'appuyer notamment sur le conformisme des familles qui sont effrayées par la perspective des examens et des diplômes nécessaires pour s'insérer dans le marché du travail : en produisant des normes scolaires conformes à la division sociale-technique du travail, l'Etat contraint ses sujets à ne pas dévier de ses lignes droites pédagogiques dominantes : il peut alors exploiter la peur de déclassement de certaines familles et le désir d'ascension d'autres pour les transformer en impossibilité psychique de concevoir une autre éducation. Malgré ces résistances de la hiérarchie de l'appareil scolaire, et des familles correctement « étatisées », le mouvement Freinet a pu se développer mais comme « épiphénomène » (surtout dans les campagnes) : l'AIE scolaire peut tolérer à sa marge ce qui ne saurait être en son centre. On comprend à partir de là ce que pourrait être une éducation sous la Dictature du prolétariat : une extension au centre de tendances idéologiques dominées et maintenues à la marge.

Justement, à propos d'un possible essor de l'idéologie Freinet, G. Gaudin mentionne l'impact récent de Mai 68, ce qui constitue, notons-le, une des très rares occurrences du terme dans le livre de Baudelot et Establet. Avec Mai 68, c'est le modèle de l'école-caserne qui commence à se fissurer : pour autant, cela ne signifie pas une inévitable extension de cette idéologie, cela indique avant tout un enjeu de lutte ; l'Etat, contraint par les événements de se réformer dans ses appareils, et notamment dans l'AIE scolaire, doit tout faire pour colmater les brèches et neutraliser au maximum les forces hétérogènes. C'est pourquoi Baudelot et Establet finissent leur chapitre sur le « métier d'instituteur » en évoquant l'affaire d'Enveigt : l'instituteur André Got qui pratique son enseignement de CM2 autour des activités de production des fermiers et ouvriers de la région se fait rappeler à l'ordre par l'inspecteur d'enseignement primaire ; cette pratique ne correspond pas aux normes du réseau SS., et met en péril le triage des élèves des deux réseaux, c'est-à-dire détourne complètement l'Ecole de sa finalité. De nouveau, dans cette affaire, la hiérarchie de l'appareil scolaire a pu faire fond sur une contestation de certains parents d'élèves et de conseillers municipaux ; l'idéologie dominante se réalise dans différents appareils idéologiques, parmi lesquels l'appareil familial et l'appareil politique. Mais ici, il faut surtout retenir l'action concertée de l'appareil scolaire et de l'appareil familial, deux appareils qui ont en charge la formation des individus-sujets de leur naissance à leur chute dans le marché du travail. On peut également retenir que cette intervention des parents d'élèves, en tant que parents d'élèves *responsables*, c'est-à-dire

⁷¹ Comme Choulguine en Russie qui, après la Révolution bolchevique, exige la mort de l'école, institution bourgeoise.

jouant bien leur rôle de parents, c'est-à-dire correctement interpellés par l'idéologie familiale, en faisant concert avec les pratiques dominantes de l'AIE scolaire, peut être considérée comme politique : c'est la politique de la classe dominante comprise comme répression de toutes les tentatives de faire échec à l'idéologie dominante dans l'une de ses composantes.

Mais s'il faut intervenir pour faire de la répression, c'est que la lutte de classes traverse l'AIE scolaire. Dans la lutte de classes, la lutte sur le front pédagogique est peut-être limitée, mais elle a une portée réelle, bien mise en évidence par la crise de l'hégémonie bourgeoise que représente Mai 68. La pédagogie Freinet n'est pas *la* solution pédagogique que doivent adopter les marxistes, elle est une possibilité pédagogique qui a le mérite d'exister. En donnant cet exemple de lutte menée par des instituteurs Freinet, et en interpellant tous les autres à rejoindre leur combat, Baudelot et Establet s'adressent aux agents de l'idéologisation petits-bourgeois de l'appareil scolaire et leur proposent des éléments théoriques marxistes pour comprendre leur position dans l'appareil scolaire et chercher à inventer les moyens d'y lutter ; bref, sans le dire, ils posent la question d'une « alliance de classes ». Nous l'avons vu, Althusser le fait implicitement dans ses textes sur Mai 68 : il invite le Parti à changer son rapport aux masses étudiantes petites-bourgeoises. Or, le Parti en a été incapable : à cause de sa peur des mouvements de masse.

Il nous faut revenir maintenant à l'autre effet à distance de la RCC, après la mise au jour du caractère primordial du front de l'éducation : la critique de la tendance à l'« étatisation » du Parti et la nécessité pour lui d'un nouveau rapport plus confiant aux masses. C'est l'objet de notre troisième et dernière partie.

3. L'après-Mai 68 : la crise de la « forme parti »

S'il est possible de tirer des leçons croisées de la RCC et de Mai 68 pour Althusser, c'est bien autour de la question du lien du Parti à l'Etat, et aux masses. Dans son article anonyme sur la RCC, Althusser met en lumière la solution pratique que la RCC a trouvée (sans la théoriser néanmoins) au problème de l'étatisation du parti : le recours aux masses, à leur initiative. On peut attendre de celui-ci qu'il incite les membres du parti à s'écarter de la régression vers la « voie capitaliste », et plus profondément qu'il contraigne le parti lui-même à rester relativement extérieur à l'Etat dans la période « transitoire » de la Dictature du prolétariat. Comment transposer le problème chinois dans un Etat bourgeois ? On peut le prendre justement par l'attitude du parti à l'égard des masses en Mai 68 : Althusser soutient que le parti a été à la traîne derrière le mouvement de masse (aussi bien étudiant qu'ouvrier). Bien sûr, cela est conforme, dans un premier temps, à la thèse du primat de mouvement de masse sur l'appareil du parti. Mais, je crois que, plus profondément, cette attitude s'explique en grande partie par l'intégration du Parti dans les rouages de l'Appareil idéologique d'Etat politique bourgeois. Althusser affronte ce problème dans toute une série de textes qui s'échelonnent du manuscrit de 1969 *Sur la reproduction* jusqu'aux textes de crise des années 1977-1978, textes qui peuvent tous être considérés de ce point de vue comme des prolongements des interrogations nées dans l'article non signé de 1966. Je diviserai mon analyse en deux moments : dans un premier temps, je me consacrerai à l'analyse du parti comme pièce de l'AIE politique, avant de tenter d'étudier, dans un second temps, comment Althusser conçoit les moyens de "révolutionnariser" le parti dans les textes dits « de crise ». Il me semble qu'on peut soutenir qu'il faut attendre la fin des années 1970 pour qu'Althusser tire réellement les leçons des innovations politiques de Mai 68, mais cette théorisation le mènera aux limites du cadre de la conceptualisation marxiste des luttes sociales et politiques. C'est à ce moment-là (dernier moment de cet exposé déjà trop long) que pourra être envisagée

la confrontation des ultimes propositions d'Althusser avec celles de ses proches compagnons d'armes théoriques : aussi bien Etienne Balibar que Nicos Poulantzas⁷².

Commençons donc par l'analyse du parti comme pièce de l'appareil idéologique d'Etat politique. Il me semble que deux choses méritent d'être dites en introduction à cette analyse. Premièrement, on l'a vu dans la deuxième partie, pour Althusser, l'appareil idéologique dominant de la formation sociale capitaliste est l'appareil scolaire (couplé à l'appareil familial) ; aussi faut-il comprendre que ce n'est pas l'appareil politique. Althusser en veut pour preuve que la domination de la classe dominante peut se donner des formes très variées de cet appareil :

« Il *semble* bien que l'appareil idéologique d'Etat dominant dans les formations capitalistes ne soit pas l'Ecole, mais l'appareil idéologique d'Etat *politique*, à savoir le régime de démocraties parlementaires assorti du suffrage universel et des luttes de partis.

Pourtant l'histoire, même récente, montre bien que la bourgeoisie a pu et peut fort bien s'accommoder de formes très variées de son Appareil idéologique d'Etat politique, différentes formes de la démocratie parlementaire : l'Empire, n°1 et n°2, la Monarchie à Charte (Louis XVIII, Charles X), la Monarchie parlementaire (Louis-Philippe), la démocratie présidentielle (de Gaulle) pour ne parler que de la France. [...]

Nous pensons donc avoir de fortes raisons de penser que, derrière le 'théâtre' des luttes politiques, dont la bourgeoisie a donné le spectacle ou imposé le supplice aux masses populaires, ce qu'elle a mis en place comme son appareil idéologique d'Etat n°1, donc *dominant*, c'est l'*Appareil scolaire*, qui a en fait remplacé, dans ses fonctions, l'ancien Appareil idéologique d'Etat dominant, à savoir l'Eglise. On peut même ajouter : le couple Ecole-Famille a remplacé le couple Eglise-Famille⁷³ ».

Cette citation nous montre que, dans une perspective althussérienne, l'importance de l'appareil politique doit être relativisée au profit de celle de l'appareil scolaire-familial. Toute approche juridique formaliste doit être écartée et laisser la place à l'analyse concrète des rapports de pouvoir produisant et reproduisant dans leur matérialité les rapports de production capitalistes, c'est-à-dire les rapports d'exploitation⁷⁴.

La deuxième chose à dire en introduction à propos de l'AIE politique et de la qualification du parti comme pièce de cet AIE est l'embarras d'Althusser dans le manuscrit de 1969 ; comme je l'ai indiqué dans la courte présentation de ma traduction de l'extrait de la lettre du 15 mars 1969 à Macciocchi, il a fini par reculer devant le projet de publication en français de ses échanges épistolaires avec la journaliste italienne. La raison de ce recul est vraisemblablement liée à son refus de cautionner publiquement une critique de la bureaucratisation du PCI, critique qui aurait valu *a fortiori* pour le parti français. Ainsi, on ne

⁷² Il est difficile de cacher que d'un point de vue marxiste ces débats ne peuvent que, dans un premier temps, conduire à la mélancolie : ils représentent pour ainsi dire le chant du cygne théorique et politique du marxisme. En effet, avec la fin des années 1970 et le début des années 1980, c'est le marxisme qui disparaît comme doctrine hégémonique à gauche, marxisme qui était défini par Althusser comme la « fusion » entre une théorie (le matérialisme historique) et le Mouvement ouvrier. Pour autant, au-delà des affects mélancoliques, on peut soutenir que les problèmes que ces derniers grands théoriciens marxistes ont eu l'immense mérite de poser et d'affronter n'ont pas encore été résolus, ni en théorie ni en pratique : ce sont encore *les nôtres*.

⁷³ L. ALTHUSSER, *op.cit.*, p.173-174.

⁷⁴ De ce point de vue, Althusser est, me semble-t-il, fidèle à Lénine, plus précisément au Lénine de la conférence « De l'Etat » (1919) qui soutient que la dictature de la bourgeoisie peut prendre des formes institutionnelles très variées, et que celles-ci ne changent rien à la domination de classe qui repose sur les rapports d'exploitation.

trouve dans le manuscrit aucune référence explicite à l'attitude du parti en Mai 68 : néanmoins, on peut dire que les passages consacrés au parti sont saturés d'allusions implicites à la peur du parti devant le mouvement de masse en Mai 68 et à son désir d'y mettre fin par le recours au jeu électoral (arrêtons la grève et allons voter, c'est-à-dire répondons à l'interpellation de l'AIE politique bourgeois).

Il est tout de même significatif que le chapitre qui présente la nouvelle théorie de l'Etat (comme ensemble de l'Appareil répressif d'Etat et des Appareils idéologiques d'Etat), et qui donne une liste provisoire et non exhaustive des AIE, soit immédiatement suivi d'un chapitre intitulé « Brèves remarques sur les AIE politique et syndical de la formation sociale capitaliste française »⁷⁵ : il semble que la présentation du parti et du syndicat, c'est-à-dire des organisations de la lutte des classes, comme des Appareils d'Etat soit une provocation susceptible de heurter un lecteur communiste. En effet, Althusser montre qu'il faut affronter un paradoxe : comment une organisation révolutionnaire comme le parti peut-elle être intégrée à l'Appareil d'Etat bourgeois ? Son idéologie n'est-elle pas absolument incompatible avec l'idéologie d'Etat de l'Etat bourgeois ?⁷⁶ L'idéologie défendue par le parti organisateur de la lutte de classe se présente comme antagoniste, et à ce titre, elle est en position d'exception dans l'AIE politique : à la fois dedans et dehors. Ce dehors peut être entendu de deux manières : ce peut être l'extériorité de la lutte de classes qui se mène dans la société, et ce peut être également le lointain temporel visé, en l'occurrence le socialisme, ou période « transitoire » vers le communisme. Althusser cherche à démontrer que l'existence d'un parti révolutionnaire dans l'AIE politique n'est pas une aberration historique. Au contraire, pour la formation sociale capitaliste française, il faut souligner en quoi elle est le résultat de luttes de classes entamées sous l'événement « raté » de la bourgeoisie française : la Révolution de 1789. En effet, la bourgeoisie française n'a pas pu renverser l'ordre féodal-aristocratique sans l'appui du peuple : la Révolution est à proprement la naissance de la politique moderne divisée en différents courants antagonistes, et parmi eux déjà des courants populaires-radicaux (comme les Sans-culottes). Le XIX^e siècle, de ce point de vue, n'est que le prolongement de cette ouverture, c'est pourquoi il est traversé par les luttes radicales et révolutionnaires (1848, la Commune). En somme, le prolétariat (la somme des incomptés de la société bourgeoise) éduque l'Etat bourgeois, et façonne son appareil idéologique politique : ainsi, en 1848, il conquiert le suffrage universel (masculin). Même le droit de vote est une conquête des luttes du prolétariat ; il n'est pas exagéré de soutenir que ce sont les luttes populaires qui ont donné un contenu à la devise de l'AIE politique français (« Liberté, égalité, fraternité »), et que la bourgeoisie a été, pour ainsi dire, prise au piège de ses propres mots⁷⁷ :

« Je coupe court, pour dire que la leçon de toutes ces luttes de classe, 'exemplaires' (Engels), non pour la bourgeoisie mais pour le prolétariat et pour le peuple français, fut telle que la bourgeoisie dut reconnaître, lorsqu'elles parvinrent, en dépit d'énormes difficultés et de sacrifices sans nombre, [à s'imposer, les] organisations de lutte de classe prolétariennes, politique et syndicale. Prise au mot de

⁷⁵ L. ALTHUSSER, *Sur la reproduction*, op. cit., p.125-132.

⁷⁶ Rappelons que l'Etat se réserve toujours le droit d'interdire des formations politiques qu'il juge trop éloignées de son idéologie ; ainsi deux exemples très divers : l'interdiction officielle en 1970 de la Gauche prolétarienne en France, et récemment l'interdiction du parti indépendantiste basque Batasuna par l'Etat espagnol.

⁷⁷ On sait que J. Rancière axera toute sa pensée des mouvements politiques sur la définition de l'homme comme « animal littéraire » qui se laisse détourner de son destin social (être assujéti, soumis, etc) par la puissance des mots. La déclaration d'égalité n'est pas un écran de fumée qui masque la domination ; c'est un élément de puissance qu'il faut majorer et dont les sujets peuvent vérifier l'efficace dans leurs luttes, cf. J. RANCIÈRE, *La Méésentente. Politique et philosophie*, Galilée, Paris, 1995, p.118-131.

son passé, non seulement de la lutte de ses idéologues et écrivains du XVIII^e siècle, mais de sa tradition 'démocratique' (Liberté, Égalité, Fraternité), prise au fait du secours des masses ouvrières sur lesquelles elle n'avait pas craché, ni en 1830, ni en février 1848, ni dans les derniers sursauts de sa lutte de classe contre l'Aristocratie (par exemple dans sa lutte contre l'Église à la fin du XIX^e siècle), bref, prise à la gorge par la puissance de la lutte de classe populaire puis prolétarienne, la bourgeoisie prit le parti de reconnaître dans ses AIE les organisations de lutte de classe prolétariennes, politique et syndicale⁷⁸ ».

Ces précisions historiques étaient nécessaires pour clarifier la possibilité d'une lutte de classes dans des formes légales et institutionnalisées ; l'AIE politique n'est pas de part en part un simple instrument manipulable à volonté par la classe dominante, il est également traversé par la lutte de classes à laquelle il donne, malgré les réticences de la classe dominante, une forme d'expression. Cela étant dit, il est temps de passer à l'essentiel pour Althusser : la distinction entre deux attitudes du parti à l'égard de cet AIE. Soit, il se laisse tellement bien intégrer à l'appareil et à son idéologie électoraliste-parlementaire qu'il en devient un simple rouage, et aligne sa pratique sur les autres partis, c'est-à-dire les partis bourgeois : c'est la voie « sociale-démocrate ». Dans ce cas, le parti sert loyalement les intérêts du capital en réfrénant ses désirs immodérés (et à terme déraisonnables) de surexploitation : c'est la politique de « collaboration de classe ». Soit, le parti, bien que présent dans l'AIE politique, s'y introduit comme un grain de sable qui enraie le fonctionnement normal de la machine, ou, selon une autre image appréciée d'Althusser, y fait entendre les « fausses notes » discordantes de la lutte des classes. Néanmoins, Althusser précise que l'action du Parti dans l'AIE politique reste très limitée : il ne peut que donner un écho aux luttes de classes qui se mènent pour leur plus grande part hors de l'AIE politique. L'essentiel de la politique consiste à organiser, hors de l'AIE politique, la classe ouvrière et ses alliés (d'abord le prolétariat rural, puis une partie de la petite-bourgeoisie des campagnes, et les « travailleurs intellectuels »⁷⁹). Plus précisément, Althusser dit que le parti doit s'appuyer sur le droit politique reconnu par la bourgeoisie pour en tirer des effets de propagande et d'agitation : il ménage la possibilité de tourner le droit bourgeois tout en le respectant ; ainsi, le droit lui-même devient un enjeu de lutte, et partiellement utilisable dans et pour la lutte de classe.

Mais l'important pour Althusser est de prévenir la tentation « sociale-démocrate » : éviter que le parti se prenne si bien au jeu politique bourgeois qu'il devienne un rouage permanent de son fonctionnement, et que la politique devienne un « métier », une profession dans la division sociale des tâches, bref une « fin en soi ». Dans ces conditions, le parti mettrait toute son énergie dans les campagnes électorales ; ou plutôt, la direction exploiterait toute l'énergie des militants de base pour la compétition électorale. C'est justement cette bureaucratisation qui inquiète Maria Antonietta Macciocchi dans ses lettres, et qu'Althusser n'a pas dû vouloir cautionner publiquement en 1969. Cet extrait d'une lettre de Macciocchi à Althusser résume très bien l'enjeu de la critique que mène la militante italienne lors de sa campagne électorale napolitaine de mai 1968 :

« Si je devais, en conclusion de ces lettres, dire quel est *le problème des problèmes*, parmi tant de choses vues, entendues, dites, écrites, je dirais que c'est le *problème* du parti, qui ne peut être séparé de *sa ligne politique*. Plus concrètement : que doit-on faire pour transformer l'énorme charge d'énergie libérée par le parti au cours d'une campagne électorale, en charge révolutionnaire permanente ?⁸⁰

⁷⁸ L. ALTHUSSER, *op.cit.*, p. 132.

⁷⁹ Dans le manuscrit de 1969, Althusser parle donc de ce qu'il n'aborde pas (explicitement) dans la lettre du 15 mars 1969 à Macciocchi : la question des alliances de classe avec les étudiants et autres « travailleurs intellectuels ».

⁸⁰ Maria Antonietta MACCIOCCHI, « Lettre à Louis Althusser datée du 1^{er} juillet 1968 », in Maria Antonietta MACCIOCCHI, *Lettres de l'intérieur du parti. Le parti communiste, les masses et les*

Macciocchi repère dans l'intégration du parti à l'AIE politique une tendance à la routinisation bureaucratique de sa pratique politique : l'activité du parti est réglée par le calendrier des consultations électorales, c'est-à-dire par l'Etat bourgeois. L'accomplissement absolu de cette tendance est la « sociale-démocratisation » du parti, ce qu'Althusser veut prévenir dans le manuscrit de 1969 : si le parti devait se limiter à une pratique « parlementaire » de la politique, il sombrerait dans ce que Lénine appelle le « crétinisme parlementaire ». L'activité d'un parti de masse consiste principalement à mobiliser et orienter les masses, pas à jouer le jeu électoral-parlementaire de l'appareil politique bourgeois. Néanmoins, on a vu que, dans le manuscrit de 1969, Althusser maintient la possibilité, pour le parti intégré à l'AIE politique, d'un rôle amplificateur des luttes de classes: il n'interdit pas du tout la participation du parti au jeu électoral. Autrement dit, s'il prévient une tendance au « crétinisme parlementaire », il ne tombe pas pour autant dans l'excès inverse qui serait alors un « crétinisme anti-parlementaire »⁸¹. L'erreur « crétiniste » aurait deux penchants : un droitier (social-démocrate) et un gauchiste (« mouvementiste ? ») ; dans les deux cas, l'erreur consiste à fétichiser le rapport à l'Etat et à son appareil politique en bien ou en mal. Althusser, en 1969, conçoit le droit comme partiellement utilisable pour les luttes de classes.

Il faut reconnaître que si en 1969 les choses sont claires *théoriquement*, elles ne le sont pas encore *politiquement* : Althusser recule devant une critique frontale et publique du parti. On sait que ce genre de critique est tiraillé entre deux pôles : le pôle empirique-conjoncturel et le pôle fonctionnel-structurel ; autrement dit, pour parler plus simplement, la critique que peut adresser un théoricien-militant à son parti oscille entre une critique conjoncturelle de l'action du parti à un moment de son histoire (exemplairement en Mai 1968) et une critique fonctionnelle (le parti n'a plus de fonction nécessaire). Cette formulation est encore trop imprécise, la critique fonctionnelle doit tenir compte des différentes dimensions du parti : parti de masse, parti d'avant-garde, et parti électoral. J'ai commencé par étudier principalement la dimension électoral-parlementaire du parti ; une critique fonctionnelle peut rejeter une des fonctions (par exemple la fonction parlementaire-tribunicienne) au profit des autres (par exemple la fonction mobilisatrice révolutionnaire). L'enjeu de la lecture des textes dits de crise pourra être le suivant : tenter de repérer quel type de critique fonctionnelle Althusser réalise. Va-t-il, en proclamant l'extériorité du parti à l'Etat, jusqu'à éliminer des fonctions du parti la fonction parlementaire-tribunicienne ?

Mais nous n'en sommes pas encore là. Avant d'en arriver là, j'aimerais revenir plus précisément sur la critique des effets négatifs de l'intégration du parti à l'Appareil d'Etat, et pour cela, je pense qu'il faut se reporter au pamphlet de 1978 *Ce qui ne peut plus durer dans le parti communiste*⁸². Ce texte, sévère mais fondé théoriquement⁸³, formule explicitement et publiquement ce qu'il fallait péniblement et laborieusement lire entre les lignes des textes de l'immédiat après-68. Pourquoi Althusser a-t-il fini par critiquer le parti publiquement ? A ce propos, j'avancerais une petite hypothèse (invérifiable) : il me semble que le début de la

forces révolutionnaires pendant la campagne électorale à Naples en mai 1968, Paris, Maspero, collection « Cahiers libres », 1970, traduit de l'italien, p. 264.

⁸¹ Ce qui, soit dit en passant, est aujourd'hui la position de son ancien proche compagnon d'armes Alain Badiou. Mais il faut dire que, chez Badiou (ancien militant du PSU), ce rejet du jeu électoral est dicté par des considérations conjoncturelles, et pas par des positions de principe.

⁸² Il s'agit d'une tribune publiée dans le quotidien *Le Monde* : le journal du parti, *L'Humanité*, avait reçu l'instruction de la direction d'interdire toute tribune libre suite à la défaite de l'« Union de la gauche » aux législatives.

⁸³ En clair, il ne s'agit pas d'une simple manifestation d'humeur : quoique conjoncturel, ce texte, pour sa pleine compréhension, suppose l'arrière-plan théorique de la philosophie d'Althusser, et notamment de sa théorie de l'Etat et de l'idéologie. Ce serait une grossière erreur *théorique* de le mépriser à cause de son caractère apparemment très circonstancié.

critique « publique » d'Althusser, l'opuscule intitulé *22^e Congrès*, date de l'abandon par le Parti en 1976 du mot d'ordre (léniniste) de la Dictature du prolétariat. Celui-ci décrété administrativement, sans discussion théorique, engage le parti vers le renoncement à toute perspective révolutionnaire car, comme l'a montré Guillaume Sibertin-Blanc dans la séance précédente, il signifie l'abandon de toute ligne politique communiste. A la limite, en visant le socialisme qui ne se définit que négativement comme la période transitoire contradictoire de lutte entre éléments capitalistes et éléments communistes, le parti devrait abandonner son nom : il ne vise plus le communisme. Althusser n'ose pas en dire autant en 1976 ; il dit simplement que « la stratégie du mouvement ouvrier [...] ne peut être la simple stratégie du socialisme, elle est nécessairement la stratégie du communisme, sinon tout le processus risque, à un moment ou à l'autre (et il faut le prévoir), piétiner et s'embourber »⁸⁴. Il me semble que ce changement d'orientation stratégique, absolument considérable, est pour Althusser la goutte qui commence à faire déborder un vase qui déborde pour de bon après l'échec de l'« Union de la gauche » aux législatives de 1978.

On peut dire que la critique de la bureaucratisation du parti opérée par Macciocchi en 1968-1969 se trouve en toutes lettres dans le pamphlet de 1978 ; néanmoins, Althusser fonde théoriquement cette critique par une analyse des effets de l'intégration du parti à l'AIE politique bourgeois. A ce sujet, il faut lire attentivement le deuxième chapitre intitulé « L'organisation, une machine à dominer »⁸⁵ en le reliant à l'analyse de l'Etat comme machine de domination dans le manuscrit inachevé de 1978 « Marx dans ses limites »⁸⁶. De l'analyse de l'Etat comme machine de domination, on peut retenir l'idée que la machine est un dispositif artificiel qui transforme une énergie de type A en une énergie de type B. L'Etat transforme l'énergie ou la force de la lutte des classes en pouvoir légal (ce par quoi, pour paraphraser Foucault, le droit est la continuation de la guerre par d'autres moyens). Mais, Althusser ajoute en 1978 que seule la force de la classe dominante entre dans l'Etat, et fait donc de l'Etat un pur et simple instrument de domination de la classe dominante. Si le parti est une machine à dominer, c'est que lui aussi fonctionne sur le modèle de l'Etat, à tel point qu'on peut le qualifier, du point de vue de sa structure, d'Etat dans l'Etat. Ici, on peut recourir de nouveau à la distinction entre idéologie primaire et idéologie secondaire posée par Althusser en 1969 ; d'ailleurs, si l'un des exemples d'idéologie secondaire donnés par Althusser était l'idéologie scolaire (comme nous l'avons vu en deuxième partie), l'un des deux autres était justement l'idéologie secrétée par les appareils politiques (Althusser mentionnait le terme purement descriptif de « culte de la personnalité » pour qualifier l'idéologie de la direction du PCUS sous Staline). Que pourrait nous apprendre l'application de la distinction entre idéologie primaire et idéologie secondaire au cas du parti français compris comme pièce de l'AIE politique bourgeois ? Nous pourrions avancer ceci : l'idéologie primaire du parti est une anomalie, une position d'exception dans le régime des idéologies de partis politiques de l'AIE politique bourgeois ; quant à l'idéologie secondaire, elle est l'idéologie secrétée par la pratique politique de l'appareil calqué sur l'Etat bourgeois. A ce niveau, je pense qu'il faut clairement dire : l'idéologie secondaire est en contradiction avec l'idéologie primaire. Bien sûr, le texte écrit à la suite du XXII^e Congrès nous indique déjà, en creux, un abandon de la situation d'exception de l'idéologie politique du parti (qui abandonne pour ainsi dire l'horizon révolutionnaire). Mais, plus profondément, l'idéologie

⁸⁴ L. Althusser, *XXII^e Congrès*, Paris, Maspero, 1977, p.50.

⁸⁵ L. ALTHUSSER, *Ce qui ne peut plus durer dans le parti communiste*, Paris, Maspero, collection « Théorie », 1978, p.57-83.

⁸⁶ Louis ALTHUSSER, « Marx dans ses limites » (1978), in *Ecrits philosophiques et politiques - tome I*, Paris, Stock/IMEC, 1994, p.463 sv.

secondaire calquée sur le fonctionnement bureaucratique de l'Etat, pour des raisons d'efficacité, vient contredire l'idéologie de l'émancipation véhiculée par l'idéologie primaire. Car il est évident que c'est dès le début de l'organisation des luttes ouvrières et populaires que s'est posé le problème de l'homologie formelle entre parti et Etat, et pas depuis Mai 68 ou depuis la déroute aux législatives de 1978. Althusser affronte ici un problème qui est un impensé de toute la tradition marxiste révolutionnaire : la contamination matérielle de l'idéologie bourgeoise dans le mouvement ouvrier à travers l'organisation de ses luttes. Comme il le dit dans « Le marxisme aujourd'hui », un des textes de crise de 1978, cette idéologie bourgeoise se matérialise exemplairement sous la forme de la division, propre à l'Etat bourgeois, entre « gouvernants » et « gouvernés »⁸⁷. L'appareil du parti est donc calqué sur l'appareil parlementaire bourgeois. Je cite l'extrait du pamphlet de 1978 dans lequel Althusser explique concrètement le fonctionnement « bourgeois » du parti :

« Voici l'aspect parlementaire du parti. A une extrémité se trouve le peuple des militants, qui discutent librement dans leurs cellules et leurs sections. C'est le « peuple souverain » : mais il ne s'arrête pile une fois atteinte la barre des secrétariats de fédérations dirigés par des permanents. Là est la coupure, où l'appareil prend le pas sur la base. Là des choses commencent à devenir sérieuses (pour la direction). Si la volonté populaire de la base s'exprime dans les élections, c'est dans des formes ultra-réactionnaires (scrutin majoritaire à trois tours pour les congrès) et sous la surveillance étroite des « commissions de candidatures », statutaires pour les élections de « responsables », mais *illégalement étendues aux élections des délégués au congrès*.

Ces élections produisent la hiérarchie des responsables : membres des comités et bureaux des sections, fédérations, comité central, surmonté par son bureau politique et son secrétariat. Le comité central, élu par des délégués fédéraux triés sur le volet, est censé être l'organe souverain du parti, son législatif et son exécutif. Dans la pratique, cet organe souverain sert plus de chambre d'enregistrement pour les décisions de la direction et à les faire appliquer, qu'à proposer quoi que ce soit de neuf. On n'a jamais entendu dire que le comité central ait pris la moindre initiative. Dans les faits, le comité central est plutôt l'organe exécutif de la direction que son législatif : à ce titre, il est une sorte d'*assemblée générale des préfets* que la direction envoie et emploie dans toute la France à « suivre », c'est-à-dire à contrôler de près les fédérations, à nommer les secrétaires fédéraux et à régler les questions délicates.

La direction ne s'appuie pas seulement sur les membres du comité central, mais aussi sur la formidable force, souvent occulte, de ses fonctionnaires de toute nature, permanents et collaborateurs du comité central, ces inconnus non élus, recrutés sur titre de compétence ou de clientèle, toujours par cooptation – et les spécialistes de tous ordres⁸⁸ ».

On voit en quoi consiste la pénétration de l'idéologie bourgeoise dans le parti : elle s'incarne sous la forme de la division entre « peuple des militants de base » et « direction appuyée sur des permanents et des collaborateurs du comité central ». Pour revenir à l'idée de « machine » et à son calque sur la machine étatique, on peut établir ce parallèle : si l'Etat bourgeois transforme la force de la lutte des classes en pouvoir légal de la classe dominante, l'appareil du parti est une machine à transformer la volonté des militants de base en pouvoir de la direction ; Althusser parle à ce propos de « miracle de Transsubstantiation »⁸⁹. Le peuple des militants est dominé par une direction de « professionnels » inamovibles : la reproduction à l'identique d'un corps dirigeant est l'un des effets les plus considérables de l'assimilation du parti à l'appareil politique bourgeois. On peut au moins faire remonter à Sieyès, sous la Révolution française, la naissance d'une justification bourgeoise de la spécialisation de

⁸⁷ Louis ALTHUSSER, « Le marxisme aujourd'hui », in *Solitude de Machiavel*, Paris, PUF, collection « Actuel Marx Confrontation », édition préparée et commentée par Yves Sintomer, 1998, p.304-307.

⁸⁸ Louis ALTHUSSER, *Ce qui ne peut plus durer dans le parti communiste*, *op.cit.*, p.73-75.

⁸⁹ L. ALTHUSSER, *op.cit.*, p. 78.

l'activité politique dans la division sociale des tâches⁹⁰ : comme le dit Althusser, « le propre de la pratique bourgeoise de la politique consiste à *faire assurer sa domination par les autres* »⁹¹. La séparation entre gouvernants et gouvernés, réalisée dans l'appareil représentatif bourgeois, fait de la politique une « spécialité » dont les masses sont dépossédées ; or, le parti, dans son fonctionnement bourgeois, contrairement à l'idéologie révolutionnaire d'auto-émancipation du prolétariat, reproduit cette pratique bourgeoise de la politique. Cette contradiction entre idéologie révolutionnaire (auto-émancipation des masses) et idéologie secondaire (étatique-bureaucratique) est fatale pour le mouvement communiste : comment organiser l'émancipation à partir de son contraire ?

C'est ici que l'on peut retrouver les leçons de la RCC : contraindre le parti à « se révolutionnariser » pour éviter sa complète étatisation et la reproduction d'une bureaucratie d'experts gouvernant en lieu et place des masses. S'il faut le faire dès maintenant, dès avant une hypothétique conquête du pouvoir d'Etat, c'est que le parti, conçu sur le modèle de l'appareil d'Etat, est déjà en puissance un appareil séparé des masses gouvernant en leur nom. Le déficit théorique de la tradition marxiste sur l'organisation, et son idéologie, est ici un point aveugle particulièrement destructeur.

On peut continuer l'étude des conséquences fâcheuses de l'intégration du parti à l'appareil d'Etat ; si le parti est calqué sur l'appareil parlementaire d'Etat avec sa division entre direction et base militante, il est également calqué sur l'appareil militaire avec sa hiérarchie pyramidale et son cloisonnement vertical absolu :

« *Et voici l'aspect militaire du parti.* Tout ce qui vient d'être dit serait incomplet si l'on y ajoutait le principe fondamental du *cloisonnement vertical absolu*, qui rappelle la forme cloisonnée de la hiérarchie militaire. Le cloisonnement a un double effet. D'une part, il enferme tout militant de base dans l'étroite colonne montante qui va de sa cellule à la section, et, au-delà, à la fédération et au comité central. Cette « circulation montante » est dominée par les permanents responsables, qui filtrent soigneusement l'apport de la base en fonction de des décisions du sommet. D'autre part, le militant de base ne peut, en dehors des conférences de section et des conférences fédérales, s'il y est délégué, entretenir aucun rapport avec les militants d'aucune autre cellule, qui appartient à une autre colonne montante. Toute tentative pour établir un « rapport horizontal » est, encore aujourd'hui, déclarée « fractionnelle ». Enfin, si la « circulation montante » s'interrompt au niveau des fédérations, sans jamais atteindre le sommet, sauf avec son accord, en revanche, dans la même colonne, la « circulation descendante » ne connaît aucun obstacle : les ordres du haut atteignent tous la base.

On se croirait, en effet, dans une formation militaire, où l'efficacité opérationnelle implique à la fois le commandement absolu et le secret, mais aussi le cloisonnement radical des unités engagées dans le combat. Ce rapprochement n'a rien d'infamant. Il rappelle les périodes où le parti dut recourir aux formes de l'organisation et de la sécurité militaires pour se défendre et agir : la clandestinité du parti de Lénine, la clandestinité du parti sous la Résistance, etc. Autant les conditions justifiaient alors des mesures de cloisonnement, autant les conditions actuelles les rendent caduques, anachroniques et stérilisantes : non seulement pour les militants, mais pour les masses, et, à la limite, pour les responsables eux-mêmes⁹². »

Ce qui avait à la rigueur un sens dans des circonstances exceptionnelles justifiant la clandestinité n'en a plus hors de ces mêmes circonstances : en réalité, la machine du parti fonctionne au commandement absolu et au secret comme une administration bureaucratique hypercentralisée et cloisonnée. De ce point de vue, c'est l'administration de l'Etat qui se

⁹⁰ Sur cette question, je me permets de renvoyer à mon mémoire de DEA (notamment au 1.2.) accessible en ligne à l'adresse suivante :

<http://netx.u-paris10.fr/actuelmarx/alp0029.htm>

⁹¹ L. ALTHUSSER, *Ce qui ne peut plus dans le parti communiste*, op.cit., p.105.

⁹² L. ALTHUSSER, op.cit., p.75-76.

calque sur l'appareil militaire ; en se calquant, pour des raisons d'efficacité de commandement et de recherche d'une parfaite unité, sur le fonctionnement d'un appareil militaire, le parti transforme ses militants en soldats disciplinés et soumis, devant appliquer des directives comme des fonctionnaires au bas d'une échelle administrative. Il me semble que le parti est, comme l'analyse Althusser, une machine à dominer la masse des militants par la direction d'experts professionnels, et plus profondément, il ne fonctionnerait pas ainsi s'il n'était en même temps une matrice de subjectivations. Ainsi, le militant de base est subjectivé en soldat soumis et obéissant, et le permanent est subjectivé en professionnel bureaucrate carriériste (tendanciellement a-politique), « *permanent à vie*, rivé au parti par une loi d'airain, qui exige l'inconditionnalité en échange du gagne-pain »⁹³. La constitution d'un sujet comme sujet révolutionnaire, comme assujéti à une idéologie révolutionnaire est ici contrecarrée par l'intégration au parti : il y aurait une antinomie entre subjectivité révolutionnaire et subjectivité partisane (de parti intégré à l'appareil d'Etat). Foucault, dans ses derniers cours au Collège de France, a été très préoccupé, non pas par la figure du dandy comme Pierre Hadot le lui reprochait, mais par la figure de la subjectivité militante ou de la subjectivité révolutionnaire⁹⁴, et précisément, il a perçu une contradiction tendancielle au cours de l'histoire entre subjectivité partisane (entre adhésion à un parti) et subjectivité révolutionnaire. On peut citer cet extrait significatif qui ébauche quelques éléments d'une « histoire de la subjectivité révolutionnaire » à partir de la notion de « conversion » :

« Ce serait tout à fait inexact de ne voir et de ne mesurer l'importance de la notion de conversion que dans l'ordre de la religion, et de la religion chrétienne. Après tout, la notion de conversion est aussi une notion philosophique importante, et qui a joué dans la philosophie, dans la pratique philosophique, un rôle décisif. La notion de conversion a aussi dans l'ordre de la morale une importance capitale. Et puis enfin il ne faut pas oublier que la notion de conversion s'est introduite de façon spectaculaire, et on peut dire dramatique, dans la pensée, dans la pratique, dans l'expérience, dans la vie politique à partir du XIX^e siècle. Il faudra bien un jour faire l'histoire de ce qu'on pourrait appeler la subjectivité révolutionnaire. Et ce qui est intéressant, me semble-t-il, là-dedans, c'est qu'au fond, c'est une hypothèse ; je n'ai pas l'impression que, au cours ni de ce qu'on a appelé la révolution anglaise ni ce qui s'est appelé « la Révolution » en France en [17]89, il y ait jamais eu quelque chose qui soit de l'ordre de la conversion. Il me semble que c'est à partir du XIX^e siècle – encore une fois tout ça serait à vérifier de près –, vers les années 1830-1840 sans doute, et en référence justement à cet événement fondateur, historico-mythique, qu'a été, [pour le] XIX^e siècle, la Révolution française, c'est par rapport à cela qu'on a commencé à définir des schémas d'expérience individuelle et subjective qui seraient : la « conversion à la révolution ». Et il me semble que, tout au long du XIX^e

⁹³ L. ALTHUSSER, *op.cit.*, p.82. Althusser ajoute même que l'ouvrier en devenant un permanent est métamorphosé en « intellectuel fonctionnarisé », c'est-à-dire coupé de la classe ouvrière et entièrement soumis à la hiérarchie du parti. Que le « fonctionnaire » soit, dans l'idéologie dominante, un être soumis et défini par son devoir d'obéissance, nous est rappelé par la récente (et ridicule) affaire Ndiaye : les défenseurs de la lauréate du Goncourt ne cessent de clamer haut et fort : « Marie Ndiaye n'est pas une fonctionnaire aux ordres ! ». Par ailleurs, arracher certains prolétaires à la production pour les transformer en « professionnels » (« intellectuels ») de la politique, tel est l'effet le plus palpable de l'idéologie bourgeoise dans le parti : c'est la réalisation d'une division bourgeoise des tâches.

⁹⁴ Rappelons que Foucault a connu deux grandes expériences militantes au cours de sa vie : il a, comme chacun sait (ou aura oublié-refoulé), commencé par être militant du Parti Communiste ; puis, son expérience militante la plus décisive est, dans le courant des années 1970, son activité auprès des prisonniers au sein du GIP. Par ailleurs, il ne faut pas oublier que son compagnon était, au début des années 1970, militant à la Gauche prolétarienne ; et justement, les thèmes de la GP (« guerre civile », illégalismes populaires) sont présents dans ses cours au Collège de France des années 1973 et 1976. Ma conclusion : s'il s'intéresse, à la fin de sa vie, à la figure militante, c'est pour tenter de chercher le sens philosophique de ses engagements politiques passés.

siècle, on ne peut pas comprendre ce qu'a été l'individu révolutionnaire et ce qu'a été pour lui l'expérience de la révolution si on ne tient pas compte de la notion, du schéma fondamental de la conversion à la révolution. Alors le problème serait à la fois de voir comment s'est introduit cet élément qui relevait de la technologie de soi la plus traditionnelle – je dirais : la plus historiquement épaisse et dense puisqu'elle remonte à l'Antiquité⁹⁵ –, comment cet élément de technologie de soi qu'est la conversion s'est branché sur ce domaine nouveau et ce champ d'activité nouvelle qu'était la politique, comment cet élément de conversion s'est nécessairement, ou en tout cas exclusivement, lié au choix révolutionnaire, à la pratique révolutionnaire. Il faudrait voir aussi comment cette notion de conversion a été petit à petit validée – puis absorbée, puis épongée, et enfin annulée – par l'existence même d'un parti révolutionnaire. Et comment on est passé de l'appartenance à la révolution par le schéma de la conversion, à l'appartenance à la révolution par l'adhésion à un parti. [...] Bon. Il y aurait là toute une histoire à faire »⁹⁶.

Ce passage, qui n'est qu'une ébauche, peut être utilisé, à mon avis, pour notre problème actuel : l'adhésion au parti révolutionnaire, d'abord conçu dans la clandestinité et fonctionnant sur le mode du cloisonnement vertical absolu d'une organisation militaire, et ensuite bureaucratisé par son appartenance à l'appareil d'Etat, finit par devenir contradictoire avec l'idée même de subjectivité révolutionnaire. Est-il utile de rappeler les célèbres formules sur l'auto-émancipation des masses ? « La libération des prolétaires sera leur propre œuvre » ; or, l'organisation que décrit et analyse Althusser aboutit au contraire à une démission collective des militants au profit de la direction qui monopolise la théorie et la ligne politique et qui envoie ses troupes dans les batailles électorales. L'organisation devient une machine à contrôler et à manipuler ses membres, et à reproduire la division bourgeoise entre ceux qui pensent et commandent et ceux qui exécutent, la fameuse division entre « travail intellectuel » et « travail manuel ». Althusser dit à ce propos que le parti repose sur l'exploitation, par la direction, de la confiance des militants de la base, confiance qui peut aller jusqu'à devenir aveugle (« le parti – c'est-à-dire la direction – a toujours raison ») : ce qui devrait fonctionner sur le mode de la mise en commun des intelligences en vue de la formation d'un « intellectuel collectif » se transforme en démission des intelligences au profit d'une minorité dirigeante : le projet d'auto-émancipation qui devait se réaliser sous la forme d'une subjectivité collective qui s'auto-éduque sur la base d'échanges, de débats et de luttes se transforme en figure relookée (et adoucie ?) du despotisme éclairé.

Cette situation est, on le comprend bien, plus que préoccupante : elle est proprement dramatique. Si Althusser intervient dans les débats portant sur le marxisme, sa théorie de l'Etat et du parti dans les années 1977-1978, c'est justement pour indiquer une possible résolution de ce problème. Nous savons déjà que cela consiste à faire résonner de nouveau, dans le cadre des Etats bourgeois, les leçons pratiques de la RCC : lutter contre l'incorporation étatique du parti par le recours à l'initiative des masses. Et nous avons déjà posé un problème que nous retrouvons maintenant : la critique du parti doit-elle porter sur toutes ses fonctions ou seulement sur l'une d'entre elles ? La critique du parti doit-elle conduire à une soustraction du parti au jeu politique bourgeois ? Le parti doit-il se concentrer sur sa fonction de mobilisation des masses et d'avant-garde des mouvements politiques ? Il me semble que ce sont ces questions qui sont au cœur des derniers textes publics d'Althusser. Comme les formulations sont parfois un peu elliptiques du fait que la recherche d'Althusser

⁹⁵ Foucault mentionne plus haut des références à la notion de conversion chez des auteurs stoïciens tels que Sénèque ou Marc Aurèle.

⁹⁶ Michel FOUCAULT, *L'Herméneutique du sujet. Cours au Collège de France. 1981-1982*, « Cours du 10 février 1982 », Paris, Hautes Etudes Gallimard Seuil, 2001, p.199-200.

atteint les limites du cadre conceptuel marxiste, il faut bien reconnaître une forme d'embarras du commentateur : le marxisme est conduit à ses apories. C'est la tentative d'exploration de ces apories que nous allons désormais effectuer, d'abord chez Althusser, puis chez ses proches compagnons d'armes, Etienne Balibar et Nicos Poulantzas.

Je dirais que la nécessité d'une réforme du parti, voire d'une révolutionnarisation du parti, est tout autant liée aux enseignements pratiques de la RCC qu'à ceux de l'attitude du parti en Mai 68 : les textes d'Althusser postérieurs à Mai entrecroisent toujours implicitement la référence à ces deux événements (aussi bien théoriques que pratiques⁹⁷). Pour ce qui est de la critique de l'attitude du parti en Mai 68, liée, nous l'avons dit, à son intégration à l'AIE politique bourgeois, il est temps de citer la formulation *explicite* qu'en donne Althusser dans son pamphlet de 1978 :

« La tradition marxiste considère que c'est l'action des larges masses qui est déterminante, et qu'il faut concevoir l'action de la classe ouvrière en fonction de cette détermination. C'est des larges masses que viennent les initiatives historiques de portée révolutionnaire : l'invention de la Commune, les occupations d'usines en 1936, la conquête populaire des Comités de libération en 1944-1945, la prodigieuse surprise de mai 1968 en France, etc. Et *un parti se juge en priorité à sa capacité d'attention aux besoins et aux initiatives des masses populaires.*

Sur cette question absolument décisive du rapport étroit avec les masses, le parti sut autrefois prendre position. C'est une tendance de son histoire. Mais il y a aussi la tendance contraire qui ne cesse de se répéter et de s'accroître : le réflexe de refus devant tout ce qui n'est pas contrôlé par l'appareil, devant les formes nouvelles qui peuvent inquiéter les certitudes et l'ordre établi. Ainsi mai 1968 : le parti s'y coupa délibérément des masses étudiantes et petites-bourgeoises, *parce qu'il n'en avait pas le contrôle* et fit pression sur la classe ouvrière pour que son action reste strictement revendicative. En général, la peur instinctive de ce qu'il ne contrôle pas d'en haut, à partir de sa « théorie » ou de son appareil, fait que le parti, quand il consent à se mettre en mouvement, démarre toujours avec quelques bons trains de retard. Il n'en détient pas moins dans ses serviettes, *d'avance*, la vérité sur ce qui va se passer, alors qu'il lui faudrait d'abord se mettre à l'écoute des masses et à l'étude de ce qui change. Marx disait : « La conscience est toujours en retard. » La direction du parti applique imperturbablement ce principe à la lettre, sans en soupçonner la virulence critique : *elle est sûre d'être consciente parce qu'elle est en retard*⁹⁸. »

Ce passage est admirable⁹⁹ : c'est un admirable concentré de bien des thèses que nous avons déjà rencontrées. On retrouve la thèse implicite dans la lettre de mars 1969 sur Mai 68 : le primat du mouvement de masse sur l'appareil du parti. Mais cette fois-ci, on trouve explicitement formulée l'idée, encore implicite dans les textes de 1969, selon laquelle le parti a délibérément mis fin au mouvement : par sa peur instinctive des masses étudiantes

⁹⁷ A ce propos, il faut citer cet extrait d'Althusser qui définit ce qu'est un événement théorique : « Les grands événements théoriques ne se passent donc pas toujours ni exclusivement dans la théorie : il arrive qu'ils se passent aussi dans la politique, et que, de ce fait, la pratique politique, en certains de ses secteurs, se trouve en avance sur la théorie. Il arrive que la théorie ne s'avise pas de ces événements théoriques qui se passent en dehors de son champ reconnu et officiel, alors qu'ils sont décisifs, sous bien des rapports, pour son propre développement », Louis ALTHUSSER, « Sur le travail théorique. Difficultés et ressources » (1967), in *PenseR Louis Althusser*, Pantin, Le Temps des Cerises, 2006, p.62. La RCC est un événement théorique dont l'article non signé propose une ressaisie théorique explicite ; quant à Mai 68, disons que la ressaisie théorique de sa *nouveauté* est plus tardive : elle semble se situer plutôt dans les derniers textes publics où il est dit clairement que le parti doit laisser son autonomie aux nouveaux mouvements politiques (femmes, étudiants, etc.).

⁹⁸ L. ALTHUSSER, *Ce qui ne peut plus durer dans le parti communiste*, op.cit., p.112-113.

⁹⁹ Notamment par la touche d'humour acerbe qui le clôt et qui nous rappelle les talents pamphlétaires d'Althusser.

(« gauchistes petites-bourgeoises ») et par sa limitation des revendications ouvrières, et également par l'appel à l'arrêt de la grève et à la réponse positive à l'interpellation de l'AIE politique bourgeois. Je rappelle mon hypothèse : c'est parce que le parti s'est excessivement intégré à l'appareil d'Etat, c'est parce qu'il s'est calqué sur l'appareil parlementaire et sur l'appareil administratif qu'il a été incapable de suivre et de diriger le mouvement contestataire ; ce mouvement était trop hétérogène par rapport aux formes « normales », aux formes « réglées » de la politique officielle, c'est-à-dire de la politique bourgeoise. Il faut également rappeler les deux réactions marxistes possibles face à une révolte de grande ampleur : soit craintive (et négative), soit confiante (et positive). Si le parti a été si craintif devant ce mouvement de masse étudiant *et* ouvrier, c'est qu'il n'est plus capable d'entendre les formes non codifiées de revendications politiques ; plus profondément, c'est une machine à dominer, ce qui signifie que tout son fonctionnement vise à garder le contrôle sur les masses (déjà de sa propre base). Si c'est bien le cas, il sera très peu probable, voire impossible, qu'il puisse accueillir favorablement un mouvement qui naît aussi loin de lui : le parti ne rêve que de mouvements nés des consignes syndicales et politiques de ses leaders. Or, nous le savons : c'est profondément contradictoire avec la thèse du primat du mouvement de masse sur les appareils. A force de se transformer en machine de négociation au sommet, dans les formes réglées de la concertation étatique, le parti est devenu sourd à la politique des masses. Pour regagner sa fonction politique révolutionnaire, le parti doit reconquérir son autonomie par rapport à l'Etat : c'est la thèse que nous allons envisager maintenant.

Cette thèse se trouve dans un texte qu'Althusser (« Le marxisme comme 'théorie finie' »¹⁰⁰) a écrit à propos de débats de communistes italiens sur la théorie marxiste de l'Etat. Eux-mêmes, intellectuels du PCI, répondent à une interpellation de N. Bobbio qui affirme que l'un des grands problèmes du marxisme est son *absence* de théorie de l'Etat. On peut dire que, dans ce texte, Althusser reprend le problème de la critique du rapport du parti à l'Etat, et de la nécessité d'un parti authentiquement révolutionnaire pour le passage à la période « transitoire » de la dictature du prolétariat¹⁰¹. Son exigence se formule ainsi : le parti doit être *hors Etat*, il doit maintenir une *extériorité politique* à l'égard de l'Etat, et cela aussi bien dans un Etat « socialiste » que dans un Etat capitaliste. Althusser revient à ce propos, dans une parenthèse, sur la RCC, qu'il interprète comme la tentative d'arracher le parti à l'Etat en le rendant aux masses :

« (Arracher le parti à l'Etat pour le rendre aux masses a été la tentative désespérée de Mao dans la révolution culturelle.)¹⁰² »

En d'autres termes, la RCC, pour Althusser, aura été la dernière tentative, dans un Etat socialiste, de réaliser la dictature du prolétariat. Car c'est là que se trouve le problème :

¹⁰⁰ L. ALTHUSSER, « Le marxisme comme 'théorie finie' », in *Solitude de Machiavel*, Paris, PUF, collection « Actuel Marx Confrontation », édition préparée et commentée par Yves Sintomer, 1998, p.290-291. J'utilise cette note pour signaler la sortie d'un livre d'Andrea Cavazzini consacré à ces textes de crise d'Althusser aux Editions Le Clou dans le Fer : Andrea CAVAZZINI, *Crise du marxisme et critique de l'Etat. Le dernier combat d'Althusser*, Reims, Editions Le Clou dans le Fer, collection « Matérialismes », 2009.

¹⁰¹ Je dis dès maintenant que je me suis permis d'ajouter en annexe un document sur la dictature du prolétariat : un texte récent de Slavoj Zizek qui tente de réactualiser ce concept tombé en désuétude (c'est le moins qu'on puisse dire...). Il m'a semblé d'autant plus intéressant de tenter de saisir ce que pourrait signifier aujourd'hui une « dictature du prolétariat » que le texte de Zizek, par certains de ses aspects, n'est peut-être pas si éloigné des positions d'Althusser, c'est-à-dire qu'en revanche il est éloigné des positions communistes « post-étatiques » de Badiou.

¹⁰² L. ALTHUSSER, « Le marxisme comme 'théorie finie' », in *Solitude de Machiavel*, *op.cit.*, p.290.

comment peut-on continuer à se dire révolutionnaire si l'on abandonne le mot d'ordre de la dictature du prolétariat ? C'est de la compréhension de ce mot d'ordre que dépend l'explication de l'exigence d'*extériorité politique* du parti à l'égard de l'Etat (de toute forme d'Etat). Althusser en donne une formulation raccourcie :

« Le parti doit être l'instrument numéro un de la 'destruction' de l'Etat bourgeois, avant de devenir (en pointillé...) *un* des instruments du dépérissement de l'Etat¹⁰³ ».

A mon avis, il faut ici procéder en deux temps : d'abord commencer par donner quelques éléments d'explication concernant la « dictature du prolétariat » qui peut aussi s'entendre comme « destruction de l'Etat bourgeois », et ensuite tenter d'en tirer des conséquences quant au rapport entre parti révolutionnaire et Etat. Donc, en quoi consiste cette proposition de « dictature du prolétariat » ? On peut dire que cette expression signifie l'exigence non pas d'une abolition immédiate de l'Etat (proposition anarchiste), mais d'une transformation d'une modalité de l'exercice du pouvoir : détruire l'Etat bourgeois, c'est faire fonctionner *autrement* le rapport entre Etat et masses. La première réalisation pratique de cette idée a été pour Marx et Lénine la Commune de Paris. Balibar, dans son article « La rectification du 'Manifeste communiste' ¹⁰⁴ », revient sur cette nouvelle forme politique conforme à un gouvernement des masses populaires, notamment par ses mesures économiques tendant à assurer l'émancipation de la classe ouvrière. On peut parler d'une « destruction » de l'Etat bourgeois au sens où la Commune s'attaque à la division principielle entre « gouvernants » et « gouvernés », et à l'appareil parlementaire qui est en la manifestation institutionnelle ; Balibar rappelle les deux aspects principaux de la nouvelle forme politique prolétarienne :

« 1. *Le peuple en armes*, condition et garantie de toutes les autres mesures (à la place de l'armée permanente) ;

2. *La suppression du parlementarisme et du fonctionnarisme*, devenus la base du fonctionnement de l'Etat bourgeois : la subordination directe (révocabilité et responsabilité immédiates¹⁰⁵) des élus et des fonctionnaires, replacés au niveau de l'ensemble du peuple (y compris par leurs 'salaires d'ouvriers'), la fin de l'apparente indépendance de la justice, de l'administration, de l'enseignement, etc.¹⁰⁶ ».

Balibar précise que ce sont là des mesures qui indiquent le sens de la transformation en cours, sans être elles-mêmes exhaustives, ou amendables : la « dictature du prolétariat » signifie l'invention d'une politique proprement « prolétarienne », distincte des formes bourgeoises de la politique. En d'autres termes, c'est une politique qui remet en cause *pratiquement* la distinction entre une « sphère politique » et une « sphère économique » : une politique des producteurs associés. Notre deuxième partie nous a montré que cette politique doit également porter sur les appareils idéologiques d'Etat comme l'appareil scolaire ; on peut même dire que l'un des enjeux du manuscrit *Sur la reproduction* est de constituer l'éducation et les pratiques pédagogiques comme un enjeu de la lutte des classes au sein de la période « transitoire » de la dictature du prolétariat. La révolution ne peut pas se comprendre comme un événement localisable sur une frise chronologique qui arrêterait brutalement le temps et qui transformerait *radicalement* toute la société en un seul coup : elle doit se comprendre

¹⁰³ L. ALTHUSSER, *idem*.

¹⁰⁴ Etienne BALIBAR, « La rectification du 'Manifeste communiste' », in *Cinq études du matérialisme historique*, Paris, Maspero, collection « Théorie », 1974, p.65-101.

¹⁰⁵ C'est précisément ce que Sieyès, théoricien bourgeois de la représentation, refusait en proposant son « mandat libre ».

¹⁰⁶ Etienne BALIBAR, *Cinq études du matérialisme historique*, *op.cit.*, p.87.

comme *processus de lutte* devant mener à l' « extinction de l'Etat ». Dans ce processus, il ne s'agit pas que de changer les rapports de production : il faut également transformer les rapports de pouvoir de la société bourgeoise qui permettaient le fonctionnement des rapports de production capitalistes. Le rapport étatique entre « gouvernants » et « gouvernés » en était un : il doit être transformé. Que les masses prolétariennes exercent elles-mêmes des responsabilités politiques collectivement est l'invention, pour Balibar, d'une « *nouvelle pratique de la politique* »¹⁰⁷, une politique proprement prolétarienne.

Revenons à Althusser : il propose de faire du parti l'instrument n°1 de cette « destruction de l'Etat », et pour cela, il doit se maintenir *hors de l'Etat*. Comment entendre ces recommandations ? Pour ce qui est de la qualification du parti comme « instrument », il est bien sûr impossible de ne pas penser à la définition de l'Etat comme instrument de domination : la question de la confrontation du parti et de l'Etat est donc posée. On peut déjà comprendre que le parti ne doit pas, pour des raisons d'efficacité (de commandement, etc.), se calquer sur l'appareil parlementaire et militaire (ou administratif) de l'Etat : si le parti ne le fait pas, il ne pourra que devenir, après la conquête du pouvoir, un *autre* Etat qui sera encore un Etat bourgeois (fondé sur une division entre experts-dirigeants et masses dépossédées de la capacité d'intervention politique). C'est le processus d'involution révolutionnaire des Etats socialistes. On pourrait penser alors que la confrontation entre le parti et l'Etat n'est pas la confrontation entre deux adversaires semblables luttant de la même manière et pour le même but : Althusser tient à préserver l'*hétérogénéité* de la politique prolétarienne et de la politique bourgeoise dans leur affrontement ; la lutte de classe n'est pas la même selon le point de vue que l'on y prend. C'est pourquoi, d'ailleurs, Balibar nous rappelle que la pensée marxiste de la lutte et de l'affrontement est en fait distincte de la pensée militaire classique :

« C'est pourquoi aussi, et quelle qu'ait été l'utilité pour le marxisme de s'assimiler les leçons théoriques de l'*art militaire*, la théorie marxiste de la lutte des classes se distingue fondamentalement de la stratégie et de la tactique militaires classiques. Celles-ci n'ont jamais eu à penser (à propos des guerres féodales et, surtout, bourgeoises) que l'affrontement d'adversaires semblables, au degré d'organisation près (même sous la forme extrême de la guerre qui oppose un Etat national de conquête à une résistance nationale populaire, bien que cette situation contienne déjà les *éléments* d'un autre type de lutte, une lutte de *classes* antagoniste, entre producteurs et exploités). C'est la lutte de classes qui commande la stratégie, et non l'inverse. L'*histoire* de la lutte de classes entre bourgeoisie et prolétariat n'est pas seulement l'évolution d'un rapport de forces, c'est aussi le *déplacement* du lieu même de la lutte, du terrain (économique et politique, donc *idéologique*) de la classe 'dominante' vers celui de la classe 'dominée' (à partir de sa place dans la production). Le prolétariat vise le pouvoir d'Etat (dans cette forme supérieure de la lutte de classe qu'est la lutte *politique*, non pour s'y installer et pour le consacrer, mais pour l'abolir¹⁰⁸ ».

En fait, en insistant sur l'*hétérogénéité* entre lutte de classe bourgeoise et lutte de classe prolétarienne, entre politique bourgeoise et politique prolétarienne, je veux revenir sur la question des modalités de la lutte face à l'Etat bourgeois. Dans les analyses du parti « étatisé », j'ai montré la tendancielle incompatibilité entre l'idéologie révolutionnaire (qui vise l'auto-gouvernement des masses et l'extinction de l'Etat) et l'idéologie « organisationnelle » bourgeoise du parti. Cela voudrait dire que le prolétariat, dans sa lutte contre la bourgeoisie et son Etat, ne doit pas mimer le fonctionnement de sa politique : il ne faut pas prendre l'image de l'adversaire, car sinon la bourgeoisie se restaurera toujours...II

¹⁰⁷ Etienne BALIBAR, *Cinq études du matérialisme historique*, op.cit., p.99.

¹⁰⁸ Etienne BALIBAR, « Plus-value et classes sociales », in *Cinq études du matérialisme historique*, op.cit., p.192.

semble alors qu'on tendrait vers une position de ce type : l'organisation de lutte révolutionnaire, si elle ne doit pas à l'image de l'adversaire combattu, doit être, en revanche, à l'image de la société pour laquelle on lutte. Le communisme ne serait plus seulement un horizon lointain et indiscernable, il serait déjà existant dans les formes de lutte : au lieu d'un communisme du lointain (comme résultat d'un processus historique procédant par étapes), il faudrait penser et reconnaître l'existence d'un communisme *immédiat* se construisant dans des formes de lutte et d'organisation distinctes de la politique bourgeoise. En organisant des relations d'égalité dans la libre discussion et dans la prise de décision collective, et en arrachant les « travailleurs manuels » à leur statut (capitaliste) de « manuels », c'est-à-dire en dépassant la division entre « travail manuel » et « travail intellectuel », le parti serait l'image d'une société égalitaire et communiste, et il n'y aurait plus aucune différence entre le « mouvement communiste » et le « communisme ». Soit dit en passant, ce serait peut-être une manière de faire résonner la célèbre formule de Bernstein (dans *Les présupposés du socialisme et les problèmes actuels de la social-démocratie*) « c'est le mouvement qui est tout ; quant au résultat final, il ne compte pas » d'une manière révolutionnaire, c'est-à-dire non réformiste. Néanmoins, ce concept de révolution ne serait plus conforme aux canons de la tradition marxiste.

Je dois préciser que ce développement est plutôt un prolongement d'une certaine tendance de la pensée d'Althusser plutôt qu'un scrupuleux commentaire. D'ailleurs, si on se réfère aux minutieuses analyses que Balibar consacre au débat entre Marx-Engels et Bakounine sur la question de l'organisation¹⁰⁹, on peut se demander si cette position ne rejoint pas celle dans laquelle Marx s'est laissé enfermer par Bakounine. Le fond de l'affaire repose sur la conformité entre mode de lutte (l'organisation) et but de la lutte (destruction de la société existante et construction d'une nouvelle société) : le moyen de la lutte ne peut pas être en contradiction avec son but ; une contradiction serait fatale et porteuse d'un nouveau despotisme. C'est pourquoi Bakounine défend la thèse anarchiste-fédéraliste suivante : l'organisation de lutte doit être à l'image de la société future que les révolutionnaires veulent construire (c'est-à-dire qu'elle doit être, pour Bakounine, une libre association de sections autonomes). Si on écarte cette idée, on va inévitablement soutenir que le parti doit être une « machine » de même nature que l'Etat que l'on dit vouloir combattre. Marx refuse cette conséquence et soutient alors que le parti doit plutôt être une anti-machine qui réalise *déjà en son sein* une liberté inconnue dans l'Etat existant. Dans son « Discours sur le congrès de La Haye » du 15 septembre 1872, Marx défend l'idée que le Conseil général de l'Internationale n'a qu'une « autorité purement morale » ; Balibar commente ceci en disant que Marx s'est laissé enfermer (par Bakounine) dans une antithèse entre « machine » coercitive et liberté ou « autonomie », mais plus exactement, autonomie *personnelle* des militants. Le parti doit être une « association volontaire » comme le sera la future société ; il est déjà cette contre-société. Marx pense donc bien dans les termes d'une conformité de la fin et des moyens.

Je me demande si toutes les thèses soutenant une équivalence entre « mouvement communiste » et « communisme » ne sont pas des variantes de la thèse bakouninienne. Il faut maintenant revenir à Althusser, et à sa proposition d'extériorité politique du parti par rapport à l'Etat. Il est difficile de dire si pour lui l'organisation est déjà ou non une forme de communisme car, d'une manière générale, il n'est pas très disert sur ce qu'il faut entendre par « communisme » : la théorie marxiste étant finie ne donne pas de définition *positive* du communisme. Pour ce qui est du parti, je voudrais souligner ce qui demeure à mes yeux un paradoxe : il doit œuvrer dès maintenant à la réalisation de la dictature du prolétariat, dont la

¹⁰⁹ Etienne BALIBAR, « Etat, parti, idéologie : esquisse d'un problème », in Etienne BALIBAR, Cesare LUPORINI, André TOSEL, *Marx et sa critique de la politique*, Paris, Maspero, collection « Théorie », 1979, p.154-155.

Commune de Paris est la première forme de réalisation historique ; et justement, Lénine invente la forme organisationnelle du parti d'avant-garde centralisé et discipliné (sur un mode militaire) pour trouver une solution pratique à l'échec de la Commune. Or, c'est précisément cette forme qui, en se figeant dans le temps, est devenue un obstacle à la réalisation de la dictature du prolétariat. La tension entre parti d'avant-garde et politique prolétarienne de masse (dans une « dictature du prolétariat ») est peut-être plus difficile à lever que ne le laisse entendre Althusser.

Qu'entendre par extériorité politique du parti par rapport à l'Etat ? Si l'on reprend la liste des fonctions du parti (parti électoral, parti de masse, parti d'avant-garde), on peut commencer par se demander si cela ne signifie pas abandon de la fonction « électorale »¹¹⁰. Un refus de l'étatisation du parti ne serait-il pas synonyme de soustraction pure et simple à l'AIE politique ? Althusser ne va pas jusque-là : il maintient la possibilité de la participation du parti à un gouvernement. En réalité, l'autonomie politique du parti ne se joue pas dans un rapport « fétichiste » (« crétin » dirait Lénine) à l'AIE politique ; la critique de la déviation « sociale-démocrate » signifie avant tout la critique de l'enfermement de l'activité du parti dans la compétition électorale et la négociation au sommet (entre directions de parti ou entre direction syndicale et patronat), et son abandon de la mobilisation de masse. Mais on peut concevoir corrélativement participation (tactique) au gouvernement et mouvements de masse extérieurs à l'AIE politique. L'extériorité du parti à l'Etat signifie alors la mise à distance de l'idéologie politique de l'Etat bourgeois, c'est-à-dire de l'idée selon laquelle la politique se passe avant tout dans les formes électorales de désignation des représentants. Plus profondément, c'est la lutte contre ce qu'Althusser appelle « *l'illusion juridique de la politique* » :

« car la politique est définie par le droit, et ce droit consacre (et consacre seulement) les formes de la politique définies par l'idéologie bourgeoise, y compris l'activité des partis. Un simple exemple local, bien au-dessous de ce qui se passe en Italie : toute une série de procès ont été intentés en France par les patrons aux communistes qui venaient parler aux ouvriers sur le lieu de travail : les patrons ont le droit pour eux. Bien entendu ce droit politique et 'social' se redouble d'une *idéologie juridique* qui distingue soigneusement la politique du non-politique. Cette idéologie n'est pas 'des idées', elle est réalisée par exemple dans l'appareil idéologique d'Etat syndical : combien de syndicats enrôlent les travailleurs derrière l'idéologie du syndicat apolitique¹¹¹ ».

On peut se demander si Althusser a modifié sa position par rapport au droit de 1969 à 1978 : je rappelle qu'en 1969, il ménage la possibilité pour le parti de tourner le droit bourgeois (tout en le respectant) pour les besoins de la lutte des classes ; en 1978, il soutient que le droit n'est que la consécration de l'excès de la force de la classe dominante. Quoi qu'il en soit, ici, il parle du droit comme codage étatique-bourgeois des formes de la politique. La lutte contre l'incorporation du parti à l'Etat doit passer par la mise à distance de cette idéologie juridique qui définit ce qui est reconnu comme légitime politiquement et ce qui ne l'est pas. Sans cette mise à distance, le parti se retrouverait pris au piège de la politique bourgeoise qui repose tout entière sur la dénégation du caractère politique de la « sphère économique ». Finalement, l'extériorité signifie simplement la reprise d'une pratique politique authentiquement prolétarienne : elle serait l'autonomie de la politique de masse prolétarienne par rapport à la politique bourgeoise (qui repose sur deux principes : la représentation comme exercice indirect du pouvoir, et la dénégation du caractère politique de l'économie).

¹¹⁰ Ce qui est, nous l'avons déjà dit, la manière dont Badiou entend aujourd'hui la distance politique par rapport à l'Etat.

¹¹¹ L. ALTHUSSER, « Le marxisme comme 'théorie finie' », in *Solitude de Machiavel, op.cit.*, p.289.

Finalement, la critique qu'Althusser mène du parti étatisé en 1978, présentée ainsi, n'a pas l'air d'être si nouvelle par rapport à ce qu'on pourrait trouver dans le manuscrit de 1969. Ne changerait que l'explicitation et la clarification de la critique *politique* du parti embourbé dans la politique bourgeoise en Mai 68. Ce n'est pas exact : je n'ai pas encore parlé du rapport entre parti et mouvements de masse. Avant cela, je voudrais tout de même gommer l'image presque « libertaire »¹¹² que certains ont pu avoir du pamphlet de 1978, et aussi peut-être des textes « italiens ».

En effet, si Althusser critique le fonctionnement du parti, il ne remet pas en cause la nécessité de l'existence d'un parti pour produire l'unité de la classe ouvrière et mener ses combats. De plus, il n'abandonne pas le centralisme démocratique mais en exige un renouvellement. Le renouvellement doit venir d'une authentique discussion collective des militants qui doivent collectivement fixer une ligne ; Althusser insiste sur la nécessité pour les militants de s'approprier la théorie et de produire des analyses concrètes collectivement. Dans ces conditions, la discipline du « centralisme démocratique » peut regagner un sens, sinon elle n'est qu'une pièce dans la machine de domination du parti. Althusser remplace donc l'existence de tendances organisées dans le parti par l'instauration de véritables discussions devant mener à une véritable unité (qui serait la synthèse des débats contradictoires, et pas un décret imposé du haut par la direction) ; il le dit en 1976 à la Sorbonne devant les étudiants communistes de l'UEC, mais, en 1978, sa position n'a pas varié sur ce sujet :

« La reconnaissance de tendances organisées me semble hors de question dans le parti français. Je ne tiens pas ici le langage de l'opportunité. Il faut savoir d'où on vient, et où on veut aller. Je crois que le parti attend aujourd'hui *autre chose*, et qu'il a raison.

Les communistes savent ou pressentent qu'il y a dans l'existence des tendances organisées une menace pour l'unité, donc pour l'existence et l'efficacité du parti. Ils savent ou pressentent que cette forme de *représentation des opinions* ne correspond pas vraiment à leur but ni aux conditions de leur lutte.

Pour deux raisons. *D'abord* parce que le parti communiste n'est pas constitué par des individus ayant des opinions quelconques et par leur 'résultante' électorale. Il se recrute et vit tout autrement : *sur la base de la lutte de classe ouvrière et populaire et de la théorie marxiste* (il représente une des formes de leur 'fusion' historique). *Ensuite* parce que le but du parti n'est pas en soi de représenter des opinions, mais d'unir tous les travailleurs, ouvriers et intellectuels, les plus conscients, dans une volonté et une force communes, pour donner une organisation révolutionnaire à la lutte de classe ouvrière et populaire.

Aujourd'hui, le parti attend *autre chose* et il a raison. Car si on refuse les tendances reconnues et organisées, ce n'est pas pour retomber *en deçà* de cette pratique politique, vers moins de liberté, ou vers l'écrasement de toute liberté dans le parti (comme sous le 'stalinisme' ou ses variantes), c'est pour aller *au-delà*, vers plus de liberté. Non pour le plaisir de 'la liberté pour la liberté', mais pour mieux répondre aux exigences de la pratique politique de l'avant-garde de la classe ouvrière, pour assurer un rapport plus étroit et plus profond avec les aspirations des masses populaires, pour mieux se préparer aux dures luttes à venir.

Pas de tendances organisées, mais de vraies discussions qui ne soient pas cantonnées aux périodes des congrès, mais se poursuivent, en fonction des congrès et des problèmes qui se posent. Pas de tendances organisées, mais pas de 'centralisme bureaucratique', précisons, pas de '*système de double filtrage*', pas cette 'division du travail' qui donne à une partie de l'appareil (aucun parti ne peut se passer d'appareil) les moyens matériels (écoles, revues, presse) et politiques (responsabilités) de *penser à la place des militants*, et d'imposer en fait, dans tel domaine, sur telle question, une décision

¹¹² Ainsi Yves Duroux, dans un entretien avec François Ewald, a pu dire : « En 1978, après la rupture entre socialistes et communistes, Althusser publie dans *Le Monde* un texte violent, très anarchiste qui sonne le glas des intellectuels communistes : « Ce qui ne peut plus durer dans le parti communiste français », Yves DUROUX, « Elèves d'Althusser » (propos recueillis par François Ewald), in *Magazine littéraire* n°304, novembre 1992, p.48.

arbitraire. Je prends 'arbitraire' non tant dans son sens juridique que dans son sens politique : une décision qui se fixe en deçà des exigences et des possibilités réelles, et qui, par ses effets plus ou moins immédiats, peut bloquer le développement de la lutte ou l'influence et le rayonnement du parti dans tel ou tel secteur. 'Que les bouches s'ouvrent', 'pas de mannequins dans le parti', disait M. Thorez pour faire sortir le parti des 'habitudes' prises sous l'autoritarisme de la période Barbé-Celor¹¹³ ».

On le comprend à la lecture de ce passage : ce qu'Althusser critique dans le fonctionnement bureaucraté du parti est le dévoiement du « centralisme démocratique » en « centralisme bureaucraté ». La direction ne doit pas monopoliser la discussion théorique et stratégique, elle ne doit pas penser à la place des militants ; au contraire, ceux-ci doivent s'appropriier la théorie marxiste, tout en étant attentifs aux aspirations des masses hors du parti, pour produire l'unité interne du parti, préalable à l'unité avec les masses. Il faut distinguer deux conceptions de l'unité : l'unité pour l'unité voulue par la direction qui domine ses militants et qui passe des accords au sommet avec d'autres directions, et l'unité du parti qui n'est qu'un moyen pour travailler à l'unité du prolétariat, unité produite à partir d'échanges d'idées et d'expériences, de critiques et de rectifications. En somme, il y aurait une apparence d'unité produite autoritairement par l'appareil, et il y aurait une véritable unité produite comme un résultat de discussions collectives. L'unité n'est qu'un moyen pour l'unification du prolétariat dans ses luttes, ce ne doit pas être la fin en soi d'une organisation avant tout préoccupée de son contrôle sur le « peuple militant ». L'absence de vrais débats susceptibles de constituer un « intellectuel collectif » en lien avec les masses produit un parti replié sur lui-même, isolé, et désireux avant tout de maintenir ses formes bureaucratiques d'existence : tout le contraire d'un parti révolutionnaire ouvert sur les masses et leurs luttes. Si la raison d'être du parti, sa fonction essentielle est de permettre l'organisation des luttes du prolétariat, et si celle-ci demande, pour son élaboration, une mise en commun des intelligences analysant la situation des masses et les possibilités de lutte, on peut alors reprendre l'expression de Balibar pour qualifier la fonction essentielle du parti : une « *fonction d'analyse collective* ». Cette fonction permet d'échapper à une conception messianique idéaliste selon laquelle le parti permettrait à la classe ouvrière de prendre conscience de sa « mission historique » (thèse à la Lukacs) ; c'est ainsi que Balibar les oppose :

« il s'agit ici notamment de ce qu'on peut appeler la *fonction d'analyse collective* de sa propre situation, des contradictions et de la 'composition politique' du prolétariat. Seul le développement d'une telle conception pourrait finalement permettre de rompre définitivement avec la thèse du 'parti-conscience', faire du parti non pas la forme sous laquelle la classe ouvrière *devient consciente* de sa mission historique, mais la forme sous laquelle elle *prend connaissance* de sa place objective dans les rapports sociaux d'une conjoncture donnée¹¹⁴ ».

Cette fonction d'analyse collective est absolument essentielle si l'on veut que le parti puisse orienter correctement les luttes ; on pourrait donc dire qu'elle fait partie de ses fonctions de parti d'avant-garde. Comment doit se comporter par rapport aux masses ? C'est sur cette question qu'Althusser va peut-être commencer à bouger théoriquement, nous allons le voir. Ce qui définit l'apport théorique et pratique de la RCC est la confiance faite aux masses et à leurs initiatives ; c'est justement cela que le parti d'avant-garde doit entretenir : un rapport vivant aux masses. Si dans les textes « italiens » Althusser fait référence à Mao en ce qui concerne cette question, dans les textes consacrés au parti français, comme nous l'avons

¹¹³ L. ALTHUSSER, *22^e Congrès*, Paris, Maspero, collection « Théorie », 1977, p.64-66.

¹¹⁴ Etienne BALIBAR, « Etat, parti, idéologie », in *Marx et sa critique de la politique*, op.cit., p.153.

vu plus haut, c'est à Maurice Thorez qu'Althusser fait référence. Plus précisément, il le crédite d'avoir brisé le sectarisme du parti à son entrée en fonction au poste de secrétaire général en libérant les discussions à la base, mais surtout il crédite le parti de l'époque du Front populaire d'avoir su amplifier les initiatives des masses en 1936 lors des occupations d'usines, et en 1944-1945 lors des Comités de libération. C'est donc à une certaine histoire du parti français qu'Althusser en appelle pour dénoncer son repli et son isolement actuels. Bref, le parti remplit sa fonction s'il sait accompagner et amplifier les initiatives des masses ; c'est en cela que consiste la politique prolétarienne : une mobilisation de masse non conforme aux canons légitimes de la représentation bourgeoise. Le parti, pour ne pas s'incorporer à l'appareil d'Etat, c'est-à-dire pratiquer une politique « bourgeoise », doit rester attentif à ces mouvements de masse.

Or, c'est à propos de la naissance de nouveaux mouvements politiques qu'Althusser commence à diagnostiquer en 1978 une crise du parti, ou même de la « forme parti » :

« Il [...] s'agit [...] de savoir être à l'écoute de la politique là où elle naît et se fait. Une tendance importante se dessine actuellement pour faire sortir la politique de son statut juridique bourgeois. La vieille distinction parti / syndicat est mise à rude épreuve, des initiatives politiques totalement imprévues naissent en dehors des partis, et même du mouvement ouvrier (écologie, lutte des femmes, des jeunes, etc.), dans une grande confusion certes, mais qui peut être féconde. La « politisation généralisée » dont parle Ingrao est un symptôme qu'il faut interpréter comme une remise en question parfois sauvage mais profonde des formes bourgeoises classiques de la politique. Tout cela se cherche, dans des contradictions intenses, mais ce sont bien des « contradictions au sein du peuple », même quand elles ne sont pas reconnues telles par leurs antagonistes. Sur ce plan, l'Italie est à la pointe des initiatives. J'interpréteraient volontiers sur ce point les difficultés du P.C.I. à intégrer ou même à avoir le contact avec certains mouvements nouveaux comme le signe que la conception classique de la politique et des partis est remise en question, et les initiatives politiques des syndicats, qui prennent parfois de court le parti, comme un signal d'alarme : pour que le parti sorte de sa vieille conception. Et naturellement tout ce mouvement finit par mettre en cause la forme d'organisation du parti lui-même, dont on s'aperçoit (un peu tard !) qu'il est exactement construit sur le modèle de l'appareil politique bourgeois (avec son parlement qui discute : « la base », et sa direction élue qui, quoi qu'il arrive, a les moyens de rester en place, et d'assurer, par l'appareil de ses fonctionnaires, et au nom de l'idéologie de l'unité du parti qui scelle son consensus, la domination de sa « ligne »). Il est évident que cette profonde contamination de la conception de la politique par l'idéologie bourgeoise est le point sur lequel va se jouer (ou se perdre) l'avenir des organisations ouvrières¹¹⁵ ».

On le voit, ce sont les nouvelles luttes et les nouvelles formes de politisation qui contraignent Althusser à remettre en cause les schémas classiques d'organisation des luttes héritées de la tradition marxiste troisième-internationaliste. Il me semble que c'est dix ans après Mai 68 qu'Althusser tire les leçons théoriques de l'événement : le parti n'est plus du tout à l'initiative des luttes, et il n'est plus capable de les encadrer toutes. La nouveauté radicale, me semble-t-il, réside dans la reconnaissance de mouvements politiques extérieurs au mouvement ouvrier (écologie, lutte des femmes, des jeunes, etc). Une question doit être posée : ces nouvelles luttes ne sont-elles pas, comme la politique du mouvement ouvrier, des formes de politique qui échappent à la définition bourgeoise ? On a vu qu'Althusser et Balibar insistent sur la nécessité d'une autonomie de la politique prolétarienne par rapport à la politique bourgeoise ; la politique prolétarienne se réduit-elle à la lutte sociale et politique des ouvriers ? Il semble bien que non. Althusser reprend l'expression maoïste « contradictions au

¹¹⁵ Louis ALTHUSSER, « Le marxisme comme théorie 'finie' », in *Solitude de Machiavel*, op.cit., p. 289-290.

sein du peuple » pour parler de la richesse et de la confusion qui règnent dans l'écllosion de ces nouvelles luttes ; les contradictions au sein du peuple sont des contradictions non-antagonistes, distinctes des contradictions antagonistes entre le peuple et les classes exploiteuses, et comme elles ont lieu au sein du peuple, elles doivent être traitées par la discussion et non par la lutte ou la répression. Qu'est-ce qui peut sortir de la confrontation de ces contradictions ? Quel peut être le rôle du parti par rapport à ces nouveaux mouvements ? Althusser ne le précise pas. On comprend néanmoins que le parti doit laisser à ces mouvements de masse leur autonomie, savoir leur être attentif, mais ensuite que doit-il faire ? Si l'Etat est la machine à intégrer des formes idéologiques diverses pour les synthétiser en idéologie dominante, le parti doit-il face à l'Etat opérer une totalisation des éléments des idéologies dominées pour produire l'idéologie prolétarienne ? Si Althusser ne renonce pas à la conquête du pouvoir d'Etat (pour la transformation de son exercice dans la future dictature du prolétariat), il doit bien penser un opérateur de totalisation des luttes. Le parti est-il l'opérateur de mise en communication des différentes luttes en vue de la formation d'une direction unifiée d'un mouvement qui monterait à l'assaut de l'Etat ?

Il faut bien reconnaître qu'Althusser n'est pas clair sur ces questions ; il l'est d'autant moins qu'empiriquement le parti, ayant à peu près achevé son « étatisation », est absolument dépassé par les mouvements de masse : il ne peut tolérer ce qu'il ne contrôle pas. Son aversion envers les mouvements de masse (toujours soupçonnés d'être manipulés par les « gauchistes ») l'empêche de coaliser les contestations en un mouvement unifié. Il n'est pas sûr que la fonction d'avant-garde du parti conserve un sens si l'on pose par ailleurs la thèse d'un primat du mouvement de masse sur l'appareil : de plus, une avant-garde n'est-elle pas censée mieux savoir que les masses ce qu'elles veulent (comme le grand homme hégélien) ? Cette figure d'un groupe dirigeant censé détenir un savoir ressemble fortement à la séparation bourgeoise entre experts et masses, ou entre « gouvernants » spécialistes de la politique et « gouvernés » occupés à d'autres tâches. C'est là que je retrouve mon paradoxe natif sur le parti et la dictature du prolétariat : la Commune de Paris, exemple de forme réalisée de dictature du prolétariat, n'a pas été dirigée par un parti d'avant-garde ; et partout là où il y a eu un parti, les expériences ressemblant à la Commune n'ont pas duré : ainsi en Russie, avec la fin rapide des Soviets, mais aussi et surtout pendant la RCC, avec l'incompatibilité entre le pouvoir du parti et l'expérience (courte) de la Commune de Shanghai. La position à tenir à l'égard du parti est donc bien délicate : posé comme nécessaire pour forger l'unité du prolétariat, mais peut-être incompatible avec l'idée d'auto-gouvernement des masses.

J'en ai fini avec l'analyse des critiques par Althusser du fonctionnement bureaucraté du parti et de ses propositions de réforme (ou de révolutionnarisation) du parti. Nous avons vu que nous n'aboutissons à aucune position absolument satisfaisante : la forme parti, peut-être trop calquée sur les formes bourgeoises de la politique, est entrée en crise, et avec elle, la tradition marxiste. Je viens de mentionner une tension entre l'idée de parti d'avant-garde et l'idée d'auto-gouvernement des masses, et notamment à travers l'échec de la RCC. C'est justement l'un des points que Balibar évoque dans « Etat, parti, transition »¹¹⁶, son article écrit en réponse au débat suscité par les positions d'Althusser :

« La R.C. posait que *le parti est dans la lutte de classes*, non pas comme un terme pur, un 'acquis' définitif, mais comme un lieu et un enjeu décisifs de cette lutte. Donc pas de reprise et de continuation de la révolution dans l'Etat, *sans* révolution(s) dans le parti, soumettant le parti à la 'contestation' critique des masses et le transformant lui-même. Du même coup la thèse du 'dépérissement de l'Etat' semblait s'éclaircir et se concrétiser quelque peu : elle semblait échapper aux images mécaniques de la

¹¹⁶ Etienne BALIBAR, « Etat, parti, transition », in *Dialectiques*, n°27, Paris, 2^e trimestre 1979, p.81-92.

‘destruction’ pure et simple de la ‘table rase’ comme aux mystifications de l’économisme (où dépérissement de l’Etat = gestion sociale, purement ‘technique’), elle prenait le sens d’une lutte révolutionnaire ininterrompue au sein même des appareils qui matérialisent la conquête du pouvoir par les travailleurs et les masses.

Or il semble bien – si nous suivons notamment l’analyse très scrupuleuse qu’en propose Bettelheim dans ses *Questions sur la Chine après la mort de Mao-Tsé-toung* (Maspero, 1978) – que cette thèse s’est, à son tour, et très tôt, retournée en son contraire : elle est devenue la thèse selon laquelle, sous la dictature du prolétariat, *la lutte de classes se déroule avant tout* (sinon exclusivement) *dans le parti*, se ‘concentre’ en lui. Ce qui veut dire : c’est toujours encore *dans le parti* et dans lui seul qu’il faut rechercher les ‘deux voies’, et régler leur conflit. Ce qui veut dire également : aucune ‘fraction’ particulière du parti n’est certes assurée de se maintenir au pouvoir (Liu, Lin Piao, Teng, les ‘Quatre’...), mais *le parti comme tel est assuré que la question se réglera en son sein*. ‘Assurance sur la vie’ pour le parti ! Cependant que les masses sont plus que jamais utilisées, manipulées pour *soutenir* telle ou telle tendance. Au prix d’une inversion formelle de la pratique stalinienne (l’unité à tout prix de la ‘direction collective’ au sein du parti devient la ‘lutte de classe au sein du parti’) le résultat est exactement le même¹¹⁷ ».

Partie de la nécessité de soumettre le parti à la critique des masses pour le « révolutionnariser » et l’empêcher de s’engager dans une voie contre-révolutionnaire, la RCC finit en sorte là où elle a commencé : dans le parti ; on peut dire que c’est tout le paradoxe de la RCC : lancer un appel aux masses et à la création de nouvelles organisations de masse indépendantes du parti *depuis le parti*. S’il ne s’agit que de révolutionnariser le parti, il s’agit encore et toujours de le maintenir comme centre de la direction politique. Balibar poursuit la réflexion en se demandant ce qui a manqué *théoriquement* à la RCC, et il suggère que c’est une analyse approfondie des points forts de la domination de classe :

« Il nous faut donc poser (sans réponse préalable) la question : qu’est-ce qui *manque* fondamentalement, dans l’expérience de la révolution culturelle, non seulement en termes de forces sociales et de conditions historiques, mais en termes d’analyse et de théorie révolutionnaire ?

Et je suis tenté de joindre à cette question une question parallèle à propos des ‘Appareils idéologiques d’Etat’ d’Althusser, dans la mesure où l’écho de la Révolution culturelle y a retenti directement. Le concept des ‘A.I.E.’ est clairement destiné à analyser le développement des contradictions et de la lutte de classes *dans* le réseau des rapports étatiques. Pour reprendre la métaphore stratégique d’il y a un instant, il s’agit de *poser* le problème d’une lutte révolutionnaire à long terme (mais qui comporte aussi ses conjonctures de ‘crise’) correspondant non pas aux points (relativement) faibles du dispositif de domination idéologique de classe, mais à ses points *forts*, qui ne sont pas nécessairement les plus manifestes, ceux qu’on atteint en les ‘visant’ directement. Il s’agit donc de tenter d’analyser la complexité des conditions dont dépend *ce renversement tendanciel* du rapport entre l’initiative des masses et leur assujettissement, voire leur manipulation, renversement qui n’est que l’autre nom du développement des contradictions de l’Etat, donc de la prépondérance de la ‘politique prolétarienne’ sur la ‘politique bourgeoise’. Il s’agit du même coup de comprendre pourquoi, dans la lutte de classe prolétarienne, cette libération des possibilités de l’initiative de masse peut être *manquée* – comme elle l’a été finalement en mai 68 en France, alors que se développait un mouvement de masse sans précédent –, entraînant du même coup *la coupure* entre le parti et les masses, et la stérilisation réciproque du ‘mouvement’ et de ‘l’organisation’ : faute de saisir ce qui, indirectement peut-être, articule une stratégie de conquête du pouvoir (au niveau de sa centralisation étatique) et une tendance à l’ébranlement de la domination de classe (au niveau de sa concentration, que matérialisent les A.I.E.). Mais Althusser lui-même a-t-il réussi, même au niveau théorique, à saisir le point de cette articulation, ou bien n’a-t-il fait qu’en proposer le programme ? A nouveau la question du parti est ici un indice pertinent : parler d’A.I.E. n’a de sens que si cela permet de reconnaître, et d’analyser, *la place contradictoire du parti révolutionnaire* dans le ‘jeu’ des A.I.E., ou si l’on préfère d’analyser la constitution et les transformations du parti révolutionnaire comme

¹¹⁷ Etienne BALIBAR, « Etat, parti, transition », in *op.cit.*, p.88.

tendance dans les A.I.E. C'est ce qui n'a pas été vraiment été fait jusqu'à présent. Peut-être tout simplement faute d'une bonne analyse historique, matérialiste, de la place et du rôle exact des partis et des organisations ouvrières dans l'histoire du rapport de classes capitaliste (pour laquelle commencent cependant à exister des éléments). Là encore, nous sommes conduits à nous demander ce qui manque toujours, théoriquement (pour en faire un objectif prioritaire de notre travail sur – et dans – la 'crise du marxisme')¹¹⁸ ».

On retrouve dans ce texte bien des questions que nous avons déjà abordées, notamment l'idée que la théorie des AIE a été produite pour indiquer l'enjeu des luttes pour une lutte révolutionnaire à *long terme* (la fameuse tendance « transitoire » contradictoire). On se souvient en effet que Mai 68, pour Althusser, a révélé au grand jour que les points *forts* de la domination de classe ne sont pas forcément ceux qu'on croit, et que la classe dominante menait, presque *en silence*, une lutte de classe dans ses AIE. L'insuffisance théorique de la RCC, inévitable si l'on considère que des acteurs historiques ne peuvent pas théoriser eux-mêmes sur le moment leur propre mouvement, aura été de ne pas suffisamment prendre en compte la multiplicité des foyers de lutte de classe dans le système des appareils idéologiques¹¹⁹. Soit. Mais ce qui m'intéresse dans cet extrait, c'est plutôt de voir comment Balibar interprète le passage de l'assujettissement des masses à leur initiative politique comme le « développement des contradictions de l'Etat ». Il me semble que c'est à partir de là que Balibar, à partir de la propre ébauche théorique d'Althusser sur le système des AIE, en vient à refuser la possibilité d'une politique « hors Etat » : la théorie des AIE a pour but de montrer que les masses sont dans l'Etat, et que la classe dominante, en cherchant à les assujettir idéologiquement, rencontre leur résistance. S'il y a un primat de la lutte de classe sur l'appareil, c'est que l'appareil est toujours déjà traversé et même constitué par la lutte des classes : la question est de savoir comment les masses dominées peuvent prendre l'initiative de la lutte. Mais il est illusoire de les imaginer « hors Etat » : le mouvement révolutionnaire non plus n'a jamais été « hors Etat ». C'est pourquoi Balibar refuse la métaphore de l'extériorité. A propos de l'intégration/institutionnalisation du mouvement ouvrier à la fin du XIX^e siècle (parfois appelée « révolution passive »), Balibar dit :

« Elle marque bien la nécessité d'analyser simultanément, pour chaque conjoncture historique, *et* la nature des rapports étatiques sur lesquels se fonde l'efficacité de la centralisation du pouvoir d'Etat, *et* le *degré d'antagonisme* (ou indice d'efficacité politique) des luttes de classes qui s'y déroulent. Autrement dit, non pas penser en termes d'intérieur/extérieur de l'Etat, c'est-à-dire de 'pureté' des positions antagonistes (cette vieille tentation idéaliste déjà dénoncée par Lénine), mais en termes de *contradictions internes* du système des rapports étatiques¹²⁰ ».

A partir de la théorie des AIE, Balibar tire la conclusion d'une impossibilité de penser la politique prolétarienne dans les termes d'intériorité et d'extériorité, c'est-à-dire qu'il retourne Althusser contre lui-même. Et il me semble qu'ici Balibar soulève implicitement une question que nous avons déjà posée à propos d'une éventuelle évolution d'Althusser : en 1969, celui-ci ménage la possibilité d'utiliser le droit dans les luttes de classes, ce qui pourrait signifier qu'un peu de la force des classes dominées entre dans l'Etat ; or, en 1978, il soutient que seule la force de la classe dominante entre dans l'Etat, ce pour quoi il ne semble envisager de lutte de classes qu'hors Etat. Néanmoins, cet « hors Etat » est encore de l'Etat : c'est le réseau

¹¹⁸ Etienne BALIBAR, « Etat, parti, transition », in *op.cit.*, p.88-89.

¹¹⁹ Balibar dit plus haut que la RCC a eu le tort de limiter la révolution des rapports idéologiques à la transformation de la « division du travail manuel et intellectuel » (et encore elle-même confinée dans des limites très étroites).

¹²⁰ Etienne BALIBAR, « Etat, parti, transition », in *op.cit.*, p.85.

étatique des appareils idéologiques qui encadre et rend possible le fonctionnement de l'appareil de production. Quel est le rôle du parti dans ces conditions ? Doit-il, hors de l'Etat compris restrictivement comme AIE politique, coaliser les différentes luttes qu'il regroupe derrière la direction de la classe ouvrière pour monter à l'assaut du pouvoir d'Etat ? Ce serait une forme renouvelée de léninisme qui devrait articuler conquête d'un pouvoir central et luttes « décentrées ». Il me semble qu'au-delà des querelles terminologiques (pour ou contre l'usage de la métaphore spatiale de l'extériorité) Althusser et Balibar tentent de penser le même problème (qui est l'échec du parti en Mai 68) : saisir « ce qui, indirectement peut-être, articule une stratégie de conquête du pouvoir (au niveau de sa centralisation étatique) et une tendance à l'ébranlement de la domination de classe (au niveau de sa concentration, que matérialisent les A.I.E.) ». Car, il faut bien le dire, le concept d'A.I.E. a des conséquences tout de même paradoxales : si le concept du pouvoir d'Etat identifie un lieu central qui lui-même commande une multiplicité de pouvoirs (administration, police, armée) qu'il ramène à l'unité par la centralisation, le concept d'appareil idéologique d'Etat, non nécessairement étatique au sens juridique, tend à faire de l'Etat un centre perpétuellement « décentré ». Il faut ajouter, en pensant à Foucault, que les modalités d'exercice du pouvoir peuvent varier dans ces différents appareils non étatiques au sens juridique, mais peu importe, ce qui compte est l'*effet* qu'elles produisent : une soumission des masses à l'idéologie dominante (dans leurs manières de penser et d'agir, dans leurs pratiques ritualisées). Mais le maintien du terme « Etat », qui a entraîné le refus par Foucault de ce concept¹²¹, ne suggère-t-il pas une centralisation ? L'Etat serait peut-être alors un point de fuite : plus l'horizon d'une constitution de l'idéologie dominante par intégration continue des formes idéologiques produites dans les différents AIE qu'un point fixe. D'ailleurs, il est permis à ce sujet de se demander si Althusser et Foucault ne se rejoignent pas pour concevoir l'Etat comme une « machine » d'étatisation continue de rapports de pouvoir qui naissent hors de lui. La différence serait alors qu'Althusser, en tant que théoricien marxiste, se pose une question que ne se pose pas Foucault : comment articuler conquête du pouvoir d'Etat centralisé (Etat au sens juridique) et révolutionnarisation des appareils idéologiques d'Etat ? C'est pourquoi Foucault ne pense pas la question du parti.

Je laisse là pour le moment cette question (qui devra être reprise dans d'autres lieux, du reste déjà indiqués dans la note 35), et je passe aux derniers développements que Balibar consacre à la question de la crise du marxisme et de sa « forme parti », forme parti apparemment incapable de fournir une réponse aux problèmes que je viens de soulever. Balibar dit bien que des conquêtes passées des organisations de classe, on ne peut pas tirer l'« argument paresseux » selon lequel elles seraient aptes à mener « *jusqu'au bout* » le processus révolutionnaire. Les *limites* à l'intérieur desquelles les forces ouvrières et populaires ont pu s'organiser et les *contradictions* qui les animent sont devenues, à la fin des années 1970, un fait *structurel*. De ce fait, Balibar repère deux dimensions essentielles, une internationale, et une nationale. Pour ce qui est de la dimension internationale, que le marxisme ne soit plus une idéologie révolutionnaire que dans quelques pays (d'Europe Latine, d'Extrême-Orient, et peut-être à Cuba), c'est-à-dire qu'il n'ait permis ni la centralisation des luttes de classes des pays développés, ni la poursuite des révolutions dans les pays « socialistes, ni la fusion des mouvements de libération nationale et du mouvement ouvrier, est le symptôme d'une crise très grave de la forme parti adoptée par le marxisme : la forme parti est devenue la forme de la division du mouvement communiste international. L'unité du

¹²¹ Alors que certaines institutions disciplinaires qu'il étudie dans *Surveiller et punir* sont clairement des A.I.E., et déjà même l'Hôpital général qu'il a étudié dans *l'Histoire de la folie*. N'oublions pas en effet l'existence d'un « appareil idéologique d'Etat médical » (même si l'Hôpital général du XVII^e siècle, à cause d'une confusion fonctionnelle due aux limites de la rationalisation de l'exercice du pouvoir de l'époque, jouait bien plus de rôles qu'un appareil idéologique d'Etat médical contemporain).

mouvement communiste international a laissé la place aux antagonismes entre intérêts nationaux d'Etat : ce retour d'une politique centrée sur la forme bourgeoise de l'Etat-nation signale une très grave crise d'un mouvement à l'idéologie pourtant internationaliste.

Cette incapacité à unifier les luttes, et à développer des solidarités entre les nationalités, se retrouve à l'échelle nationale. Balibar mentionne le cas de la France et doit bien constater que le parti (même avec ses organisations-satellites) ne parvient à organiser qu'une partie de la classe ouvrière :

« En France, le P.C.F. n'organise pas, ou peu, la classe ouvrière des 'petites et moyennes entreprises' (notamment celle des *nouvelles P.M.E.* mi-urbaines mi-rurales que crée la 'sous-traitance') ; il n'organise pas ou très peu les travailleurs immigrés et leurs luttes ; il n'organise pas les femmes d'ouvriers non-salariées (confinées au 'travail domestique') qui, de ce fait, sont à l'écart de toute politique¹²² ».

De cette liste, je retiendrai avant tout les immigrés et les femmes. Pour ce qui est de l'incapacité du parti à organiser les luttes des immigrés (et donc la solidarité entre « nationaux » et « anciens citoyens de l'empire colonial »), il faut dire que c'est un des points les plus dramatiques (le parti, à la fin des années 1970, devant la montée du chômage, propose même l'arrêt de l'immigration) : je le mentionne car c'est là l'origine de tous les travaux (ultérieurs) de Balibar sur le racisme, considéré par lui comme un « impensé » de la tradition marxiste (remarquons néanmoins que, déjà en 1974, il avait produit une annexe sur « Lénine, les communistes et l'immigration » dans ses *Cinq études du matérialisme historique*). Le mauvais traitement de cette question relève de la responsabilité du parti en tant qu'organisateur de l'*unité* de la classe ouvrière. Le prix à payer pour cette erreur sera très lourd pour le parti (et pour toute la gauche). Par ailleurs, la question des femmes est elle aussi un point aveugle des organisations de classe : c'est pourquoi elle a été traitée essentiellement *en dehors* du parti par des groupes « féministes ». Il est clair que ces graves manquements sont dus, en plus de la peur du parti envers les mouvements nouveaux qu'il ne contrôle pas, à de très sérieuses *lacunes théoriques*, ce pour quoi Althusser a toujours insisté sur la nécessité de renouveler la théorie dans le parti.

Pour Balibar, tous ces manquements, toutes ces manifestations du *fait structurel* des limites de la forme parti, posent le problème de la transformation des modalités d'organisation des luttes. Dans quel sens ? C'est, semble-t-il, encore impossible à dire, mais, du moins, le problème est posé. Je me contente de citer la fin de l'article de Balibar portant sur la transformation attendue :

« Une transformation qui, dans l'immédiat, met en cause le '*pluralisme*' du parti et des '*mouvements*' – donc des organisations – de masses », beaucoup plus fondamental que le *pluralisme des (seuls) partis*, qui par lui-même ne contribue en rien à ébranler l'assujettissement des masses aux formes de la politique bourgeoise, bien au contraire (la faillite de sa politique des 'organisations de masse' est le grand échec historique du parti français, puisqu'elle a abouti à ce non-sens, non seulement d'en réprimer le développement, mais d'y paralyser totalement toute initiative des militants communistes !) Car précisément dans la mesure où l'histoire des organisations de la classe ouvrière n'est pas *isolée* de celle de l'Etat et de la société bourgeoise, dans la mesure où leurs 'limitations' renvoient soit aux aspects de la domination de classe bourgeoise que nous n'avons pu ni maîtriser ni mettre en échec, soit aux nouvelles tendances de la lutte de classes sur lesquelles nous sommes sans prise, ces limitations deviennent des *contradictions* internes, qui viennent 'surdéterminer' et précipiter les effets de la crise latente depuis les années 30. C'est précisément parce que, dans la lutte de classe, aucun rapport de forces n'est stable, que le 'dépassement' des limites historiques du mouvement

¹²² Etienne BALIBAR, « Etat, parti, transition », in *op.cit.*, p. 91.

révolutionnaire n'est pas possible sans rupture prolongée ; mais c'est aussi parce que les contradictions éclatent que cette rupture devient possible dans la théorie et la pratique¹²³ ».

Finalement, il s'agit toujours de la difficulté d'articuler le parti avec les nouveaux mouvements politiques, même quand ils sont ouvriers. Justement, je voudrais clore cet exposé long (bien trop long, je l'avoue) consacré aux effets des nouvelles luttes (post-68) sur la théorie marxiste du parti et de l'Etat par l'examen de certaines des thèses de Nicos Poulantzas. Comme je l'ai dit en introduction, Poulantzas, à mon avis, peut être considéré comme un « althussérien » même si on ne doit pas entendre le terme au sens strict. Disons qu'il inscrit ses réflexions dans un champ commun de renouvellement de la théorie marxiste, et en restant toujours très attentif aux développements des travaux d'Althusser (et des althussériens). Il me semble que la distance que Balibar prend avec Althusser sur la question de l'extériorité de l'Etat rejoint plus ou moins la position de Poulantzas pour qui cette extériorité est absolument fantasmatique :

« Je pense qu'Althusser résume fort bien, à cet égard, une position traditionnelle de la IIIe Internationale concernant l'Etat. J'ai exposé à plusieurs reprises qu'il s'agit d'une conception instrumentaliste : l'Etat comme outil ou *machine* (le grand mot est lâché), manipulable à volonté aux mains des classes dominantes. Le pouvoir serait une entité quantifiable, incarnée dans cet Etat hypostasié en objet. En passant de la *métaphore mécaniste* à la *métaphore topologique*, ça donne à peu près ceci : l'Etat constitue un bloc monolithique sans fissures, hormis celles relevant de dysfonctionnalités de la bureaucratie. Les contradictions internes de l'Etat *comme* contradictions de classe ne seront jamais de mise pour son noyau dur, mais, à la rigueur, pour les seuls A.I.E. Cet Etat reste un château fort étanche pour les luttes révolutionnaires des classes dominées. Conception instrumentaliste, mais *essentialiste* aussi de l'Etat : soit les masses populaires y sont incluses – « intégrées » -, et contaminées alors par la peste bourgeoise qui infeste le château, soit elles restent pures en quête de leur pour-soi/ conscience de classe (parti), et alors elles se situent radicalement hors les murs. Conquérir le pouvoir d'Etat ne peut donc signifier, tout au moins pour son noyau dur, que pénétrer le château fort *du dehors*, par assaut-guerre de mouvement ou par encerclement-guerre de positions (Gramsci), bref toujours par une stratégie « frontale » de type de *double pouvoir*. Le parti ne peut ainsi que se situer radicalement hors Etat, oeuvrant comme *anti-Etat* à la constitution du deuxième pouvoir (soviets) qui se substituera au premier (destruction de l'Etat).

Contre cette conception essentialiste, j'avais proposé que l'Etat soit considéré comme un rapport, plus exactement comme *la condensation matérielle d'un rapport* de forces entre classes et fractions de classe. Le pouvoir lui-même n'est pas une essence qualifiable, mais une *relation*. L'Etat est proprement *constitué* par les contradictions de classe qui, sous forme spécifique, deviennent des contradictions internes de l'Etat, et cela ne concerne pas que les A.I.E. La politique étatique est la résultante de ce processus contradictoire : ce qui est décisif dans la prise de décisions politiques, ce n'est pas ce qui se passe *en deçà* ou *au-delà* de l'Etat, c'est ce qui se passe au sein de l'Etat. Plus qu'en termes de dedans et de dehors, il faut raisonner ici en termes de terrain et de processus stratégiques : les luttes populaires, sous leurs aspects politiques, se situent, je le répète, toujours sur le terrain de l'Etat¹²⁴. »

Pour Poulantzas, Althusser tente désespérément de maintenir une ligne léniniste pure de destruction de l'Etat par la constitution de soviets, c'est-à-dire de formes réalisées de dictature du prolétariat. On voit que la critique de Poulantzas porte sur la conception de l'Etat et du

¹²³ Etienne BALIBAR, « Etat, parti, transition », in *op.cit.*, p.91-92.

¹²⁴ Nicos POULANTZAS, « La crise des partis », (entretien réalisé par *Dialectiques* pour son n° 28), 1979, in *Repères*, Paris, Maspero, collection « Dialectiques interventions », 1980, p.172-173.

droit produit par l'Etat : il refuse l'idée selon laquelle seule la force de la classe dominante entre dans l'Etat ; il y voit une conception excessivement instrumentaliste (idéaliste ?) selon laquelle la classe dominante se servirait de l'Etat en le manipulant parfaitement à sa guise, exerçant ainsi une domination absolue et sans failles. En d'autres termes, si l'Etat est pour Poulantzas la condensation d'un rapport de forces (entre classes), c'est que les classes dominées y sont présentes d'une manière ou d'une autre (et pas uniquement physiquement en tant que « serviteurs de l'Etat », c'est-à-dire enseignants, policiers, etc.) : la conquête de droits sociaux est une victoire pour les classes dominées qui peuvent s'appuyer sur ces conquêtes pour mener plus loin le « processus révolutionnaire ». Pour Althusser, selon Poulantzas, l'intégration de la « classe ouvrière » n'est qu'une forme de collaboration de classe (elle serait infestée par la peste bourgeoise) : il semble alors que la seule véritable émancipation doit être entière et complète, et datable de la conquête du pouvoir d'Etat inséparable de la « destruction » de l'Etat bourgeois. On peut y voir une forme de jusqu'au-boutisme partisan du « tout ou rien », et qui ajourne l'émancipation en la plaçant dans l'horizon d'une grande « victoire ». Jacques Rancière s'est récemment élevé contre cette conception (en passe de devenir un lieu commun à l'extrême-gauche, ou au moins à l'ultra-gauche ?) :

« Quant au keynésianisme, il me semble qu'il faut sortir de la vision unilatérale des années 1930 comme d'un simple moment d'intégration de la classe ouvrière, vision plus ou moins appuyée sur une vision également unilatérale de l'ordre biopolitique selon Foucault. Le keynésianisme, le *Welfare State* sont aussi le produit d'un déplacement et d'une intensification sous d'autres formes de la lutte des classes. On fait toujours comme si la sécurité sociale, les lois sociales, les formes de gestion paritaire, etc. étaient des cadeaux faits par le Capital¹²⁵ pour intégrer la classe ouvrière. Mais ce sont aussi des formes qui résultent du conflit et en engendrent d'autres. Il faut sortir des grilles totalisantes qui affirmaient hier le rôle révolutionnaire de la classe ouvrière ou affirmer aujourd'hui qu'elle a entièrement disparu¹²⁶ ».

On peut, par exemple, concevoir le résultat d'une lutte (la conquête d'un droit social) comme un moment dans un processus, moment sur lequel on prendra appui pour mener d'autres luttes. Il faut simplement comprendre qu'une conquête peut être comprise non pas comme la fin des luttes mais comme une prise de confiance en sa force au sein d'un processus. En revanche, que les formes d'inscription étatiques des mouvements de masse populaires soient des cadeaux du Capital, il est clair que cela ne correspond pas du tout à la position d'Althusser (que nous avons étudiée notamment à propos du façonnement de l'AIE politique et syndical). Par ailleurs, l'idée d'une émancipation complète qui coïnciderait avec un moment « révolutionnaire » n'est pas non plus compatible avec ce qui est peut-être parfois implicite chez Althusser, mais qui n'en reste pas moins la conséquence théorique à tirer de ses positions : la « révolution » n'est pas identifiable à un événement localisable sur une frise chronologique et qui correspondrait par exemple à la prise du pouvoir d'Etat (exemple : prise du palais d'Hiver en 1917), c'est un processus long et contradictoire.

¹²⁵ Note sur l'actualité : si le Capital ne fait pas de cadeaux, en revanche les citoyens des Etats européens dont l'argent (via l'Etat) est utilisé pour renflouer les banques et le système financier mondial lui en font assurément ! Après ça, qu'on ne vienne pas dire que la générosité a disparu de nos sociétés trop souvent considérées uniment comme « individualistes », etc.

¹²⁶ Jacques RANCIÈRE, « Construire les lieux du politique », in *Et tant pis pour les gens fatigués. Entretiens*, Paris, Editions Amsterdam, 2009, p.666. Cet entretien avec le journal *Le Sabot* est accessible en ligne sur le site de la Coordination des Intermittents et des Précaires d'Ile de France (CIP-IDF) à l'adresse suivante :

http://www.cip-idf.org/article.php3?id_article=4442

Quant à Poulantzas, il considère que l'Etat est un champ stratégique de lutte qu'il ne faut en aucun cas désertier, même si, pour cela, les organisations de lutte ne sont pas obligées (bien au contraire) de se modeler sur la matérialité de ses appareils (notamment de son administration). Il envisage une connexion entre des formes de démocratie représentative (prises par le parti) et des formes de démocratie directe (effectuées dans les mouvements de masse). Mais, ce qui m'intéresse dans ses positions est surtout le fait que, bien qu'il n'utilise pas l'expression, il conclut lui aussi à une crise de la forme parti pour ce qui est de l'organisation des luttes :

« Prenons le parti politique : je ne suis pas sûr du tout que le parti soit la meilleure forme d'organisation des mouvements sociaux, avec toutes leurs différences. Je ne suis pas sûr du tout, par exemple, que nous devions demander au parti politique de prendre en considération les problèmes écologiques, féministes, etc. En sorte que le problème n'est pas d'avoir un parti tel qu'il soit non seulement politique mais qu'il puisse assumer tous les aspects de la vie économique et sociale. Je ne crois pas que cette conception d'un parti comme centralisateur unique, quelque subtile que puisse être cette centralisation, soit la meilleure solution. De plus en plus, je pense que nous devons avoir des mouvements sociaux autonomes qui ne peuvent avoir le même type d'organisation qu'un parti politique. Il doit y avoir un mouvement féministe en dehors de tout parti possible, fût-il idéal, car même le parti idéal ne saurait inclure un tel type de mouvement social, quand bien même le parti révolutionnaire devrait avoir certaines idées sur la question des femmes.

Mais le parti a-t-il un rôle central ? Certes oui, pour autant que la politique est la question centrale, aussi longtemps que l'Etat est le problème central. Mais, dans la mesure où nous avons besoin d'une organisation, nous avons besoin d'un type de centralisme, d'homogénéisation des différences pour pouvoir articuler démocratie directe et démocratie représentative. Jusqu'à présent, ce rôle a été joué par le parti, mais dans l'avenir certains aspects peuvent être transférés à des organes représentatifs où plusieurs partis pourraient jouer pleinement leur rôle, les relations ou articulations ne passeront pas seulement par le parti lui-même. En Italie, par exemple, dans les assemblées régionales à majorité communiste et socialiste, la coordination entre les forces de démocratie directe, les mouvements de citoyens, les mouvements écologiques d'une part et la démocratie représentative d'autre part ne passe pas par la centralisation du parti communiste. [...]

Comment différencier, comment transformer le parti ? Je ne crois pas qu'il faille diluer ou amalgamer le parti aux mouvements sociaux. Mais le parti ne peut pas non plus, en tant qu'appareil-cadre, relier entre eux les différents mouvements. Il nous faut également reconsidérer la conception léniniste du centralisme pour laquelle ce qui est politique est essentiel et le reste secondaire. Qu'est-ce que le mouvement écologiste, qu'est-ce que le mouvement féministe, que sont les autres mouvements sociaux ? Ce ne sont pas seulement des mouvements secondaires par rapport au mouvement ouvrier ou au parti. Sans quoi tout devient secondaire. Il faut repenser les rapports entre ce qui est 'essentiel' et ce qui est 'secondaire'¹²⁷ ».

Qu'il le veuille ou non, c'est bien une crise de la forme parti (léniniste) que Poulantzas diagnostique : le parti ne peut plus être considéré comme l'unique source d'impulsion politique, il doit laisser leur autonomie aux nouveaux mouvements politiques qui naissent hors de lui (mouvement étudiant, mouvement écologistes, mouvement féministe). La politique, au moins du point de vue de sa naissance, ne peut pas être monopolisée par une instance centrale et centralisatrice : on ne sait pas à l'avance quelles questions vont être politisables. Poulantzas conclut en remettant en cause la distinction courante entre mouvement principal/prioritaire et mouvements secondaires ou auxiliaires ; on voit bien que

¹²⁷ Nicos POULANTZAS, « Vers un eurocommunisme problématique », (entretien réalisé par Stuart Hall et Alan Hunt pour la revue britannique *Marxism Today*, juillet 1979, traduit de l'anglais par Yannick Blanc), in *Repères*, Paris, Maspero, collection « Dialectiques interventions », 1980, p.30-32.

cette distinction de la tradition marxiste (troisième-internationaliste) reproduit l'idée que la lutte de classes économique est déterminante en dernière instance, et que c'est elle qui doit guider le processus révolutionnaire. Et nous retrouvons là une question que nous avons abordée à propos de la lecture althusserienne des luttes étudiantes de Mai 68 : Althusser concluait ses analyses en posant aux étudiants la question de leur organisation future et de leur fusion avec le mouvement ouvrier, et plus précisément de leur acceptation de la direction du processus révolutionnaire par la classe ouvrière.

C'est sur cette question que je voudrais conclure : derrière la crise de la forme parti, on trouve peut-être une autre crise, celle de la théorie marxiste et du poids qu'elle donne au rôle révolutionnaire de la classe ouvrière. Poulantzas, à mon avis, pointe le problème que la théorie marxiste doit affronter : comment penser l'articulation entre le mouvement ouvrier et les nouveaux mouvements sociaux ? Il dit lui-même très bien :

« ces partis [ouvriers de masse] se sont organisationnellement édifiés, pour l'essentiel, non seulement comme 'partis ouvriers' au sens strict (même s'ils ne furent jamais qu'à dominante ouvrière) mais aussi comme axés, dans la société, principalement sur les contradictions *au sein même de l'appareil productif, de l'usine* (binômes parti-syndicats/Etat-entreprises). Or nombre de mouvements sociaux essentiels concernant la classe ouvrière elle-même ont lieu actuellement à distance des lieux de la production. Ces mouvements et luttes (féministes, étudiantes, régionalistes, écologiques, etc.) sont par ailleurs, de par leur nature, d'ores et déjà *pluriclassistes*¹²⁸ »

La question qui est posée à la théorie marxiste, tout entière fondée sur l'analyse de la lutte des classes, est de savoir quels sont les liens entre les antagonismes sociaux révélés par les nouveaux mouvements politiques (rapports pédagogiques, rapports de genre, etc.) et l'antagonisme de classe. Finalement, il s'agit de voir en quoi le marxisme peut (ou non) rester une doctrine hégémonique pouvant accueillir en son sein les nouveaux mouvements politiques : toutes les « nouvelles » luttes sont-elles surdéterminées par l'antagonisme de classe ? Le marxisme peut-il surcoder toutes ces nouvelles formes de politisation ? Ces questions, me semble-t-il, sont prioritaires par rapport à celles de l'organisation.

Pour finir, j'aimerais conclure en ne concluant pas. Je vais me contenter de mettre en regard deux textes (l'ordre de lecture ne signifie rien, la longueur des textes non plus, je voudrais les mettre à *égalité*), deux textes qui, à mon avis, représentent les deux réactions théoriques principales de la gauche à Mai 68. Premièrement, je livre un extrait d'un entretien de Foucault où celui-ci définit son rapport au marxisme et son interprétation de l'après-Mai ; puis, je finis en citant un très court passage d'un ouvrage écrit à huit mains (oui, c'est possible !) par quatre militants communistes s'exprimant en 1979 à propos de la crise de leur parti (et notamment de l'indigence théorique de sa direction). D'ailleurs, le terme de crise apparaît dans le passage, mais pour désigner la crise économique alors en cours. Et sans surprise, le lecteur trouvera, parmi les noms des auteurs, le nom de celui qui fut l'un des plus grands marxistes français : Etienne Balibar.

¹²⁸ Nicos POULANTZAS, « La crise des partis », in *op.cit.*, p.181.

Foucault donc :

« Je n'ai jamais cherché à analyser quoi que ce soit du point de vue de la politique ; mais toujours à interroger la politique sur ce qu'elle avait à dire des problèmes auxquels elle était confrontée. Je l'interroge sur les partis qu'elle prend et les raisons qu'elle en donne ; je ne lui demande pas de fixer la théorie de ce que je fais. Je ne suis ni un adversaire ni un partisan du marxisme ; je le questionne sur ce qu'il a à dire à propos d'expériences qui lui posent des questions.

Quant aux événements de Mai 68, ils relèvent, me semble-t-il, d'une autre problématique. Je n'étais pas en France à cette époque ; et je n'y suis revenu que plusieurs mois après. Il m'a semblé qu'on pouvait y reconnaître des éléments tout à fait contradictoires : d'une part, un effort très largement affirmé de poser à la politique toute une série de questions qui ne relevaient pas traditionnellement de son domaine statutaire (question des femmes, des relations entre les sexes, de la médecine, de la maladie mentale, de l'environnement, des minorités, de la délinquance) ; et, d'autre part, une volonté de retranscrire tous ces problèmes dans le vocabulaire d'une théorie qui relevait plus ou moins directement du marxisme. Or le processus qui s'est marqué à ce moment a conduit non pas à la confiscation des problèmes posés par la doctrine marxiste, mais, au contraire, à une impuissance de plus en plus manifeste du marxisme à affronter ces problèmes. De sorte qu'on s'est trouvé devant des interrogations adressées à la politique sans qu'elles soient nées elles-mêmes d'une doctrine politique. De ce point de vue, une telle libération du questionnement me paraît avoir joué un rôle positif : pluralité des questions posées à la politique, et non pas réinscription du questionnement dans le cadre d'une doctrine politique¹²⁹. »

Et enfin les quatre militants communistes :

« C'est le concept de classe qu'il faut adapter aux formes actuelles d'organisation de l'exploitation et d'exercice de la domination politique, et pour y incorporer toutes les formes actuelles d'antagonismes sociaux dont précisément la crise est le révélateur¹³⁰. »

Point final. (Comment « enfin » ???!!!!)

¹²⁹ Michel FOUCAULT, « Polémique, politique et problématisations » (Entretien avec P. Rabinow, mai 1984), in *Dits et écrits II. 1976-1988*, Paris, Gallimard, collection « Quarto », 2001, p.1414.

¹³⁰ Etienne BALIBAR, Guy BOIS, Georges LABICA, J.-P. LEFEBVRE, *Ouvrons la fenêtre, camarades !*, Paris, Maspero, collection « Débats communistes », 1979, p.141.

Document annexe : une réactualisation de l'idée de Dictature du prolétariat par Slavoj Zizek

Texte de Zizek sur la dictature du prolétariat

« L'alternative « soit lutter pour le pouvoir d'Etat (qui nous rend semblables à l'ennemi combattu), soit se retirer dans une résistance à distance » est une fausse alternative. Ses deux branches procèdent de la même prémisse selon laquelle la forme étatique que nous connaissons est vouée à durer, de sorte que l'on ne peut rien faire d'autre que renverser l'État ou se tenir à distance. Ici, il convient de répéter sans vergogne la leçon de *L'État et la Révolution* de Lénine : le but de la violence révolutionnaire n'est pas de prendre le pouvoir d'État mais de le transformer, d'en changer radicalement le fonctionnement, le rapport à sa base, etc. C'est là que réside l'élément clé de la notion de « dictature du prolétariat ». Bulent Somay¹³¹ a raison de faire remarquer que c'est en définitive un trait négatif qui qualifie le prolétariat pour ce rôle. Toutes les autres classes sont en effet (potentiellement) capables d'atteindre le statut de « classe régnante », autrement dit de s'établir elles-mêmes comme la classe contrôlant l'appareil d'État : « Ce qui fait de la classe ouvrière un agent et lui fournit sa mission n'est ni sa pauvreté, ni son organisation militante et pseudo-militaire, ni sa proximité avec les moyens de production (principalement industrielle), ce n'est que son inaptitude structurelle à s'organiser pour former une classe régnante de plus. Le prolétariat est la seule classe (révolutionnaire) dans l'histoire qui s'abolisse dans l'acte d'abolir la classe opposée¹³². »

Il faudrait tirer de cette pensée la seule conclusion appropriée : la « dictature du prolétariat » est une sorte d'oxymore (nécessaire) *et non* une forme étatique où le prolétariat serait la classe régnante. On n'a effectivement de « dictature du prolétariat » que lorsque l'État lui-même est radicalement transformé et s'appuie de nouvelles formes de participation du peuple. C'est pourquoi il y a plus que de l'hypocrisie dans le fait qu'au plus fort du stalinisme, une fois que tout l'édifice social eut été mis en pièces par les purges, la nouvelle constitution proclama la fin de la nature de « classe » du pouvoir soviétique (le droit de vote fut rendu aux membres des classes qui en avaient été jusqu'alors exclues) et les régimes socialistes prirent le nom de « démocraties populaires » – ce qui indique immanquablement qu'ils n'étaient pas des « dictatures du prolétariat ». Là où la démocratie est défailante, c'est dans ce qui touche à l'excès constitutif de la représentation sur le représenté.

La démocratie présuppose un minimum d'aliénation entre le peuple et ceux qui exercent le pouvoir. Les seconds ne peuvent être tenus responsables devant le premier que si ces deux instances sont séparées par une distance minimale de re-présentation. Dans le « totalitarisme », cette distance est annulée, le Chef étant censé présenter directement la volonté du peuple. Il en résulte naturellement une aliénation encore plus radicale du peuple (empirique) dans son leader, qui *est directement* ce qu'ils « sont réellement », leur véritable identité, leurs vrais désirs et leurs vrais intérêts, par opposition à leurs désirs et à leurs intérêts « empiriques » et confus. Si le pouvoir autoritaire est aliéné par rapport à ses sujets, le peuple, ici le peuple « empirique », est aliéné « par rapport à lui-même ».

Naturellement, cela n'implique en aucune manière une simple plaidoirie en faveur de la démocratie, avec rejet du « totalitarisme » : *il y a*, au contraire, un moment de vérité dans le totalitarisme. Hegel déjà pointait le fait que la représentation politique ne signifie pas que les gens sachent par avance ce qu'ils veulent et chargent leurs représentants de défendre leurs

¹³¹ Enseigne la littérature comparée à l'Université Bilgi d'Istanbul.

¹³² Communication personnelle. (Note de Zizek).

intérêts. Ils ne le savent qu' « en soi », ce sont leurs représentants qui formulent leurs intérêts et leurs buts pour eux, en sorte d'en faire des « pour-soi ». La logique « totalitaire » explicite pose « en tant que telle » une division qui passe toujours déjà à l'intérieur du « peuple » représenté.

Au sujet de la figure du leader, il ne faut pas craindre ici de tirer une conclusion radicale : la démocratie comme régime ne peut aller au-delà de l'inertie utilitaire pragmatique, elle ne peut suspendre la logique du « service des biens ». De même qu'il n'y a pas d'auto-analyse, la transformation analytique ne pouvant se produire qu'à travers la relation transférentielle à la figure externe de l'analyste, il faut un chef pour déclencher de l'enthousiasme pour une cause, amener une transformation radicale dans la position subjective de ceux qui le suivent et « transsubstantier » leur identité.

Cela signifie que lorsqu'on parle du pouvoir, la question n'est pas de savoir s'il est démocratiquement légitime ou pas, mais *quel est le caractère spécifique* (le « contenu social ») de l' « excès totalitaire » associé au pouvoir souverain comme tel, indépendamment de son caractère démocratique ou non démocratique. C'est à ce niveau qu'opère le concept de « dictature du prolétariat », où l' « excès totalitaire » du pouvoir est du côté de la « part des sans-part » et non de l'ordre social hiérarchique. Pour le dire crûment, les « sans-part » sont au pouvoir au sens plein et souverain du terme. Ce n'est pas que leurs représentants occupent temporairement la place vide du pouvoir ; plus radicalement, ils « tordent » en leur faveur l'espace même de la représentation étatique. On peut soutenir que Chavez et Morales s'approchent de ce qui pourrait être une forme contemporaine de « dictature du prolétariat » : bien qu'en interaction avec de nombreux agents et mouvements dont ils capitalisent le soutien, ces gouvernements ont un lien privilégié avec les dépossédés des favelas qui constituent la force hégémonique de leur régime. Même si Chavez respecte encore la règle électorale démocratique, ce n'est pas là que se trouve le sens de son engagement fondamental et la source de sa légitimité, mais dans les relations privilégiées qu'il entretient avec les dépossédés des favelas. C'est cela, la « dictature du prolétariat » sous forme démocratique. [...]

Quand Rosa Luxembourgeois écrit que « la dictature consiste dans *la manière d'utiliser la démocratie* et non dans son abolition », elle ne veut pas dire que la démocratie est un cadre vide qui peut être utilisé par différents agents politiques (après tout, c'est par des élections plus ou moins libres que Hitler a accédé au pouvoir), mais qu'il existe un « biais de classe » inscrit dans ce cadre institutionnellement vide. C'est pourquoi, quand la gauche radicale parvient au pouvoir par des élections, son *signe de reconnaissance*¹³³ est le fait qu'elle commence par changer les règles – non seulement les mécanismes électoraux et étatiques, mais la logique tout entière de l'espace politique, en s'appuyant directement sur les mouvements de mobilisation, en imposant de nouvelles formes d'auto-organisation locale, etc., pour garantir l'hégémonie de sa base. Ce faisant, elle est guidée par la juste intuition des « biais de classe » de la forme démocratique ».

Slavoj Žižek, « De la démocratie à la violence divine », in *Démocratie, dans quel état ?*, Paris, La Fabrique, 2009, traduit de l'anglais par Joëlle Marelli, p.144-148.

¹³³ En français dans le texte.